

QUESTION DE DROIT

ET D'HISTOIRE

La Juridiction Spirituelle  
de  
l'Abbaye de St-Maurice

par

Mgr Joseph MARIÉTAN

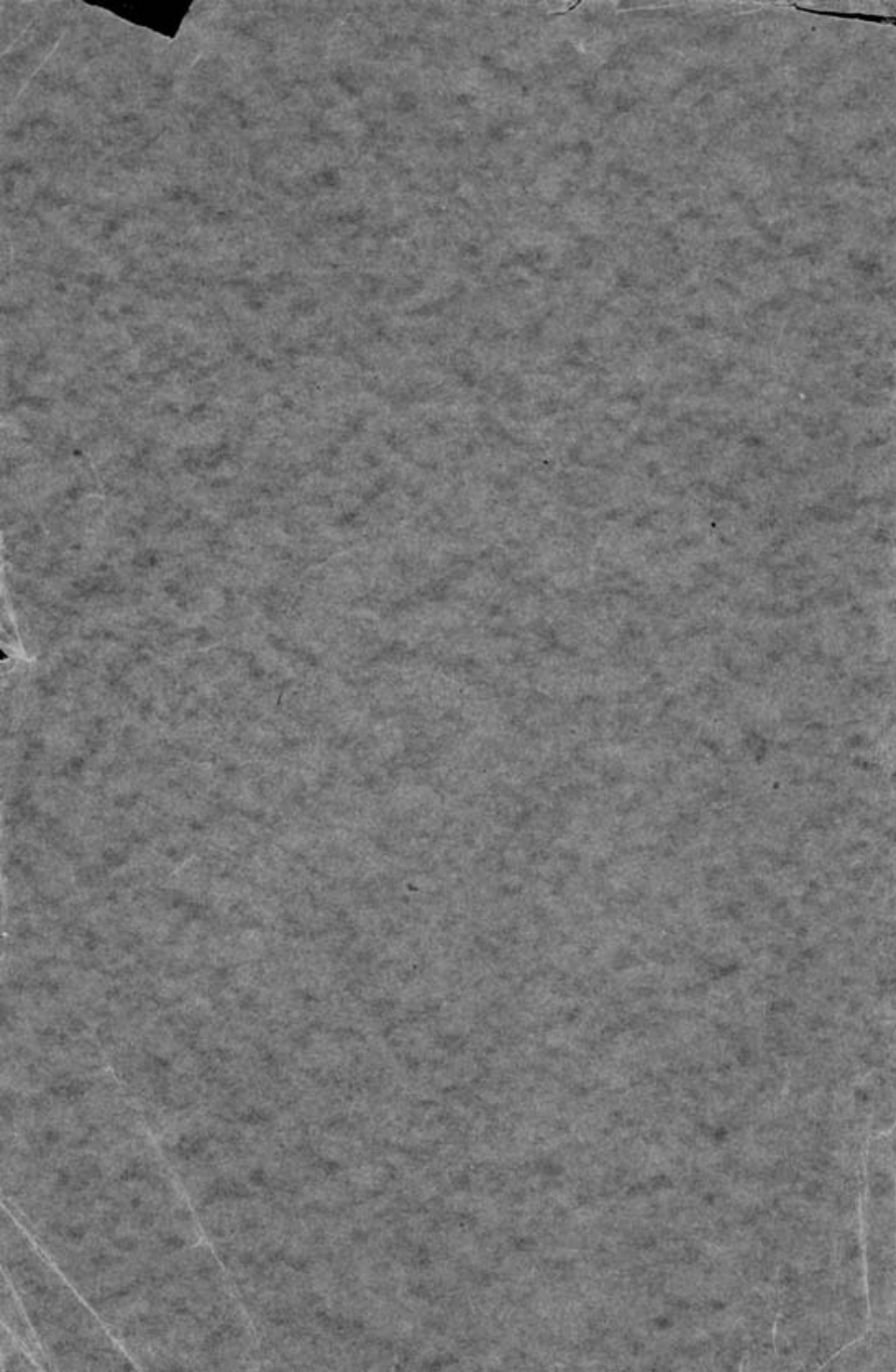
Abbé de St-Maurice, Evêque titulaire de Bethléem

*Etude présentée à Rome en 1925*



St-Maurice — Imprimerie de l'Œuvre St-Augustin

— 1925 —



Bibl. cant. VS Kantonsbibl.



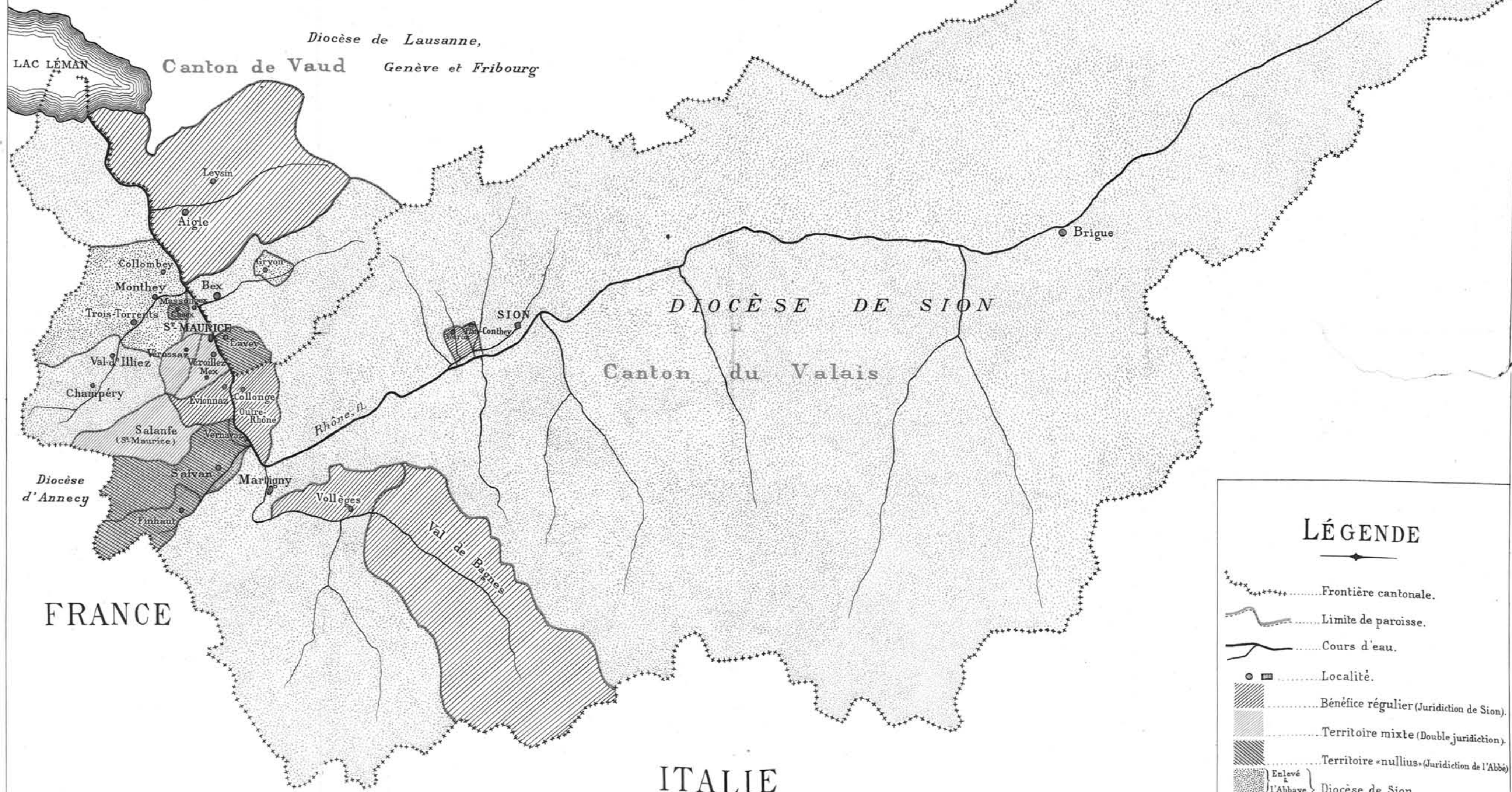
1010168150



# CIRCONSCRIPTIONS ECCLÉSIASTIQUES

DU

## VALAIS



### LÉGENDE

- ..... Frontière cantonale.
- ..... Limite de paroisse.
- ..... Cours d'eau.
- ..... Localité.
- ..... Bénéfice régulier (Juridiction de Sion).
- ..... Territoire mixte (Double juridiction).
- ..... Territoire «nullius» (Juridiction de l'Abbé).
- Enlevé l'Abbaye } Diocèse de Sion.



QUESTION DE DROIT ET D'HISTOIRE



1058

QUESTION DE DROIT

ET D'HISTOIRE

# La Juridiction Spirituelle de l'Abbaye de St-Maurice

par

Mgr Joseph MARIÉTAN

Abbé de St-Maurice, Evêque titulaire de Bethléem

---

*Etude présentée à Rome en 1925*



0486776

St-Maurice — Imprimerie de l'Œuvre St-Augustin

— 1925 —







## AVANT-PROPOS

---

L'étude que nous présentons aujourd'hui à l'examen de l'Autorité suprême de l'Eglise, est due à des circonstances spéciales.

Une question de juridiction soulevée, il y a plus de dix siècles déjà, en est l'objet.

L'évêché de Sion et l'Abbaye de St-Maurice exercent, en Valais, une juridiction dont les limites fixées, pour tant, par les Bulles des Papes, ont été, à travers les âges, la cause de nombreuses discussions.

Apaisée, mais jamais terminée, la controverse a repris ces dernières années, à la suite de certaines revendications qu'a fait valoir contre l'Abbaye de St-Maurice Mgr l'évêque de Sion.

Ces revendications, qui portent sur le territoire de St-Maurice et sur des établissements construits dans les limites de cette paroisse par les soins de l'Abbaye et sur des terres de sa juridiction, ont remis en question le problème de la juridiction spirituelle tant de fois posé à l'occasion des controverses anciennes (1).

---

(1) Mgr de Sion prétend que « les Evêques de Sion ont toujours revendiqué le droit exclusif de juridiction sur toute la paroisse de St-Maurice et, abstraction faite du monastère ou cloître de l'Abbaye, ils l'ont, en réalité, exercé jusqu'au commencement de ce siècle. Il nous est nécessaire de savoir : a) en vertu de quel droit l'Abbaye s'est, depuis quelques années, attribué la juridiction sur certaines parties de la dite localité situées en dehors du Mo-

Les prétentions de Mgr de Sion ont obligé l'Abbaye de soumettre à la S. Congrégation de la Propagande, dont elle dépend, le texte de ces revendications, afin d'obtenir d'elle, en une affaire de si grave importance, le conseil et la direction qui s'imposaient.

L'avis fut, pour mettre un terme à une situation étrange et difficile, d'élargir le débat et d'étudier la question de juridiction, non seulement quant à la paroisse de St-Maurice, mais quant à toutes les paroisses dont l'Abbaye perdit, le long des siècles, la juridiction spirituelle au bénéfice de l'évêché de Sion.

C'est le résultat de cette étude et de recherches très soigneusement faites, que nous livrons aujourd'hui. Peu de bibliothèques monastiques, assurément, possèdent une aussi riche collection de Bulles pontificales que celle de notre vieille Abbaye.

L'abondance des documents que renferment nos Archives est telle que nous avons dû nous borner à ne citer que les principaux. Ils nous ont, du reste, paru pleinement suffisants pour éclairer le problème en question et préparer la solution qu'il plaira à l'Autorité suprême de lui donner.

---

nastère ; b) quels seraient exactement les territoires que, dans la paroisse de St-Maurice, l'Abbaye prétendrait lui appartenir comme juridiction ? » (Lettre du 9 mars 1924).

Et dans la suite de cette lettre, Mgr de Sion nie, en particulier, la juridiction de l'Abbaye sur l'Œuvre St-Augustin et la Maison des Sœurs de Vérollez, à St-Maurice, parce qu'il revendique comme de sa juridiction les terres sur lesquelles ces deux œuvres sont établies.

Comme la première est établie sur un terrain appartenant à l'Hospice S. Jacques et la seconde, sur une propriété de l'Abbaye située près de la Chapelle des Martyrs, les droits de l'Abbaye seront démontrés quand, dans la suite de ce travail, nous aurons établi que les terres de l'Hôpital S. Jacques et de Vérollez ont toujours appartenu à l'Abbaye et qu'il est inexact que les évêques de Sion aient exercé, jusqu'au commencement de ce siècle, le droit exclusif de juridiction sur toute la paroisse de St-Maurice, abstraction faite du Cloître.



Ce n'est pas, en effet, une procédure que ce document a l'intention de provoquer, mais bien une décision conforme au droit et à l'équité, propre à supprimer toute cause de dispute ou tout prétexte à discussion, et apte à promouvoir le bien de l'Eglise, le salut des âmes et l'édification du peuple commis à notre garde.

Ce travail comprendra donc :

I. *Une brève introduction ;*

II. *L'exposé historique des paroisses soumises à la juridiction spirituelle de l'Abbaye de St-Maurice :*

1° *d'après les Bulles antérieures au milieu du XII<sup>e</sup> siècle ;*

2° *d'après les Bulles postérieures à cette époque et les acquisitions ultérieures ;*

III. *Fondement, en droit, de cette juridiction spirituelle.*

IV. *La question de fait : exposé des limites de cette juridiction considérablement réduite par des amputations successives.*

Première amputation : S. Sigismond à Saint-Maurice, Aigle, Ollon, Bagnes, Vollèges, Plan-Conthey et Vétroz.

Deuxième amputation : Collombey, Monthey et Troistorrents.

Troisième amputation : Outre-Rhône (Collonges) et Evionnaz.

Quatrième amputation : Gryon.

Cinquième amputation : Vérossaz.

V. *L'exposé de la situation, en particulier de la paroisse de S. Sigismond à St-Maurice, suivi de quelques notes sur l'Eglise d'Aigle.*

VI. *Conclusions générales.*

## INTRODUCTION

---

Le Martyre de S. Maurice et de la Légion thébéenne, au début du IV<sup>e</sup> siècle, constitue l'un des plus grands faits historiques de l'époque des persécutions et demeure l'une des plus belles pages de l'Histoire de l'Eglise (1).

Le massacre des six mille soldats chrétiens, immolés par l'empereur Maximilien, sur la terre d'Agaune (2), en haine de la foi du Christ, est assurément l'une des plus grandes hécatombes de martyrs. Aussi, cet événement valut-il au lieu qui en avait été témoin une notoriété presque incomparable.

La vénération professée pour les Saints Martyrs et

---

(1) L'historicité du martyre de S. Maurice et de sa Légion a été établie victorieusement contre certaine critique contemporaine par Mgr Besson dans son *Monasterium Acaunense*, paru en 1913 chez Fragnière Frères, éditeurs, Fribourg.

La découverte du Tombeau de S. Maurice, il y a un certain nombre d'années, a confirmé pleinement les conclusions du travail de Mgr Besson.

Une étude très rigoureusement conduite, du Tombeau, *Arcosolium*, de S. Maurice, faite par le Chanoine Peissard, archéologue, a établi que cet *Arcosolium* est bien le tombeau primitif du martyr S. Maurice. — Voir N. Peissard, *La découverte du Tombeau de S. Maurice, martyr d'Agaune à St-Maurice en Valais*, Imprimerie de l'Œuvre St-Augustin, St-Maurice 1922.

(2) *Agaune* ou *Acaunum*, roc, mot d'origine celtique, est ainsi nommé, assurément, à cause de la haute paroi rocheuse qui surplombe la petite ville et le Monastère. Les Romains l'appelaient *Tarnaia* ou *Tarnades*.

pour la terre sacrée qui avait bu leur sang, remonte au siècle même du martyre (1). Elle ne fit que grandir jusqu'au jour où S. Sigismond, roi de Bourgogne, entouré de soixante évêques, dicte, en 515, la Charte de fondation de l'Abbaye de St-Maurice (2), bâtit une grandiose basilique à la gloire des Martyrs (3), établit la psalmodie perpétuelle ou *Laus perennis*, inconnue de l'Occident jusqu'à cette époque (4) et dote très richement le Monastère d'Agaune.

---

(1) S. Théodore, premier évêque du Valais, construit une église, vers 350, pour recevoir les ossements des saints Martyrs. Voir le texte de la *Passio Acaunensium Martyrum* de saint Eucher, reproduit dans le *Monasterium acaunense*, p. 39 et suiv. C'est « peu après l'an 400 que S. Eucher écrivit le récit du martyre ». Mgr Besson, *Nos origines chrétiennes*, p. 80. Sur la date de la construction de cette première église par S. Théodore et sur toute la question des origines du Monastère d'Agaune et de l'évêché de Sion, il y a lieu de consulter, outre les ouvrages déjà cités de Mgr Besson, ses *Recherches sur les origines des évêchés de Genève, de Lausanne, Sion et leurs premiers titulaires*.

(2) Il ne reste aux Archives de l'Abbaye qu'une copie du XII<sup>e</sup> ou XIII<sup>e</sup> siècle. Une autre copie se trouve aux Archives de Turin. On a pu discuter la valeur de ces textes qui renferment des interpolations. L'ensemble constitue, néanmoins, un document précieux. Mgr Besson, *Monasterium acaunense*, p. 122 ; Peissard, *Découverte du Tombeau de S. Maurice*, p. 76-80.

Un travail que vient d'achever M. Maxime Reymond sur la *Charte de fondation de S. Sigismond*, aboutit à des conclusions très favorables relativement à la valeur historique de ces deux copies dont l'auteur poursuit, avec grand soin, pas à pas, l'étude comparative.

(3) C'est en cette Basilique que le 22 sept. 515, S. Avit, métropolitain de Vienne, prononce le discours de circonstance, *Homilia Sancti Aviti dicta in basilica sanctorum Acaunensium in innovatione Monasterii ipsius vel passione martyrum...* Un papyrus du VI<sup>e</sup> siècle a conservé une grande partie de ce discours. — Voir le texte dans *Monasterium acaunense*, p. 123-125.

(4) « La nouvelle institution resta la gloire la plus pure de l'Abbaye valaisanne, *Monasterium acaunense*. Quand on introduisit, plus tard, dans d'autres monastères, cette mélodie sans fin



Le sanctuaire d'Agaune devint, dès lors, l'un des plus célèbres et des plus connus du monde chrétien. « Les foules recueillies s'y acheminent en longues processions à travers le Moyen Age... Les cortèges qui, de Rome, accompagnaient les reliques solennellement transportées au royaume des Francs, faisaient à St-Maurice une halte réglementaire » (1).

Le Pape Étienne se rendant auprès de Pépin en 753. Léon II, allant passer en 804 les fêtes de Noël à la Cour de Charlemagne, S. Léon IX se dirigeant, en 1049, vers la France pour le Concile de Reims, s'arrêtent au Monastère d'Agaune. Eugène III, en 1146, consacre la nouvelle Eglise dédiée à S. Maurice et à ses Compagnons, et accorde aux Religieux le privilège de porter le camail rouge écarlate, en souvenir du Sang des Martyrs. Grégoire X, revenant du Concile œcuménique de Lyon, en 1275, vient vénérer les reliques des Thébéens (2).

C'est à la vénération des Papes pour les glorieux Martyrs thébéens que l'Abbaye et l'Eglise de St-Maurice doivent les nombreux privilèges dont elles furent honorées le long des siècles. Les Souverains Pontifes ne négligèrent rien pour donner des marques de leur dévotion aux Saints dont la popularité était devenue générale.

C'est ainsi que, de très bonne heure, par un privilège

---

que nos ancêtres ravis ne se lassaient pas d'entendre, on eut toujours soin de préciser que c'était une imitation de ce qu'on faisait à St-Maurice, *ad instar Acaunensium* ». Mgr Besson, *Nos origines chrétiennes*, p. 86.

L'Abbaye conserve avec soin cette tradition de la belle psalmodie grégorienne. C'est ce qu'a daigné reconnaître Sa Sainteté Pie XI dans la précieuse lettre adressée à l'Abbaye, le 12 mai 1924, à l'occasion du quatorzième centenaire de la mort de S. Sigismond. Nous reproduisons à l'appendice VII le texte de cette lettre parue dans les *Acta apostolicae Sedis*, 1<sup>er</sup> juillet 1924. Elle résume admirablement la question que nous étudions.

(1) Mgr Besson, *Nos origines chrétiennes*, p. 78-97.

(2) Voir Archives de l'Abbaye, *Privilèges des Papes*.

fort rare à cette époque, le Monastère fut constitué en dehors de la juridiction de tout évêque. Aussi, pour établir le droit que possède le Pape en matière d'exemption, les Canonistes citent-ils, à côté des Monastères de Lérins et de Luxeuil, celui d'Agaune comme exemple et type d'un Monastère exempt *ab antiquitus* de par la volonté du Pape (1).

Ce Monastère acquit donc, de très bonne heure, une importance telle que l'histoire des origines du diocèse de Sion est plutôt celle du culte des Martyrs et de leur Abbaye dont plusieurs des Abbés sont, en même temps, évêques de Sion (2).

---

(1) Le savant cardinal Petra dit, en effet : « Nefas enim est dubitare de potestate Papæ in materia exemptionis... Novissime van-Espen refert verba dictæ formulæ Marculfi : dum *ab antiquitus* juxta Constitutionem Pontificum, Monasteria Sanctorum Lirinensis, *Agaunensis* et Luxoviensis vel modo innumerabilia per omne Regnum Francorum *sub libertatis privilegio* videntur consistere... » et l'auteur continue : « En igitur quod Summi Pontificis auctoritati et Constitutioni talia exemptiva privilegia adscribuntur. » Petra *Commentaria ad Constitutiones apostolicas*, édition de Venise, MDCCXXIX, T. I, p. 212 nn. 26, 27.

« Rappelons, pour mémoire, que dans un diplôme de Charlemagne en faveur de Farfa (24 mai 775), les Maisons de Lérins, *Agaune* et Luxeuil sont présentées comme type des Abbayes exemptes. Il en est ainsi déjà dans une formule du recueil de Marculf, qui date, on le sait, de la fin du VII<sup>e</sup> siècle ». Mgr Besson, *Nos origines chrétiennes*, p. 95.

Puisqu'au VII<sup>e</sup> siècle déjà, Agaune est cité comme type de Monastère exempt, il ne semble pas exagéré de conclure qu'il jouit de ce privilège dès sa fondation qui remonte au siècle précédent. Cette interprétation est corroborée par le texte même de la Charte de fondation. Les soixante évêques réunis décident que c'est, non pas à l'évêque, mais « au S. Siège que l'Abbé devra recourir, s'il se trouve quelqu'un d'assez malheureux pour vouloir renverser ce qui est ici établi... » « Si advenerit, quod Deus avertat, quod convulsione aut disceptatione contra haec (instituta) agere tentaverit (quis), tunc Abbas prædicti Monasterii quasi ad fontem conversionis *ad Sedem apostolicam* adeat, quasi lumen petens... »

(2) Archives de l'Abbaye ; Mgr Besson, *Nos origines chrétiennes*, p. 50, 99, 100.

Ce prestige extraordinaire explique la place qu'occupent l'Abbaye et l'Eglise de S. Maurice dans les fastes du Valais, de la Suisse, de la Savoie, du Val d'Aoste et de la France.

La longue histoire du Monastère remonte, par son organisation première, au IV<sup>e</sup> siècle, se précise par la fondation de S. Sigismond, à partir du VI<sup>e</sup> siècle, et se poursuit, à travers des vicissitudes diverses, jusqu'à nos jours. Jamais donc, depuis le IV<sup>e</sup> siècle à l'heure présente, la Louange n'a cessé de retentir autour du Tombeau des Saints Martyrs : exemple unique, dans l'histoire, d'une si longue vie régulière qui fait de cette Abbaye le plus ancien Monastère constamment habité par des Clercs ou des Religieux.

On ne saurait être surpris, dès lors, que les Souverains Pontifes aient fait de ce Monastère une Abbaye *Nullius* (1), avec un *territoire propre immédiatement soumis au S. Siège* (2).

---

(1) Nous n'avons pas à prouver cette indépendance de toute autre autorité que de celle du S. Siège. L'Abbaye est, dès son origine, *en possession* de ce droit que les Bulles des Papes ont consacré de tout temps. Nous donnons, toutefois, à titre de renseignements, dans l'appendice N° I, un exposé historique pour ceux que cette question intéresserait.

(2) Ce sont les termes mêmes du Bref *in Amplissimo* de Grégoire XVI. Voir à l'appendice N° II, le texte complet de cet important document.

---

## II.

### Exposé historique des paroisses

---

Quelles sont les limites de ce territoire sur lequel l'Abbé, évêque de Bethléem, exerce un pouvoir quasi épiscopal, comme l'affirme le Bref de Grégoire XVI ? Voilà ce qu'il faut établir en *droit* et en *fait*.

Pour les fixer, *en droit*, il n'est pas de documents plus authentiques et plus indiscutables que les Bulles des Papes. C'est donc à ces témoins que nous aurons recours.

Or, que disent-ils ?

Pour mettre le plus de clarté possible en cette question, nous ferons appel

#### 1° Aux Bulles antérieures au milieu du XII<sup>e</sup> siècle.

Les Bulles des Papes Eugène I<sup>er</sup>, en 654, Adrien I<sup>er</sup>, en 790, Eugène II, en 825, Léon IX, en 1049, Innocent II, en 1136, adressées au Monastère de St-Maurice confirment simplement, sans entrer dans le détail des églises et possessions, les donations faites à l'église et au Monastère d'Agaune. « Nous statuons, dit Innocent II, que tout ce que l'Eglise de S. Maurice possède présentement ou pourra posséder dans la suite, grâce aux concessions des Papes, à la libéralité des Princes, à la charité des Fidèles ou à tout autre moyen légitime d'acquérir, lui demeurera inviolablement acquis à perpétuité. » (1)

---

(1) ...Statuentes ut quæcumque bona, quascumque possessiones eadem Ecclesia in præsentiarum juste et canonice possidet aut

Le Pape Innocent II ne se contente pas de consacrer ainsi les donations faites. A l'instar des autres Papes, il déclare indigne de participer au Corps et au Sang de Notre-Seigneur Jésus-Christ toute personne ecclésiastique ou séculière qui s'obstinerait à troubler cette Eglise dans ses possessions, à les lui ravir ou à les diminuer... » (1)

Cette défense ne fait d'exception pour personne, pas même pour l'évêque de Sion qui ne peut revendiquer aucune juridiction sur le Monastère d'Agaune ou sur les Eglises que possède le couvent dans ses domaines, ni y célébrer la messe sans l'autorisation de l'Abbé ou de ses Frères (2).

in futurum concessione Pontificum, largitione Principum, oblatione fidelium, seu aliis justis modis, præstante Domino, poterit adipisci, firma vobis in perpetuum et illibata permaneant... Archives de l'Abbaye, *Bulle originale*, scellée in plumbi lamina, donnée à Pise, le 6 des Ides de juin 1136. Voir le texte de cette Bulle à l'Appendice III.

Ce texte est celui d'un bon nombre d'autres Bulles qui le reproduisent intégralement. Elles ajoutent simplement au *vobis* de la fin, les mots *et vestris successoribus*. Voir Archives de l'Abbaye, *Bulles d'Alexandre III, Clément III, Célestin III, Alexandre IV*.

(1) ...Decernimus ergo quod nulli hominum liceat præfatam ecclesiam temere perturbare, aut ejus possessiones auferre, vel ablatas retinere, minuere, vel aliquibus molestiis fatigare, aut aliquid gravamen inferre; sed omnia integra conserventur vestris pro quorum gubernatione aut sustentatione concessa usibus profutura. Si quis igitur ecclesiastica sæcularisve persona hanc nostræ Constitutionis paginam sciens contra eam temere venire tentaverit, secundo tertiove commonita, si non præsumptionem suam satisfactione congrua emendaverit, potestatis et honoris sui periculum patiaturs et a sacratissimo Corpore et Sanguine Dei ac Domini Nostri Jesu Christi Redemptoris aliena fiat atque in extremo districte subiaceat ultioni... *Bulle citée*.

(2) C'est ce que déclarent, en effet, les Bulles des Papes. S. Léon IX, se rendant en France, s'arrête trois jours au Monastère d'Agaune, y célèbre la fête des Martyrs et donne ensuite, à la demande des Rois francs, la Bulle « Quapropter », en 1049.

### Conclusions.

I. Ces différentes Bulles nous apprennent que l'Eglise de St-Maurice possède des biens et des églises, mais elles ne les nomment pas.

II. Elles reconnaissent manifestement au Monastère une juridiction absolue sur les dites églises, puisque aucun prêtre, **pas même l'évêque de Sion**, ne peut y célébrer la Messe sans l'autorisation ou l'invitation de l'Abbé ou de ses Frères.

#### 2° Bulles postérieures au milieu du XII<sup>e</sup> siècle.

A partir de cette époque, dans le but, assurément, d'affirmer plus nettement les droits du Monastère de S. Maurice sur certaines Eglises, les Papes poussent la

« Cumetis igitur universalis Ecclesiæ filiis notum esse volumus, quia dum in illius partibus Orbis naufragantem Ecclesiam relevando Gallias tenderemus, ad eum locum cui Agaunum nomen est, pervenimus, quem pretiosi Martyres Mauritius et ejus Commilitones suo sanguine profuderunt, ubi triduo Commorati, quamquam patrociniis Sanctorum divitem locum et apostolicis privilegiis decoratum, omni tamen thesauro et beneficiorum plenitudine destitutum, prout potuimus, consolavimus eorundemque Martyrum festa celebravimus ibi... »

Comme des prélats avaient dépossédé le Monastère de certains biens, le Pape les lui restitue par la même Bulle... « Curtem... quondam eis ablatum violentia praelatorum restitimus *cum Ecclesiis et reliquis appenditiis* suis ut ad mensam fratrum semper deserviat. Quapropter piis Francorum Regibus aures accommodantes prædicti Monasterii Congregationi divinis mandatis inhaerenti Sedisque apostolicæ Regulam servanti per hujus præceptionis nostræ Auctoritatem, id quod exposcunt effectu mancipamus. Ideo cujuslibet Ecclesiæ sacerdotem in *præfatum Monasterium* vel in *Ecclesiis in ejus curtibus sitis*, et ex sibi datis elemosinis ordinatis, nullum pontificium prioratus permittimus habiturum ; sed et *illum qui civitatem Sedunum prænomine Valesiam habuerit*, quamlibet ditionem sen potestatem vindicare in ea auctoritate Sedis apostolicæ prohibemus : ita ut nisi a prælato Ecclesiæ vel a fratribus invitatus, nec ad missarum ibidem celebranda mysteria, quispiam præsumat accedere vel suam dominationem exercere... (*Bullarium Romanum*, T. I, p. 584-586, an. 1049, Bulle de Léon IX).

Cette Bulle reproduit presque textuellement celle d'Eugène II, de 825 : « ...Ideo omnem cujuslibet ecclesiæ sacerdotem in præ-

1187 Fuller

Bulle  
Léon IX

reprod.  
Bulle Eug II  
825

Bulle  
Léon IX  
reprod. Eugénie  
II



condescendance jusqu'à faire l'énumération des possessions, Eglises et Chapelles appartenant à l'Eglise de S. Maurice.

*An. 1178.* — Le Pape Alexandre III confirme en général toutes les donations présentes ou futures faites au Monastère d'Agaune. Puis il ajoute expressément : « Parmi ces possessions, Nous avons jugé bon de désigner *en propres termes* (1) les suivantes : le Lieu lui-même où a été construite l'Eglise de S. Maurice avec toutes ses appartenances, l'Eglise de S. Sigismond, l'Eglise de S. Laurent (2), l'Eglise de Ste Marie (3) et l'Hôpital S. Jacques qui se trouvent dans

*fato Monasterio vel in ecclesiis in ejus curtibus sitis, et ejus elemosinis constructis et ordinatis nullum sui prioratus pontificium permittimus habituros, neque illum qui civitatem sedunensem nunc habere dignoscitur, vel fuerit imposterum adquisiturus, quamlibet ditionem seu potestatem extendere præter Sedem apostolicam prohibemus, ita ut nisi ab eo qui tunc prefuert ecclesiæ vel a fratribus fuerit invitatus, nec ad missarum ibidem celebranda solemnia quispiam presumat accedere, vel suam in ibidem dominationem incipiat exercere, nec ulla conciliabula pretendere... » Voir Archives de l'Abbaye, *Bulle d'Eugène II, copie.**

(1) Les Canonistes ne manquent pas de souligner l'importance de cette formule dans la bouche du Pape. Cette expression prouve l'intention très nette du Souverain Pontife de conférer la juridiction spirituelle et temporelle. (Voir *Barbosa* et bon nombre de décisions de la Rote).

(2) Cette Chapelle, dont l'Abbaye accorda l'usage aux Pères Capucins en 1611, existe encore sur l'une des propriétés de l'Abbaye en Pré. Mais elle est depuis longtemps désaffectée.

(3) Construite sur l'emplacement voisin de la petite fontaine proche de l'Eglise actuelle des Pères Capucins, cette Chapelle fut détruite par un incendie vers 1722.

Désignée pendant plusieurs siècles sous le nom de Sainte Marie sous-le-Bourg, cette Chapelle était en même temps *Eglise paroissiale pour le Village de Lavey.*

Dans l'acte de fondation d'une messe en 1524, il est mentionné que cet acte notarié est passé « apud sanctum Mauritium agau-

la Ville même de St-Maurice, avec tout ce qui appartient aux dites Eglises et à l'Hôpital (1), l'Eglise de *Biole* ou *Bioley*, l'Eglise de S. Maurice d'*Aigle*, l'Eglise d'*Ollon*, l'Eglise d'*Ottanel* (Vernayaz), (2), l'Eglise de *Vétroz*, l'Eglise de *Conthey*, l'Eglise de *Choëx*, l'Eglise de *Bagnes*, l'Eglise de *Vollèges*, avec ce qui appartient à chacune de ces Eglises... (3).

nensem in domo Curæ beatæ Mariæ Virginis de subburgo parochialis Laveti... La même formule revient à plusieurs reprises à propos de cette Eglise... Nomine Ecclesiæ prædictæ beatæ Mariæ de subburgo, *parochialis Laveti*... in dicta sua Ecclesia beatæ Mariæ de subburgo, *parochia Laveti*... etc. Archives de l'Abbaye, *Liber Act. Monas.*, Vol. III, Supplementum, p. 140-141.

Déjà en 1299, à l'occasion de la restauration de la Chapelle de Sainte-Marie sous-le-Bourg, l'Abbé du Monastère, pour récompenser un insigne bienfaiteur, lui promet des messes et le droit d'être enterré en l'Eglise de l'Abbaye ou en la dite Chapelle qui est Nôtre, dit l'Abbé. « ..Notum facimus universis quod cum *Capella Nostra B. Mariæ de Subburgo de Sancto Mauritio* pro parte dirupta fuerit et pro parte certam minatur ruinam... » (*Ibid.*, p. 136).

Plus tard, en 1482, l'Abbé du Monastère, en vertu de sa *jurisdiction spirituelle*, réconcilie avec l'Eglise un habitant de la paroisse de Lavey qui était tombé dans l'hérésie. Archives de l'Abbaye, *Liber Oll.*, fol. 87.

(1) L'Hôpital S. Jacques avec sa Chapelle existe encore. Desservi par un Chanoine Régulier de l'Abbaye, il fait partie du territoire soumis à la juridiction spirituelle de l'Abbaye. Les évêques de Sion ont essayé à plusieurs reprises de soustraire cette Chapelle à l'Abbaye. Mais les décisions de la Nonciature, comme on le verra plus loin, l'ont conservée à l'Abbaye.

(2) Ottanel, Ottanez ou Autanelle comprend le territoire qui est entre le pont du Trient et l'eau de Salanfè. (Archives de l'Abbaye, *Grand livre des minutes*, Aote de 1215.

Certains actes parlent du « plan d'Ottanel et de la montagne », *in plano et in monte*. Le mont est ce que les Bulles des Papes et l'usage désignent sous le nom de Salvan. (Voir les différentes Bulles citées au cours de ce travail).

(3) ...In quibus hæc propriis duximus exprimenda vocabulis : locum ipsum in quo *præfata ecclesia* constructa est cum omnibus

Chapelle  
territ.

Après avoir fait cette énumération, le Pape ajoute : « De plus, nous confirmons de notre Autorité apostolique la liberté accordée par nos Prédécesseurs à cette même Eglise, à savoir que cette Eglise avec les *Celles* (1) qui lui appartiennent ne soit soumise qu'au Souverain Pontife et que personne, absolument, ne puisse exercer un pouvoir ou une exaction quelconque en ces lieux » (2).

pertinentiis suis, ecclesiam *Sti Sigismundi* et ecclesiam *Sti Laurentii* et *Sanctæ Mariæ* et *Hospitale Sti Jacobi*, quæ in villa ejusdem *ecclesiæ Sti Mauriti* sitæ sunt cum omnibus ad easdem ecclesias et Hospitale pertinentibus... ecclesiam de *Biole* cum appenditiis suis ; ecclesiam de *Allio* quæ vocatur *Stus Mauritius* cum appenditiis suis ; ecclesiam de *Oluno* cum appenditiis suis ; ecclesiam de *Ottane* cum appenditiis suis ; ecclesiam de *Vetro* cum appenditiis suis ; ecclesiam de *Contez* cum appenditiis suis ; ecclesiam de *Choëz* cum appenditiis suis ; ecclesiam de *Bagnes* cum appenditiis suis ; ecclesiam de *Villegio* cum appenditiis suis... Archives de l'Abbaye, *Orig. scellé in plumbi lamina* et souscrit par le Pape et par 12 Cardinaux, *datum Later. II idus Martii, indict. 12, Incarn. Dnicæ anno 1178, Pontif. vero Dni Alexandri pp. 3, anno 20.*

Voir le texte de la Bulle à l'appendice IV. Les Bulles données à l'Abbaye dans la suite, par les Papes, sont conçues en termes presque identiques. Il nous paraît suffisant de reproduire le texte d'une seule de ces Bulles.

(1) Le mot *Celles*, que renferment toutes les Bulles des Papes, indique les Eglises ou Chapelles dépendantes d'un Monastère. C'est le sens qui ressort de la comparaison faite avec les Bulles données à d'autres Monastères.

Dans une Bulle d'Adrien I<sup>er</sup> au Monastère de S. Denys, à Paris, en 786, il est dit : « ...Et nemo episcoporum parochianis in præfato Monasterio, in *Cellis*, Ecclesiis vel titulis, seu oraculis sub ditione ipsius constitutis, ordinationes facere... » *Bullarium romanum*, T. I, anno 786, p. 256.

Clément III, dans une Bulle de 1188 au Monastère de Subiaco, dit également : « ..Confirmamus etiam vobis *Cellas* ad idem Monasterium pertinentes, videlicet *Ecclesiam* Sancti Angeli in Asila positam, *Ecclesiam* Sancti Georgii cum omnibus earum pertinentiis... » (*Bullarium romanum*, T. III, anno 1188, p. 65.

(2) « ... Præterea debitam libertatem a Prædecessoribus nostris eidem Ecclesiæ concessam Nos quoque Auctoritate Aposto-

An. 1189. — Le Pape Clément III énumère expressément encore : le Lieu même où est construite l'Eglise de S. Maurice avec ce qui lui appartient, l'Eglise de S. Sigismond avec l'Eglise de S. Laurent, de Sainte Marie et de l'Hôpital S. Jacques, situées dans la Ville, avec tout ce qui appartient à ces Eglises et à l'Hôpital S. Jacques... l'Eglise de Biolley, l'Eglise d'Aigle, l'Eglise d'Ollon, l'Eglise d'Ottanel, l'Eglise de Vétroz, l'Eglise de Conthey, l'Eglise de Choëx, l'Eglise de Bagnes, l'Eglise de Vollèges, avec tout ce qui appartient à chacune de ces Eglises (1).

An. 1196. — Le Pape Célestin III attribue également à l'Eglise de S. Maurice les Eglises de S. Sigismond, de S. Laurent, de Sainte Marie et l'Hôpital S. Jacques, puis les Eglises de Biolley, d'Aigle, d'Ollon, d'Ottanel, de

---

lica nihilominus confirmamus, ut videlicet, *Ecclesia ipsa cum Cellis ad eam pertinentibus solummodo Romano Pontifici sit subiecta, nec alicui omnino quamlibet dominationem aut exactionem in eisdem locis liceat exercere...* » Voir le texte à l'appendice cité plus haut.

(1) ...In quibus hæc propriis duximus exprimenda vocabulis : *locum ipsum* in quo præfata ecclesia constructa est cum omnibus pertinentiis suis, ecclesiam *Sti Sigismundi* cum ecclesia *Sti Laurentii* et *S. Mariæ* et *Hospitalis Sti Jacobi* quæ in villa ejusdem ecclesiæ *Sti Mauriti* sitæ sunt cum omnibus ad easdem ecclesias et Hospitalæ pertinentibus... ecclesiam de *Biolley* cum appenditiis suis, ecclesiam de *Allio* quæ vocatur Sanctus Mauritus cum appenditiis suis, ecclesiam de *Oulons* cum ap. ; ecclesiam de *Ottanel* cum ap. ; ecclesiam de *Vertro* cum ap. ; ecclesiam de *Contey* cum ap. ; ecclesiam de *Chæz* cum ap. ; ecclesiam de *Bagnes* cum ap. ; ecclesiam de *Villegio* cum appenditiis suis... Archiv. de l'Abbaye, Archives, *Privilèges des Papes*, Bulle d'Alexandre IV.

Plan-Conthey, de Vétroz, de Bagnes et de Vollèges... » (1).

*Les Bulles citent tantôt Conthey, tantôt Plan-Conthey.*

An. 1259. — Le Pape Alexandre IV précise davantage encore les appartenances des Eglises de S. Sigismond, de S. Laurent, de Sainte Marie et l'Hôpital S. Jacques, déclarant que ces Eglises appartiennent à celle de S. Maurice « avec leurs dimes, revenus, terres, vignes, prés, pêcheries, cours d'eau, pâturages, redevances ou servitudes actives, forêts ».

Il ajoute à ces Eglises celles de Bioley, de S. Maurice et de S. Jacques d'Aigle, de Plan Conthey, de Vétroz, de Vollèges, de Bagnes, de Choex, de Salvan et celle, dit-il, qui est appelée Ollon, avec leurs dimes, terres, etc.

La Bulle complète cette énumération par la liste des domaines que l'Abbaye possédait à Lavey, à Salvan, à Myes, à Epinassey, et des fermes ou granges de Barges (près Vouvry), des Illettes, de Vérossaz, de Bex, de Salles, etc. La vallée de Bagnes figure en dernier lieu avec ses terres, prés, bois, etc. (2).

(1) ...In quibus hæc propriis duximus exprimenda vocabulis : locum ipsum, etc., ecclesiam S. Sigismundi, S. Laurentii, S. Mariæ et Hospitale S. Jacobi, etc., ecclesiam de Biolley, ecclesiam de Allio, de Ollono, de Ottonello, de Chæz, de Plancontey, de Vertro, de Bagnes, de Willegio... (Archiv., ut supra, Bulle de Célestin III).

(2) ...In quibus hæc propriis duximus exprimenda vocabulis : locum ipsum in quo præfata ecclesia constructa est cum omnibus pertinentiis suis, Sti Sigismundi, Sanctæ Mariæ, et Sti Laurentii ecclesias, sitas in villa Sti Mauriti, Hospitale ejusdem loci cum omnibus pertinentiis, earundem decimas, redditus, terras, vineas, prata, piscationes, aquarum decursus, pascua, usagia, et nemora

A la teneur des Bulles que nous venons de citer, le Monastère ou l'Eglise d'Agaune possédait donc, au milieu du XIII<sup>me</sup> siècle, à St-Maurice : l'Eglise de S. Maurice ou des Martyrs avec les trois églises ou chapelles situées dans la Ville même, c'est-à-dire S. Sigismond, S. Laurent, Sainte Marie et la Chapelle de l'Hôpital S. Jacques ; hors de St-Maurice : les églises de Biolle, d'Aigle, d'Ollon, d'Ottanel ou Vernayaz, de Vétroz, de Plan-Conthey ou Conthey, de Salvan, de Vollèges, de Chœx et de Bagnes.

En déclarant que « cette Eglise de S. Maurice avec ses *Celles*, c'est-à-dire avec ses églises ou chapelles, n'est soumise qu'au seul Pontife Romain et qu'il n'est permis à personne d'exercer *en ces lieux* une domination ou une exaction quelconque », chaque Pape « confirme, *de son Autorité apostolique*, la liberté que ses Prédécesseurs ont accordée à cette Eglise de S. Maurice ».

#### Acquisitions ultérieures.

##### Collombey, Monthey et Troistorrents.

A ces Eglises, il faut ajouter celle de Collombey avec les deux Chapelles de Monthey et de Trois-Torrents qu'acquièrent l'Eglise et le Monastère de St-Maurice dans la seconde moitié du XIII<sup>e</sup> siècle.

En effet, par un acte daté de 1263, passé en présence des deux évêques de Sion et de Lausanne, témoins, le

---

quæ in territorio dictæ villæ Sti Mauriti obtinetis..., ecclesiam de Bioleto, ecclesiam Sti Mauriti et Sti Jacobi, de Allio, de Planconthey, de Vertro, de Willegio, de Bagnes, de Chœx, de Salvan cum omnibus pertinentiis earumdem, ecclesiam quæ habetis quæ vocatur Ollone cum pertinentiis suis, decimas quoque, redditus, terras, prata, pascua et usagia quæ habetis in territorio dictæ villæ de Ollone, de Laveto, de Salvano, de Myes, de Epinassey villas cum omnibus pertinentiis earumdem, grangiam de Barges cum omnibus pertinentiis suis ; de Illettes, de Verossali, de Batio, de Salaz, de Lulliaco grangias, vallem de Bagnes cum omnibus pertinentiis... Archives, *Privilèges des Papes*, Bulle d'Alexandre IV.



Prieur du couvent de Lutry et l'Abbé de St-Maurice consentent, dans l'intérêt des deux Communautés, à un échange d'Eglises et de bien.

L'Abbé cède l'Eglise de Byoley ou Biolles, plus rapprochée de Lutry, au Couvent du dit lieu et reçoit en retour, comme plus proche de St-Maurice, l'Eglise de Collombey avec les Chapelles de Monthey et de Trois-Torrents (1).

L'Abbé, possédant toute juridiction sur l'Eglise de Byoley qui figure dans les Bulles des Papes à côté de celles de Chœx, de Salvan, etc., et le Prieur de Lutry jouissant de pleins droits sur celle de Collombey et sur les Chapelles citées, en vertu d'une Bulle d'Innocent II (2) à

---

(1) « Nos Abbas et Conventus S. Mauritii Agaunensis, et Nos Prior et Conventus Lustriacensis Ecclesiæ, Notum facimus universis præsentis Litteras inspecturis, quod cum res propinquiores videantur esse utiliores quam remotiores, Nos attendentes magnam utilitatem Ecclesiarum nostrarum, diligentiam quam potuimus adhibentes, permutationem facimus *quarundam Ecclesiarum nostrarum*, et quorundam temporalium ad invicem. Ita quod *spirituale pro spirituali* et *temporalia pro temporalibus* contractus omnino separentur ad invicem... videlicet Nos Abbas et Conventus Agaunensis *Ecclesiam de Byoley* cum pertinentiis suis pure, vere et sine omni conditione tradimus, donamus... concedimus, in perpetuum Priori et Conventui de Lustriaco possidendam. Nos autem Prior et Conventus Lustriacensis pure, vere et sine omni conditione tradimus, donamus... concedimus in perpetuum *ecclesiam de Columberio cum Capellis suis* scilicet de *Trestorrenz* et de *Montez cum omnibus pertinentiis ecclesiarum* Abbati et Conventui ecclesiæ agaunen. possidendas. Item Nos Abbas et Conventus... concedimus et donamus, permutationis titulo, prædictis Priori et Conventui de Lustriaco quidquid habemus vel habere possumus... in parochia de Byoley.. in terris cultis et incultis, pratis, vineis, nemoribus... Item Nos Prior et Conventus Lustriacensi concessimus et donamus in perpetuum permutationis titulo quidquid habemus vel habere possumus, aut debemus, possidemus, vel quasi nos vel alius nomine nostro in parochia de Columberio et in capellis ejus scilicet de *Trestorrenz* et de *Montez*... in terris cultis et incultis, pratis, vineis, nemoribus, pascuis... » Archives de l'Abbaye, *Acte original* avec sceaux en cire pendants.

(2) Le Pape Innocent II déclare, dans cette Bulle, donner à

l'Abbé Odilon de Savigny, dont dépendait le Prieuré de Lutry, la cession réciproque se fait du spirituel pour le spirituel et du temporel pour le temporel (1).

#### Chapelle de Gryon.

L'Abbaye possède, en outre, à cette époque, la Chapelle de Gryon sur Bex. Les plus anciens documents que renferment nos Archives relativement à cette Chapelle, remontent à l'année 1189 (2).

chapelle  
Gryon  
1189 ?

En 1298, l'évêque de Sion déclare reconnaître la convention faite entre l'Abbaye et le Curé de Bex, dont les territoires sont voisins. Cette convention stipule que « la Chapelle de Gryon avec tous ses droits doit appartenir et appartient *de plein droit* au dit Monastère et doit lui être assurée pour toujours de telle sorte que le Curé de Bex n'ait plus à y faire valoir aucune prétention (3).

On ajoute toutefois comme clause à la convention que « pour gain de paix, l'Abbé et le Couvent payeront

l'Eglise de Lutry un bon nombre d'Eglises dans les évêchés de Lausanne, de Sion, et de Genève... Archives de l'Abbaye. *Bulle d'Innocent II*, datée du 11 des Kal. d'avril de l'an 1111, copie notariée.

(1) «...Permutamus enim *spiritualia cum spiritualibus*, et temporalia cum temporalibus, ita quod in permutatione spiritualium de temporalibus nihil venit, sed a dicta permutatione temporalium omnino spiritualia sunt exclusa, has permutationes spiritualium cum spiritualibus et temporalia cum temporalibus ad invicem totaliter separantes... *Acte orig.* ci-dessus cité.

(2) Dans un acte original de l'année 1189, il est fait mention d'une redevance due à l'Eglise de Gryon par Vuillelme de Gryon et remise par l'Abbé de St-Maurice. Archives de l'Abbaye, *Juridiction spirituelle sur Gryon*.

Rechts

(3) «...dixerunt (les juges-amis choisis ad hoc) pronuntiaverunt et ordinauerunt quod dicta Capella de Gryons cum suis juribus, pertinentiis et oblationibus ad dictum Monasterium *pleno jure* debeat pertinere et pertineat et remaneat in futurum ita quod nihil juris rationis relationis dicto Curato nominibus quibus supra in dicta Capella debeat remanere... » Archives de l'Abbaye *ibid.*, et *liber Oll. p. 80*.

au Curé de Bex un tribut annuel (1). L'Abbaye pourra se libérer, dit la convention, par le paiement d'un capital fixé.

C'est entre les mains de l'Abbé de St-Maurice qu'en 1404, le desservant de la Chapelle S. Jean-Baptiste de Gryon résigne ses fonctions (2).

C'est également l'Abbé qui, le 5 février 1405, confère la dite Chapelle à un nouveau Recteur (3).

En 1448, en 1455, en 1460, en 1466 et enfin en 1493, la résignation que font certains titulaires ainsi que la « collation » de la dite Chapelle que reçoivent les nouveaux Chapelains s'opèrent toujours entre les mains et par le ministère des Abbés de St-Maurice (4).

A partir de 1528, la Réforme protestante introduite au pays de Vaud par le canton de Berne et imposée au peuple par la violence (5), enlève à la juridiction spirituelle de l'Abbaye de St-Maurice les fidèles de Gryon qui n'avaient accepté la Réforme qu'à contre-cœur (6).

---

(1) « ...Tamen : procuratores dictorum Abbatis et Conventus et ipsi Abbas et Conventus dent et solvant et dare et solvere teneantur annuatim *pro bono pacis* dicto Curato vel Curato qui pro tempore fuerit in dicta Ecclesia de Batio quadraginta solidos mauriciensenses... » Archives *ibid.* Ce document établit donc que la Chapelle de Gryon dépendait bien de l'Abbaye et non du Chapitre de Sion, comme le prétend Mottaz, *Dictionnaire historique*, etc. *du canton de Vaud*, T. I., p. 824.

(2) Voir Archiv. de l'Abbaye, *Juridiction spirituelle sur Gryon*, acte original.

(3) Archiv. de l'Abbaye, *ibid.*

(4) Archiv. de l'Abbaye, *Juridiction spirituelle, et liber Oll.* fol. 84, 85, 86, 90.

(5) « La Réforme chez nous n'a point été une œuvre de conviction et de croyance. Elle a été imposée au peuple par une volonté supérieure ». (Maillefer, *Histoire du canton de Vaud*, p. 218).

(6) « La population (de Gryon) n'accepta la Réforme qu'à contre-cœur ». Mottaz, *Dictionnaire historique, géographique et statistique du canton de Vaud*, T. I., p. 824.

Gryon est incorporé dès lors à la paroisse protestante de Bex (1). L'Abbaye, privée de sa juridiction spirituelle, continue néanmoins jusqu'à la fin du XVIII<sup>me</sup> siècle sa juridiction temporelle sur le territoire de Gryon (2) où elle possédait le droit de basse et de haute juridiction (3).

Cette Chapelle, comme nous le verrons dans la suite, devait échapper pour toujours à la juridiction de l'Abbaye.

#### Eglises d'Outre-Rhône et d'Evionnaz.

De plus, aux XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles, deux Chapelles qui, depuis longtemps, faisaient partie de la paroisse de S. Sigismond à St-Maurice, se séparent de l'Eglise-Mère et deviennent à leur tour Eglises paroissiales. L'Abbaye ayant contribué à la constitution de ces Bénéfices, cédé l'usage des Chapelles et participé aux frais de construction de l'une de ces Eglises, obtient le droit de *collation* de ces Eglises qui sont reconnues et déclarées *Régulières* par les Evêques de Sion.

Pour préciser la position de l'Abbaye de St-Maurice et de l'Evêché de Sion à l'égard de ces deux Eglises, quelques notes historiques paraissent nécessaires.

#### 1<sup>o</sup> Eglise d'Outre-Rhône (Collonges.)

L'Abbaye possède, dès 1636, à Outre-Rhône, une Chapelle dont le Curé de S. Sigismond est Recteur, à

---

(1) Dans le contrat fait avec Maître maçon Jacques Buttin pour reblanchir l'église paroissiale de S. Clément de Bex, en 1529, on voit figurer avec les représentants de la commune de Bex, ceux de Gryon. Comme la contrée venait de passer au protestantisme, l'acte signé dans le chœur de l'église de Bex porte que « l'on placera les fonts baptismaux dans le chœur à l'endroit du grand autel ». Millioud, *Histoire de Bex*, T. I., documents.

(2) Voir Archiv. de l'Abbaye, *Juridiction temporelle sur Gryon*.

(3) Archiv. de l'Abbaye, *ibid.* et Mottaz, *Dictionnaire historique*, etc., p. 822 et suiv.

partir de 1672, avec obligation d'y célébrer chaque année neuf messes fondées (1).

En 1722, au vu d'une supplique des habitants d'Outre-Rhône pour obtenir l'érection d'une Eglise paroissiale, le Nonce Passionei, alors en séjour à l'Abbaye, ordonne, le 11 août de cette même année, à Mgr de Sion, de procéder à la dismembration de cette Chapelle d'avec l'Eglise paroissiale de S. Sigismond, réservant à l'Abbaye le droit de *présentation ou de collation*. Les habitants d'Outre-Rhône acceptent cette condition et l'évêque de Sion promet, le 10 août de cette même année, d'exécuter l'ordre apostolique dans sa prochaine visite (2).

L'Abbé Charletti et le Chapitre de l'Abbaye avaient donné leur consentement à l'érection de ce Bénéfice, « en se réservant le droit de patronage d'icelle, soit la liberté de nommer à perpétuité pour Curés, des prêtres Réguliers de leur corps ou Séculiers, tels que les occurrences leur permettront dans les cas ; à quoi, ajoutent-ils, Mgr le Nonce a déjà pourvu dans son décret du 11 août de cette année » (3).

Le 15 novembre 1722, l'évêque Supersaxo juge les raisons suffisantes pour la prédite érection du Bénéfice et l'admet, dès lors, « pour le temps où il constera de la fondation et autre chose nécessaire pour cela, et même quant au Patronat, réservant cependant les droits de l'Eglise matrice » (4).

Les habitants d'Outre-Rhône ayant fait les donations nécessaires et l'Abbaye, cédé la Chapelle de Ste Anne, l'acte solennel de la fondation se fait enfin le 15 avril 1723.

Les paroissiens d'Outre-Rhône y stipulent que, « sur

---

(1) Archives de l'Abbaye, *cahier manuscrit*.

(2) Archives de l'Abbaye, *copie authentique*.

(3) Ibid., *Pièce originale*.

(4) Ibid., *Copie simple*.

l'ordre exprès du Nonce, l'Abbé et les Chanoines se réservent sur cette Eglise filiale le droit de patronage, soit le droit de nommer et de présenter un Chanoine Régulier de leur Ordre ou un Prêtre Séculier qui portera l'habit de leur Ordre, conformément à leurs Constitutions. Ils posséderont également sur cette Eglise la *libre et complète collation*, ainsi que *tous les autres droits* qu'ils ont sur l'Eglise de S. Sigismond et sur les autres paroisses qui leur sont unies.... » (1).

Cet acte dit, de plus, que l'Abbé et les Chanoines ont exigé que les Recteurs de la future Eglise filiale, ainsi que les fidèles, se rendent deux fois par an à l'Eglise de S. Sigismond (fête de S. Sigismond et Dédicace) comme à leur *Eglise-mère*, et deux fois par an à l'Eglise abbatiale de S. Maurice *comme à l'Eglise primitive et mère de l'une et de l'autre* (c'est-à-dire de S. Sigismond et d'Outre-Rhône) à l'occasion de la fête de la S. Maurice et le mercredi des Rogations, auxquels jours ils devront assister à la procession *sous l'étole du Révérendissime Abbé, premier Curé, et sous la croix et l'étendard de l'Abbaye d'Agaune* (2).

---

(1) «... Illi (Abbas et Canonici) responderunt se nobis satisfacturos, modo ut æquum est et ut expresse mandavit Ill. mus Dnus Nuntius in suo ad suprascriptam supplicationem rescripto, servaretur ipsorum favore in præfata filiali Ecclesia juspatronatus seu jus nominandi et præsentandi sive Canonicum Regularem sui Ordinis, sive præbiterum sæcularem, regularem dicti Ordinis delaturum habitum juxta eorumdem Constitutiones, prout eisdem in casu vacationis libuerit, necnon *omnimoda et libera collatio* ac alia jura quæ habet in Ecclesia S. Sigismundi cæterisque parochiis ipsis unitis... » Archiv. de l'Abbaye, *Acte original*.

(2) « ...Caverunt insuper et reservaverunt jam dicti Abbas et Canonici quod futuræ dictæ filialis Ecclesiæ Rectores, sicut et nos, bis in anno, in festis scilicet S. Sigismundi et Dedicationis accedere debeamus ad Ecclesiam S. Sigismundi... præstaturi dictæ Ecclesiæ honorem veluti nostræ matri; et quod pariter binis annuatim vicibus accedemus ad Abbatialem S. Mauritiî Ecclesiam *veluti ad primitivam utriusque Matrem*, festo nimirum S. Mauritiî



Ces conditions étant acceptées par les habitants d'Outre-Rhône et par l'évêque de Sion, ce dernier, par une patente du 19 novembre 1723, décrète l'érection de la nouvelle Eglise paroissiale, réservant formellement à l'Abbaye, dans l'acte même, « le droit de *collation et de patronage* de la dite Eglise filiale, soit le *droit de présenter* pour cette Eglise un prêtre Régulier ou Séculier, avec droit, pour l'évêque de Sion, de lui conférer l'institution canonique... » (1).

#### L'église d'Evionnaz.

Les habitants d'Evionnaz font partie, durant plusieurs siècles, de la paroisse de S. Sigismond à St-Maurice. Ils ne possèdent qu'une Chapelle que mentionnent des documents qui ne remontent pas au delà du XVII<sup>e</sup> siècle (2).

Les offices des dimanches et fêtes se font dans cette Chapelle qui devient bientôt insuffisante. De plus, l'administration des sacrements est rendue difficile par sui-

---

et feria 4<sup>a</sup> Rogationum, ac ibi sub stola R.mi D.ni Abbatis curati *primarij*, subque cruce et vexillo dictæ Abbatie Agaun. processioni illis diebus fieri solitæ assistere debeamus... » L'acte énumère ensuite les concessions matérielles que fait l'Abbaye pour l'entretien du Curé. Archives de l'Abbaye, *Acte original*.

(1) « ...Jus collationis ac Patronatus prædictæ Ecclesiæ filialis, seu jus præsentandi ad eam, quoties vacare contigerit, sacerdotem vel Regularem sui Ordinis, vel Sæcularem ab Episcopo Sedunensi p. t. instituendum et confirmandum, Venerabili Abbatie relinquentes et concedentes, ut præfertur in memorato superius instrumento ; jus vero institutionis ac visitationis et omnimodæ jurisdictionis ordinariæ Nobis tanquam Ordinario... perpetuo reservantes et appropriantes... » Archiv. de l'Abbaye, *Acte original*.

(2) En 1687, Jacques de Praz, prêtre, offre de faire une fondation à la Chapelle d'Evionnaz à condition d'en être établi Recteur. L'évêque de Sion est d'accord. Mais le Chanoine Zurthanan, curé de S. Sigismond, craignant de perdre ses droits sur cette Chapelle qui dépend de son Eglise, recourt à la Nonciature. Archiv. de l'Abbaye, *Pièce originale*.

te de la distance qui sépare Evionnaz de St-Maurice. Aussi le Conseil Communal, au nom de l'assemblée des citoyens, demande-t-il, en 1840, l'autorisation de construire une église et de l'ériger en paroisse indépendante de S. Sigismond (1).

En 1841, le Président annonce à l'Abbé de St-Maurice que la construction de l'église touche à sa fin et que l'on va élever incessamment le Presbytère. Il prie l'Abbé de vouloir bien, *comme Collateur du dit Bénéfice futur*, venir en aide aux paroissiens pour constituer les fonds nécessaires.

L'Abbaye accepte et fournit une part des ressources du Bénéfice en même temps qu'elle offre un don pour les écoles et pour la construction du Presbytère (2).

L'acte de constitution de ce Bénéfice, signé le 12 janvier 1846, porte expressément : « le Chapitre de St-Maurice se réserve qu'en signe d'union et de vraie dépendance envers l'Eglise-Maitresse d'Agaune, le Curé et les paroissiens d'Evionnaz soient tenus de se rendre, le jour de la S. Maurice, aux offices divins de l'Abbaye, *Eglise primitive et Mère de S. Sigismond...* et assistent *sous l'étole de l'Abbé-évêque, premier Curé, et sous l'étendard de son Chapitre*, à la procession d'usage (3).

L'acte d'érection de la paroisse, émané de Mgr Pierre-

---

(1) Ibid., *Lettre au Vicaire général de Sion, du 16 février 1840.*

(2) Ibid., *Orig. de la Convention du 3 nov. 1844.*

(3) Ibid., *Orig. de la Convention du 12 janv. 1846*, signée par l'Abbaye le 13 juillet de la même année.

La Convention reconnaît la part prise par l'Abbaye à la constitution du Bénéfice en ces termes : « Nous, Conseil et Citoyens de la commune d'Evionnaz, *vu les actes de libéralité et concessions octroyées* par le Vénérable Chapitre de St-Maurice et de Bethléem, accordons, donnons irrévocablement et à perpétuité au Bénéfice pastoral d'Evionnaz subjectivement uni à la Royale Abbaye d'Agaune, *Nullius Dioecesis*, et évêché de Bethléem, pour la prébende du Rév. Chanoine-Curé, les biens immeubles ci-dessous... »

Joseph de Preux, en date du 20 février 1847, déclare que « l'Abbaye sera *Collatrice du Bénéfice*, à la teneur de la Convention du 16 sept. 1845 (1), entre l'évêque de Sion et l'Abbaye de St-Maurice (2).

Cet acte est accepté par l'Abbaye et la Paroisse est définitivement constituée.

#### Vérossaz.

La paroisse de Vérossaz, voisine de St-Maurice, date également du XIX<sup>e</sup> siècle, et les tractations relatives à son érection se poursuivent en même temps que celles d'Evionnaz.

#### Notes historiques.

Le territoire de Vérossaz est une des plus anciennes possessions de l'Abbaye de St-Maurice. S. Sigismond donne cette terre au Monastère d'Agaune (3), et Rodolphe III, Roi de Bourgogne, par charte du 15 février 1017, renouvelle et confirme, entre autres donations faites par ses prédécesseurs, celle de tout le mont de St-Maurice, dans lequel se trouve Vérossaz, jusqu'à la tête du Lac (4).

(1) Voir plus loin le texte de cette convention, sous « cinquième amputation (Vérossaz) ».

(2) « ...Jus porro ejusmodi sacerdotem ad neo-erectam parochialem Ecclesiam S. Bernardi *præsentandi et nominandi atque libera novi Beneficii Curati Evionnensis collatio ad Venerabilem Abbatiam Regalem Agaunensem*, jus autem confirmationis ac canonicæ Institutionis... ad Nos pertinebit... juxta tenorem Conventionis die 16 sept. an. 1845, Episcopatum Sedunensem inter ac Abbatiam Agaunensem initæ ac firmatæ, quam in omnibus et singulis salvam integramque esse volumus... »

Archiv. de l'Abbaye, *Acte authentiqué* par le Chancelier épiscopal Dunoyer.

(3) C'est sur ce mont de Vérossaz, situé non loin de l'Eglise d'Agaune, élevée par ses soins, que Sigismond, après le meurtre de son fils Sigéric, en 522, vient faire une dure pénitence... « ...tunc S. Sigismundus... Veresallis montem expetiit... Cui, dum in supradicto loco pæne jejunis et vigiliis maceratus quiesceret... » *Passio S. Sigismundi*, voir le texte complet dans le *Monasterium Acaunense* de Mgr Besson, page 134.

(4) « ...Donamus, imo ab antecessoribus data reddimus tam

La Bulle d'Alexandre IV, en 1259, mentionne au nombre des possessions de l'Abbaye, Vérossaz avec toutes ses appartenances (1).

L'Abbaye, en souvenir sans doute de S. Sigismond, qu'elle considérait comme son Fondateur, établit de très bonne heure des Recteurs à Vérossaz.

En 1321 déjà, un acte authentique contient un grand nombre de reconnaissances en faveur du Chanoine Cavelli, Recteur de Vérossaz (2).

En 1465, l'Abbé Michel Bernardi, voyant que l'oratoire ou la Chapelle qui avait servi à S. Sigismond tombait en ruines, la fait rebâtir en entier, ainsi qu'il conste par un acte notarié du 5 juin 1465 (3).

En 1490, par acte du 3 mai, l'Abbé Guillaume Bernardi, neveu du précédent, confère, de *plein droit*, le Rectorat de cette Chapelle, en en donnant *la collation* et *l'institution* à Georges de Montheolo, chanoine du Monastère (4).

---

Ecclesiæ agaunensi quam fratribus ibi Deo et Sancto Mauritio famulantibus de victu et vestitu proclamantibus ad mensam eorum in refectorio, dimidium burgum ipsius loci... *et Alpes S. Mauriti* totiusque caput laci Vallis... » Archives de l'Abbaye, *Charte de Rodolphe*, roi de Bourgogne, orig. avec sceau.

(1) Voir la Bulle déjà citée.

(2) Archives de l'Abbaye, *orig. n° 1*.

(3) Ibid., *Lib. Act. Monast.*, p. 524.

(4) « ...Nos volentes te D. Georgium favore prosequi generoso *dictam Capellam seu Oratorium cujus collatio, provisio et omni-modi alia dispositio* ad Nos ratione dicti Monasterii *pleno jure pertinere dignoscitur cum omnibus et singulis ipsius Capellæ juribus, actionibus, proventibus, rationibus et pertinentiis quibuscumque...* tibi harum serie tanquam sufficienti et ad hoc idoneo *conferimus eidemque Capellæ de te providemus. Teque de eadem Capella juribusque, actionibus et pertinentiis suis prædictis instituimus et investivimus... dictæque Capellæ in spiritualibus et divinis juxta legatorum et jurium suorum facultates deservies et deservari facies.* Jura, libertates ipsius Capellæ *manutenebis...* et de iis quæ ad ipsam Capellam pertinent et pertinere poterunt

En 1650, l'Abbé est reconnu *Collateur et Instituteur* du dit Rectorat par les Députés de Vérossaz qui lui présentent un Procureur pour la Chapelle (1).

A partir de 1687, les évêques de Sion, *contre tout droit*, se permettent de faire la visite des différentes Chapelles de St-Maurice et des environs, à l'occasion de la visite de l'Eglise de S. Sigismond. Adrien V de Riedmatten, dont on lira plus loin les prétentions, est le premier qui entreprend cet empiètement sur la juridiction spirituelle des Abbés de St-Maurice. Il édicte même diverses ordonnances relatives à la Chapelle de Vérossaz, qu'il visite le 23 juin 1687 (2).

L'Abbaye proteste énergiquement auprès de la Nonciature. Depuis cette époque, les évêques de Sion se contentent de nommer la Chapelle de Vérossaz à l'occasion des visites faites à l'Eglise de S. Sigismond. Mais ils

---

nihil alienabis... ad sancta Dei Evangelia nostris in manibus corporaliter præstito jureamento... » Cet acte se termine par un appel à l'évêque de Sion, non pas comme à un supérieur ecclésiastique, mais comme au prince temporel auquel on peut recourir pour obtenir la défense de ses droits et de ses privilèges. « Quocirca requirimus R.mum in Christo Patrem et D.num Sedunensem Episcopum tanquam Principem et Dominum dicti loci S. Mauriti, quatenus te in dicta Capella et juribus suis tanquam verum dicti nostri Monasterii juriumque et privilegiorum suorum protectorem manutenere et adversus quoscunque protegere et defendere sibi placeat litteras super iis opportunas si quatenus expediens tibi fuerit concedendo.

Datum et actum hoc in dicto nostro Monasterio die tertia mensis maii anno D.ni 1490, sub sigillo nostro quo in talibus utimur et signeto manuali Jacobi Allamandi notarii et secretarii nostri de jussu nostro subsignati in testimonium præmissorum... » — Sig. Jacobus Allamand. Archives de l'Abbaye, *Acte original*.

Nous dirons un mot dans la suite, de l'influence considérable qu'a exercée le titre de « Prince temporel et de Président de la République du Valais » que posséda pendant longtemps l'évêque de Sion.

(1) Ibid., *Copie*.

(2) Ibid., *Acte original*.

n'édicte plus aucune ordonnance et plusieurs d'entre eux se bornent, sans se rendre sur les lieux, à reproduire le texte de l'acte de visite de 1722 fait par Mgr Supersaxo (1).

Ainsi font les évêques Blatter en 1739 et Hildebrand Roten en 1755 (2).

L'Abbaye de St-Maurice, pendant ce temps, s'occupe seule, pratiquement, du maintien de la Chapelle. Et pendant que les évêques de Sion déclarent que cette Chapelle est en *bon état*, l'Abbé Claret est obligé de faire construire à neuf, à ses frais, en 1750, l'autel de cette Chapelle complètement délabré (3).

L'évêque Ambuel fait, à nouveau, personnellement la visite de la Chapelle de Vérossaz en 1766. L'Abbaye proteste encore par l'intermédiaire de son Procureur Corthey. Mais les évêques ne se soucient pas des protestations de l'Abbaye et continuent, en 1786 et 1812, à faire cette visite, sans édicter, toutefois, aucune ordonnance.

Cependant, les Constitutions de l'Abbaye, soumises au Souverain Pontife par le Cardinal Pacca, en l'audience du 14 avril 1820 et formellement approuvées par le Pape, mentionnent expressément au nombre des Églises et Chapelles qui sont de la juridiction spirituelle de l'Abbaye, la Chapelle de Vérossaz dont le Recteur, *établi par l'Abbé*, est le Curé de St-Maurice : *Capella Verossaliae cujus Rector est Parochus Agaunensis* (4).

---

(1) A propos de Vérossaz, cet acte dit : *Sacellum de Verossa est in bono statu cum omnibus requisitis* » Ibid., *Copie notariée*.

(2) L'acte de visite fait par Mgr Blatter en 1739 renferme ces mots : « *Sacellum de Verossaz ad præmissam relationem est in bono statu*. Ibid., *Orig.*

(3) Ibid., *Acte notarié du 20 décembre 1750*.

(4) Voir *Constitutions anciennes de l'Abbaye*.

N'ayant plus assez de Chanoines pour desservir les différentes Eglises et Chapelles, l'Abbaye avait été obligée, à un moment donné, de retirer le Recteur de Vérossaz. Le Curé de S. Sigis-



Aussi en 1822, Mgr Zen-Ruffinen, évêque de Sion, se contente-t-il de déclarer que la Chapelle de Vérossaz appartient à la Royale Abbaye qui l'a élevée à ses frais et que le Révérend Curé de S. Sigismond en est le Recteur (1).

A partir de 1831, les habitants de Vérossaz entreprennent des démarches pour se constituer en paroisse indépendante. De longs pourparlers s'engagent, au cours desquels ils s'adressent à l'évêque de Sion en même temps qu'à l'Abbé de St-Maurice.

Ces démarches simultanées auprès des deux Autorités s'expliquent par le fait que ces gens avaient été témoins de la visite de plusieurs évêques de Sion et ne connaissaient point, évidemment, les protestations de l'Abbaye. Elles s'expliquent également par le fait qu'étant paroissiens de St-Maurice, ils appartenaient à l'Eglise de l'Abbaye et à celle de S. Sigismond (2).

---

mond, malgré la distance qui le séparait de Vérossaz, desservait cette localité, non pas en qualité de Curé de S. Sigismond, mais comme Recteur nommé par l'Abbé qui lui avait donné déjà l'institution canonique de la Chapelle de S. Laurent à St-Maurice sur laquelle l'Abbaye a, cependant, toujours conservé juridiction pleine et entière. Archives de l'Abbaye, *Chapelle de S. Laurent, Pièces originales*.

(1) « ...Pertinet hoc sacellum nempe Verossalie ad Regalem Abbatiam quia ejus expensis erectum fuit et ejus Rector est Reverendus Parochus. »

Archives de l'Abbaye, *Acte de visite* : déclaration faite dans le Mémoire en faveur de l'Eglise de Vérossaz, sig. Mgr Bagnoud, avec sceau du Chapitre, en date du 13 avril 1842.

(2) Comme nous le dirons plus loin, l'Eglise de l'Abbaye a toujours été et est encore paroissiale pour St-Maurice, tous les jours de fête de l'année. Les fidèles de Vérossaz étaient donc également paroissiens de l'Eglise de l'Abbaye en ces fêtes, comme ils l'étaient de l'Eglise S. Sigismond les dimanches. Au reste, l'indécision que l'on constate chez les fidèles de Vérossaz se remarque même chez l'Abbé de St-Maurice qui, par certaines interventions auprès de l'évêque de Sion, semble ignorer ses droits.

En 1834, s'adressant à l'Abbé de St-Maurice, ils ne demandent, d'abord, que le privilège des offices paroissiaux les dimanches et fêtes avec la présence permanente d'un Chanoine-Recteur (1). L'Abbaye accède à ces désirs et le Chanoine Gross reçoit de l'Abbé *l'institution canonique* pour le Rectorat de Vérossaz (2).

En 1835, profitant de la visite de l'évêque de Sion à l'Eglise de S. Sigismond, le Conseil communal de Vérossaz rappelle à l'évêque sa supplique de 1831, tout en reconnaissant *que de temps immémorial*, il y eut à Vérossaz une chapelle bâtie *sur le fond de l'Abbaye de St-Maurice et appartenant à sa juridiction*. Déjà vers le milieu du XV<sup>e</sup> siècle, continue le Mémoire à l'évêque, nous y voyons les Chanoines de St-Maurice, Recteurs, *recevant l'institution et la collation de leur Abbé et du Chapitre* » (3).

En 1836, l'Abbaye consent à concourir à l'érection du Bénéfice-Rectorat de Vérossaz. La Convention signée, le 12 juillet, entre les représentants de Vérossaz et l'Abbaye, déclare que les dits représentants « reconnaissent *exclusivement* à l'Abbaye de St-Maurice le droit de *juridiction sur la Chapelle* ainsi que celui de *collation du Bénéfice*, conformément *aux actes anciens authentiques* qui les lui attribuent... Finalement, le Vénérable Chapitre de l'Abbaye, voulant marquer d'une manière effective la part qu'il prend à cette Convention au sujet du Rectorat de Vérossaz, donne en jouissance au Recteur la moitié d'une vigne aux Perrières » (4).

---

(1) Il était convenu, en effet, que les enterrements, les baptêmes et les mariages continueraient à se faire à St-Maurice. Voir Archives de l'Abbaye, *Juridiction spirituelle*.

(2) Ibid., *Juridiction spirituelle*.

(3) Archives de l'Abbaye, *Mémoire du Conseil Communal* de Vérossaz à l'évêque de Sion. Copie déclarée conforme par le Chancelier de l'évêché de Sion.

(4) Ibid., *Eglise de Vérossaz, Convention du 12 juillet 1836*.

La Chapelle étant devenue trop petite, le Conseil communal s'adresse, non pas à l'évêque de Sion, mais à l'Abbaye, pour obtenir l'autorisation de bâtir une nouvelle Eglise. L'Abbé de St-Maurice convoque son Chapitre, le 17 février 1837. L'autorisation est accordée et un acte notarié du 2 juin de la même année, déclare que l'Abbaye permet aux habitants de Vérossaz de bâtir sur son fond (1).

Le 2 octobre 1838, l'Abbé procède solennellement à la bénédiction de la nouvelle Eglise, sur l'ordre même de la Nonciature (2).

L'évêque de Sion proteste et, par lettre originale du 8 décembre 1838, il engage l'Abbé de St-Maurice à une réunion dans sa résidence à Sion pour discuter la question du nouveau Bénéfice. Mais cette réunion ne donne aucun résultat.

Toujours flottant entre les deux autorités, le Conseil de Vérossaz demande, en 1839, à l'évêque de Sion la séparation complète du dit Rectorat de la paroisse de S. Sigismond (3).

Désirant terminer enfin, à l'amiable, cette question depuis si longtemps pendante, une réunion a lieu à l'évêché de Sion, le 17 février 1840. Mais les résultats en sont annulés l'année suivante par une déclaration de l'évêque,

---

(1) Ibid., *Eglise de Vérossaz, documents*.

(2) Craignant, en effet, les difficultés que pouvait soulever cette bénédiction, l'Abbé de St-Maurice avait demandé conseil au Nonce apostolique. M. le Chanoine Chervaz, Protonotaire, chargé de porter la lettre à la Nonciature, écrivait à l'Abbé, le 5 septembre 1838, de Schwyz où était le Nonce à ce moment : « Je suis chargé de vous annoncer que vous pouvez et devez au plus tôt possible procéder à la bénédiction et à la consécration de l'autel de l'Eglise de Vérossaz ; mettez à cette cérémonie toute la solennité possible et ensuite si l'évêque de Sion veut se plaindre, vous êtes prié de le renvoyer à la Sacrée Nonciature ; elle se chargera de lui répondre. »

(3) Archives de l'Abbaye, *copie tirée d'une authentiquée* par Mgr Maurice-Fabien, évêque de Sion.

aux termes de laquelle il annonce à l'Abbé que lui et sa Commission « sont d'accord pour considérer l'affaire de l'érection d'un Bénéfice à Vérossaz, comme étant de nouveau placée dans l'état où elle était au commencement des négociations » (1).

Pendant ce temps, un travail se fait auprès des habitants de Vérossaz de la part de l'évêque de Sion, pour les amener à se déclarer favorables à la juridiction de l'évêque. En effet, dans sa lettre du 10 juillet 1841, le Chancelier épiscopal, au nom de Monseigneur, écrit à l'Abbé de St-Maurice que l'évêque « veut chercher à connaître le véritable état des choses dans la commune de Vérossaz » (2).

Or, cette démarche auprès des habitants de Vérossaz, annoncée comme *future*, était *déjà faite* par une lettre au Président de Vérossaz expédiée de Sion le 9 juillet 1841.

Dans cette dernière lettre, le Chancelier insiste sur la nécessité de provoquer une assemblée générale, de faire nommer une députation auprès de l'évêque et de procéder le plus promptement possible (3).

Le grand souci de l'évêché, par cette action secrète, à la vérité assez peu digne, est de soustraire les habitants de Vérossaz à la juridiction de l'Abbaye. Quel fut le résultat de cette démarche ? Nos archives ne possèdent pas de documents à ce sujet. Mais une Convention signée le 16 octobre 1842 entre l'Abbaye et le Conseil de Vérossaz dit expressément que « la séparation canonique étant prononcée par l'évêque-abbé de St-Maurice, en faveur de la paroisse de Vérossaz, celle-ci, comme paroisse sera exempte, dès lors, de toute sujétion envers l'Eglise et la

---

(1) *Ibid.*, *Lettre originale*, signée Dunoyer, secrétaire épiscopal, 10 juillet 1841.

(2) Archives de l'Abbaye, *Lettre originale*.

(3) *Ibid.*, *Lettre originale* au Président de Vérossaz.

Bourgeoisie de St-Maurice » (1). Cette Convention est en même temps déclarée annexée à l'acte du 12 juillet 1836, maintenu de part et d'autre.

C'était affirmer bien nettement les droits absolus de l'Abbaye, formellement reconnus par l'acte de 1836, dont nous avons donné le texte plus haut.

En cette même année, le 10 avril 1842, l'ancien député à la Diète fédérale, Charles de Macognin de la Pierre, Président de St-Maurice, certifie « que la noble Bourgeoisie de St-Maurice a déclaré, en tant que cela pouvait la concerner, ne point s'opposer à ce que l'Eglise de Vérossaz, de la *juridiction quasi-épiscopale* de l'évêque-Abbé de St-Maurice, soit définitivement et entièrement érigée en paroisse, sans préjudicier en rien au Bénéfice pastoral de S. Sigismond » (2).

En face de ces déclarations, l'évêque de Sion porte l'affaire à Rome. Un procès s'instruit et se poursuit jusqu'en 1844. A cette date, le 24 août, une sentence définitive est portée sous la forme d'une double réponse aux deux questions posées par la S. Congrégation du Concile comme conclusion du procès :

1° En faveur de qui conste-t-il de la juridiction sur la Chapelle Ste Marguerite de Vérossaz et sur le territoire adjacent ?

2° Faut-il y ériger une paroisse et que doit-elle être ?

Réponse à la première question : « *Oui, il y a juridiction en faveur de l'Abbé de St-Maurice.* »

Réponse à la deuxième question : « *Oui, il faut y ériger une paroisse et elle doit être régulière* ; l'Abbé y députera pour l'exercice de la «cure d'âmes» actuelle, un vicaire-curé, amovible à son gré, l'Abbé conservant envers lui la «cure d'âmes» habituelle (3).

---

(1) Archives de l'Abbaye, *Eglise de Vérossaz*.

(2) Ibid., *Acte original* donné à St-Maurice sous notre seing, le sceau des Armes de notre Bourgeoisie, le 10 avril 1842. Signé : de Macognin de la Pierre.

(3) Dans toutes les paroisses régulières dépendantes de l'Ab-

Rapport de cette décision ayant été fait par le Secrétaire de la dite Sacrée Congrégation du Concile au Souverain Pontife, en date du 27 du même mois, Sa Sainteté a approuvé et confirmé la réponse donnée à l'une et à l'autre questions » (1).

L'Eglise de Vérossaz, en vertu de cette décision, était donc reconnue de la juridiction spirituelle exclusive de l'Abbé-évêque de St-Maurice. Il ne devait, cependant, en jouir qu'une année, comme on le verra bientôt, par suite de l'opposition de Monseigneur de Sion.

---

baye, l'Abbé est le premier curé. Les desservants-curés ne sont que les vicaires de l'Abbé.

(1) Le sous-secrétaire de la S. Congrégation posa ses conclusions en ces termes : « Parœciæ itaque dismembrationi ac vicissim erectioni neuter contradicit. Tota præsens controversia circa erectionis modum versatur, utrum scilicet nova parochia in sæculare Beneficium vel regulare sit instituenda ita ut a Canonicis Regaliæ Abbatia jurisdictioni subjecta, vel potius sæculari presbytero sub episcopi potestate sit administranda ; quæ quidem controversia ab altera præsertim dependet an *Ecclesia sanctæ Margaritæ Abbatiali Nullius vel potius episcopali subsit jurisdictioni*. Quæ utrinque disputantur ; summa qua præstant EE. PP. sapientia librabit ut inde queat dirimere quæ proponimus

#### DUBIA :

1<sup>o</sup> : An et cujus favore constat de jurisdictione super Capella Sanctæ Margaritæ de Verossaz et super adjacente territorio in casu ?

2<sup>o</sup> : An et quomodo sit erigenda Parœcia in casu ?

Die 24 Augusti 1844, Sacra Cong. Em. S. R. Card. Consilii Trid. interp. respondit :

Ad 1<sup>um</sup>. — *Affirmative, favore Abbatis S. Mauriti.*

Ad 2<sup>um</sup>. — *Affirmative et esse erigendam parœciam regularem, deputato per Abbatem Vicario curato ad ejus nutum amovibili pro exercitio curæ actualis, relicta cura habituali penes Abbatem.*

Facto verbo cum Sanctissimo factaque de præmissis per infra scriptum subsecretarium S. Congregationis die 27 ejusdem men-

### Récapitulation.

L'Eglise et l'Abbaye de St-Maurice, de par les Bulles des Papes, ont été dotées de vingt et une églises ou chapelles.

Quinze d'entre elles sont nommément indiquées dans les textes mêmes des Bulles. Ce sont : 1° *dans la ville de St-Maurice*, l'église de S. Maurice ou des Martyrs et les quatre chapelles de S. Sigismond, de S. Laurent, de Ste Marie, et de l'Hôpital S. Jacques ; 2° *hors de St-Maurice* : les églises d'Aigle, d'Ollon, d'Ottanel ou Vernayaz, de Vétroz, de Plan-Conthey, de Salvan, de Vollèges, de Chœx, de Bagnes et de Bioley ou Biolles.

Par suite de l'échange survenu en 1263, l'église de Bioley est remplacée par celle de Collombey avec les deux chapelles de Troistorrents et de Monthey qui en dépendent. L'Abbaye possède également, dès cette époque, la chapelle de Gryon.

De plus, la chapelle de S. Sigismond, devenue paroissiale, donne naissance, à son tour, à deux églises filiales : celle d'Outre-Rhône et celle d'Evionnaz.

Enfin, la constitution d'un nouveau bénéfice sur une terre de l'Abbaye, fait de la chapelle de Vérossaz une église paroissiale.

Le nombre des églises et chapelles attribuées à l'Eglise de l'Abbaye est donc bien exactement de vingt et une.

---

sis et anni relatione Sanctissimo Domino Nostro, Eadem Sanctitas Sua resolutionem S. Congregationis quoad utrumque dubium in omnibus benigne approbavit et confirmavit.

Sig. : P. Card. Polidorius Præf.

A. Tomassetti, sub. secr.

Voir *Archives de la S. Congrégation du Concile*, lib. 187, Decret. anni 1844, p. 485 et seq.

---



### III.

## Fondement de cette juridiction spirituelle

---

L'Abbaye estime qu'en droit sa juridiction spirituelle s'étendait ou devait s'étendre sur toutes ces Eglises et Chapelles.

I<sup>re</sup> PREUVE : le texte même des Bulles.

Aux termes de la Bulle de Léon IX citée plus haut et qui n'est elle-même que la reproduction de celle d'Eugène II, personne, *pas même l'évêque de Sion*, n'a le droit de célébrer la Messe dans le Monastère ou dans les Eglises lui appartenant, sans l'autorisation de l'Abbé ou de ses Frères (1).

Cette prérogative marque nettement l'intention des Papes d'exclure toute autre juridiction que celle de l'Abbé, non seulement dans le Monastère, mais encore

---

(1) ...Ideo omnem cujuslibet ecclesiae sacerdotem in *prafato Monasterio vel in ecclesiis in ejus curtibus sitis...* nullum sui prioratus pontificium permittimus habituros, neque illum qui *civitatem sedunensem* nunc habere dignoscitur, vel *fuerit imposterum adquisiturus*, quamlibet ditionem seu potestatem extendere praeter *Sedem apostolicam* prohibemus, ita ut nisi ab eo qui tunc praefuerit ecclesiae vel a fratribus fuerit invitatus, *nec ad missarum ibidem* celebranda solemnia quispiam presumat accedere, vel suam in ibidem dominationem incipiat exercere... *Bulle d'Eugène II.*

AP. III  
dans les Eglises qui en dépendent. C'est à cette déclaration également que fait écho le texte de la Bulle d'Alexandre III soulignant et la dépendance immédiate de l'Abbaye du S. Siège, et l'exemption complète de l'Eglise de S. Maurice et de ses Eglises ou Chapelles (1).

Cette formule est celle de la plupart des Bulles pontificales, comme en témoignent les textes que nous avons cités précédemment.

II<sup>me</sup> PREUVE : l'interprétation donnée par Rome  
aux textes des Bulles pontificales.

A. Protestation de la part du Nonce apostolique.

En 1671, par une lettre comminatoire, l'évêque de Sion, Adrien IV de Riedmatten, interdit à l'Abbé Franc, de St-Maurice, « d'exercer les fonctions et les droits épiscopaux dans son Monastère et au dehors », c'est-à-dire dans les Eglises dépendantes du Monastère. « On nous a informé à plusieurs reprises, dit-il, que Votre Révérence a osé exercer des fonctions épiscopales qui ne sont pas de son ressort. Nous vous avertissons sérieusement, puisque vous ne faites aucun cas des excommunications, des suspenses, des interdicts apostoliques, que nous emploierons d'autres moyens. C'est pourquoi Nous vous défendons, sous peine de la prison St Pierre à Sion, de continuer à exercer les dites fonctions épiscopales... » (2).

---

(1) ... Præterea debitam libertatem a Prædecessoribus nostris eidem Ecclesiæ concessam Nos quoque auctoritate apostolica nihilominus confirmamus ut videlicet *Ecclesia ipsa cum Cellis ad eam pertinentibus solummodo Romano Pontifici sit subjecta, nec alicui omnino quamlibet dominationem aut exactionem in eisdem locis liceat exercere...*, Archives de l'Abbaye, *Bulle originale*.

(2) « Scœpius admoniti sumus qualiter Reverentia Sua ausa fuerit episcopalia *extra Monasterium* et *in Monasterio* exercere officia et munia episcopalia, quæ non spectant ad Suam Reve-

Dans sa lettre de protestation contre de pareils procédés, l'Abbé de St-Maurice annonce à l'évêque de Sion qu'il envoie sa lettre de menaces au Nonce apostolique (1).

De Lucerne, le Nonce Cybo, archevêque de Séleucie, dit à l'évêque de Sion sa stupéfaction d'apprendre qu'il a osé interdire à l'Abbé de St-Maurice, sous peine de prison, d'exercer *dans le Monastère et au dehors* les fonctions épiscopales, « *alors que, dit-il, vous n'avez aucun droit de juridiction sur un Ordre de Réguliers immédiatement soumis au S. Siège.* Dès lors, continue-t-il, n'oubliez pas que vous avez à réparer le tort causé à l'autorité du S. Siège par cet acte... » (2).

---

rentiam. Serio admonemus Reverentiam Suam, cum non curet excommunicationes, suspensiones, interdicta apostolica, sunt alia remedia adhibenda. Ideo *sub pœna carceris sancti Petri Seduni* ne amplius prædicta officia episcopalia exerceat...

Datum Seduni in Castro nostro Majoriæ, die tertia februarii anno 1671.

Signé : Adrianus, epus Sedunensis.

Archives de l'Abbaye, *Acta Reg. Abb. Franc.* p. 17-18.

(1) « Vestras litteras cædis et minarum plenas Lucernam mitto quia egent lumine intelligentiæ. Tunc lucerna erit pedibus meis verbum illud Christi : Beati eritis cum maledixerint vobis homines et dixerint omne malum adversum vos mentientes... interea obtestor Dominum Deum ut nostrum utrique det spiritum consilii et fortitudinis et dividere lucem a tenebris. agnitionemque veritatis comprehendere. Amen. » — Archives de l'Abbaye, *Ibid.*, p. 19.

(2) «...Ex recursu coram Nobis habito nomine P. Abbatis agau-nensis, non modicam percepimus admirationem, nempe quod D. V. Illma sub pœna carceris ei interdixerit *in Monasterio* ei *extra* munia et jura episcopalia exercere, *licet in Regularium Ordine Sedi apostolicæ immediate subjecto* Ea *nullum habeat exercitium jurisdictionis* ac proinde cum ex hoc actu ejusdem Sedis autoritas læsa remanserit præsentibus D. Vam Illmam rogamus, ut dicto præjudicio reparare non prætermittat... »

Datum Lucernæ die 12 martii 1671. Archives, *Ibid.*, p. 24.

Par cette protestation qui reconnaît si formellement la juridiction spirituelle ou quasi-épiscopale de l'Abbé de St-Maurice, le Nonce apostolique déclare donc que cette juridiction s'étend, non pas seulement au Monastère, mais *au-delà*, c'est-à-dire aux Eglises où l'Abbé avait coutume d'exercer les fonctions épiscopales.

En même temps qu'il établit la complète indépendance de l'Abbaye et de ses paroisses à l'égard de l'Evêché de Sion, ce document en marque nettement la raison fondamentale, à savoir : la dépendance immédiate de l'Abbaye de St-Maurice du Saint Siège.

#### B. **Sentence** de la Nonciature.

Après avoir enlevé à l'Abbaye, dès le XIII<sup>e</sup> siècle, comme nous le dirons plus loin, un bon nombre de paroisses désignées nommément dans les Bulles, les Evêques de Sion tentent au XVII<sup>e</sup> siècle de lui ravir les quelques Eglises sur lesquelles elle avait conservé la juridiction spirituelle.

En effet, à trois reprises différentes, en 1675, devant le Nonce Cybo, en 1686, devant le Nonce Cantelmi, en 1694, devant l'Internonce Calzolari, Adrien V de Riedmatten essaie de faire valoir des revendications sur les églises ou paroisses de Chœx, de Salvan, de Finhaut et sur la chapelle de S. Jacques à St-Maurice (1).

Les Nonces Cybo (2) et Cantelmi (3) déclarent qu'*au*

---

(1) Archives de l'Abbaye, *Jurisdiction spirituelle sur Salvan, Choex, etc.*

(2) ...Cel. mus D. nus Nuntius Cybo auditis ambarum partium rationibus, in primis vero edoctus etiam post Consilii Tridentini promulgationem in Vallesia de scitu Ill. morum D.D. Nuntiorum Abbates Agaun. hanc jurisdictionem in dictis parrochiis exercuisse, declaravit se relinquere in pacifico possessorio et exercitio dictæ jurisdictionis Abbatem Agaun...

(3) ...E. mus Cardinalis Cantelmus *visis variis* Monasterii Agaun. *bullis et documentis*, in primis vero Ill. morum Anteces-

*vu du droit de pacifique possession et des Bulles que possède l'Abbaye*, ils ne sauraient lui enlever la juridiction sur les dites Eglises ou Chapelles.

L'Internonce Calzolari, pour mettre fin, sans doute, aux recours perpétuels des évêques de Sion et aux « exactions » dont les Abbés se plaignaient d'être l'objet de leur part (1) évoque l'affaire à son Tribunal de Lucerne.

« Après avoir pris conseil de juristes éclairés, dit-il, siégeant en Tribunal, le nom du Christ invoqué et n'ayant devant les yeux que Dieu seul, Nous portons cette sentence définitive dans la cause qui nous a été soumise en première instance par le R<sup>me</sup> évêque de Sion, plaignant, d'une part, et le R<sup>me</sup> Abbé de St-Maurice, accusé, d'autre

---

sorum suorum declarationibus, instantias. Ill.mi Episcopi Sedun. rejecit et Abbatem Agaun. in pacifico possessorio supradictæ Jurisdictionis reliquit... Archiv. de l'Abbaye, *Jurisdiction spirituelle*.

(1) Dans une lettre, datée du 24 février 1673 au Nonce Cybo, l'Abbé Franc va jusqu'à dire « qu'il est plus facile de vivre avec les hérétiques bernois qu'avec ceux qui parlent de la paix et ne la donnent jamais ». « ...Ita enim, dit-il, huic Abbatiae sunt infensi (Episcopi Sedun.) ob ejus a sancta Sede immediatam dependentiam et subjectionem quod non destiterint a sexcentis annis eam in omnibus suis juribus et privilegiis turbare et lacerare, vindictis sibi amplissimis ejus patrimoniis, jurisdictionibus et castellis, adeo ut mitius cum Bernatibus hæreticis infra quorum dominium major pars bonorum nostrorum est constituta, vivere licet, quam cum iis qui pacem dicunt et nusquam est pax... »

Archives, *Acta Reg. Abb. Franc*, p. 60.

En date du même jour, l'Abbé Franc implore également du Cardinal Borromée son intervention auprès du Pape. « ...Tantas ab Episcopis Sedunensibus nec non a novissimo electo patior contradictiones, ut easdem diu sustinere læsa aliquando patientia sim impar, nisi juvamen et auxilium a SS.mo D.no Nostro vestris apud suam infinitam clementiam suffragantibus meritis recipiam. Mea apud eum est iniquitas quod fortiter stem in defensionem exemptionis et immediatæ a Sancta Sede dependentiæ ; sit igitur eadem nostrum summum præsidium... »

Archives, *Ibid.*, p. 61.

part, relativement à la visite des Eglises paroissiales de Choëx, de Salvan, de Finhaut et de l'Hôpital de St-Maurice d'Agaune et relativement à l'approbation des Curés des dites Eglises : *Au vu des privilèges et des décrets portés déjà en la cause*, Nous disons, nous prononçons, Nous sententions, Nous décrétons et Nous déclarons que le Rme Abbé d'Agaune doit être et est absout de toute accusation et doit être maintenu dans l'immémoriale ou quasi immémoriale possession qui exempte ces Eglises de la dite visite et de l'approbation de leurs Curés par l'Evêque.... »(1).

Cette sentence définitive, portée le 26 août 1695, fondée en raison, avant tout, sur *les Privilèges*, c'est-à-dire sur les Bulles des Papes, fixe nettement la situation non seulement des paroisses de Choëx, de Salvan, de

---

(1) « Christi Nomine invocato pro Tribunali sedentes et solum Deum præ oculis habentes, per hanc nostram definitivam sententiam, quam de Jurisperitorum consilio in his scriptis ferimus in causa et in causis, quæ coram Nobis in prima seu veriori versæ fuerunt et vertuntur Instantia inter Ill.mum et Rev.mum Epum Sedunensem, Actorem ex una et Rev.mum Abbatem S. Mauricii Agauni, Reum conventum ex altera partibus, de et super Visitatione Ecclesiarum parochialium Coasien., Salvanien., Finniën., ac Hospitalis Agaunensis, necnon super Approbatione et expositione Parochorum in dictis Ecclesiis, rebusque aliis, VISIS PRIVILEGIIS et prævia circumscriptione quorumcumque decretorum in Causa emanatorum, DICIMUS, PRONUNTIAMUS, SENTENTIAMUS, DECERNIMUS et DECLARAMUS Præfatum Rev.mum Abbatem Agaunensem absolvendum fore et esse ab Impetitis, Ipsumque manutenendum in sua immemoriali possessione vel quasi, exemptionis ejusdem Visitationis, necnon Approbationis eorundem Parochorum, Victumque Victori, quatenus huic Nostræ sententiæ non aquiescat, in expensis condemnamus, quarum taxationem Nobis vel cui de jure imposterum reservamus. Et ita dicimus, pronuntiamus, declaramus et definitive sententiamus non solum præmisso, sed omni alio meliori modo ».

Signé : Ita pronuntiavimus ego Joseph de Calzolaris,  
Aud. et prot. Inter.us Apos.cus

Archives de l'Abbaye, *Juridiction spirituelle*, Acte orig.

Finhaut et de l'Hospice S. Jacques, mais de toutes les Eglises attribuées à l'Abbaye par les différentes Bulles dont nous avons reproduit le texte précédemment.

La présente sentence et la protestation précédente émanées de la Nonciature sont une interprétation dont la valeur n'échappera à personne : l'Eglise de l'Abbaye et toutes celles dont elle avait été dotée étaient donc expressément soustraites à la juridiction spirituelle de l'évêque de Sion pour ne relever que de celle de l'Abbé de St-Maurice d'Agaune.

III<sup>me</sup> PREUVE : *Le fait lui-même qu'un certain nombre d'Eglises et Chapelles nommées dans les Bulles sont toujours restées et sont aujourd'hui encore sous la juridiction spirituelle absolue de l'Abbé-Evêque de St-Maurice.*

En effet, il est notoire que les Eglises de Choëx, de Salvan, d'Autanelle ou Vernayaz sont encore actuellement de la juridiction spirituelle exclusive de l'Abbé-evêque de St-Maurice, qui en est l'*Ordinaire*, aux termes mêmes de tous les documents qui émanent des Congrégations romaines relativement aux dispenses de mariage, etc.

Les Abbés y font, aujourd'hui, comme de tout temps, les visites pastorales et l'institution canonique des Curés. Ils y accordent les dispenses de bans et de mariage. A plusieurs reprises, au Moyen Age, ils y prononcent des condamnations à mort pour cause d'hérésie ou réconcilient les hérétiques avec l'Eglise (1).

L'un des Abbés décrète, en 1649, la dismembration ou séparation de l'Eglise de Salvan et l'érection d'une nouvelle paroisse à Finniaux, Figneaux ou Finhaut (2).

---

(1) Voir Archiv. de l'Abbaye, *Juridiction spirituelle*, lib. *Choasii, Salvani*, etc.

(2) L'Abbé Odet décrète, en 1649, la dismembration de la paroisse de Salvan et l'érection d'une nouvelle Eglise paroissiale à Figneaux. Archiv. de l'Abbaye, *liber Salv.* fol. 102.



Ils y ordonnent, chaque année, la lecture de leur Mandement, délivrent aux ressortissants les Lettres dimissoriales et confèrent le sacrement de Confirmation.

Ces actes divers sont la preuve non équivoque de la juridiction spirituelle, absolue et exclusive, que possèdent les Abbés-évêques de St-Maurice sur ces paroisses. Ces Eglises font partie *du Territoire propre* que reconnaît si explicitement à l'Abbaye de St-Maurice le Bref de Grégoire XVI et sur lequel l'Abbé-évêque exerce la juridiction épiscopale (1).

Ainsi donc, l'existence des paroisses de Salvan, de Choëx, d'Autanelle ou Vernayaz, demeurées toujours sous la juridiction de l'Abbaye et mentionnées dans les Bulles au même titre et en même temps que celles dont nous avons été dépouillés dans la suite, constitue non seulement un fait historique en faveur d'une Abbaye « *Nullius* », mais un mode légitime d'interprétation du sens et de la portée du texte même de toutes les Bulles précitées.

---

(1) « ... Equidem Nos minime latet Insignem Abbatialem et Regalem Ecclesiam Sancti Mauritii, penes Helvetios, inferiore in Valesia sitam, *cum proprio territorio*, originis vetustate, territorii *eiusdem amplitudine*, populi frequentia, Cleri numero et Canonico Collegio summopere præstare, ac plura regularia et secularia beneficia habere. Ipsius autem Abbas, qui Canonico Collegii princeps ac Primicerii dignitate ornatus, Infulæ ac Pædi seu Pastoralis honore insignitus, *in pluribus illius Districtus paræciis jurisdictionem quasi episcopalem exercet, atque huic Apostolicæ Sedi una cum Canonico Collegio totaque Abbatia immediate subjectus Sardini Comitatus titulo et Magna Cruce Regii ac Militaris Ordinis Sanctorum Mauritii et Lazari semper decoratur...* »

Bref « *In Amplissimo* » de 1840, par lequel Grégoire XVI accorde à perpétuité aux Abbés de St-Maurice le titre d'évêque de Bethléem. Ce Bref est reproduit à l'appendice N° II.

---

#### IV.

### La question de fait

---

La question de *Droit* étant établie, il nous reste à examiner la question de *Fait*.

L'Eglise ou l'Abbaye de St-Maurice ne possède plus *aujourd'hui* la juridiction spirituelle que sur huit Eglises ou Chapelles : l'Eglise de S. Maurice ou des Martyrs, la Chapelle de l'Hospice S. Jacques, celle de S. Laurent, dans la ville de St-Maurice même ; — hors de St-Maurice : les Eglises de Choëx, Salvan, Finhaut, Autanelle ou Vernayaz et Lavey, anciennement Ste-Marie sous le Bourg (1).

L'Ordinaire de St-Maurice est donc, *en fait*, privé de la juridiction spirituelle sur *treize Eglises* ou *Chapelles* qu'il devrait, *en droit*, posséder, soit : à *St-Maurice* : l'Eglise de S. Sigismond ; *hors de St-Maurice* : les Eglises d'Aigle, d'Ollon, de Vétroz, de Plan-Conthey, de Vollèges, de Bagnes, de Collombey, de Monthey, de Troistorrents, d'Outre-Rhône, de Collonges, de Vérossaz et de Gryon.

Comment expliquer cette énorme « *diminutio capitis* » ?

Les documents que nous avons consultés, et dont nos Archives conservent le dépôt, nous autorisent à affirmer que c'est aux revendications incessantes des évê-

---

(1) Voir ci-dessus page 16, note 3.

ques de Sion que l'Abbaye et l'Eglise de S. Maurice doivent d'avoir perdu, directement ou indirectement, la juridiction spirituelle sur les Eglises et paroisses que nous venons de nommer.

Les faits que nous allons consigner nous forcent à enregistrer cette douloureuse constatation.

### Première amputation.

Dès le commencement du XIII<sup>e</sup> siècle, l'évêque de Sion, Landry, réclame pour lui la juridiction spirituelle sur un bon nombre d'Eglises ou Chapelles formellement données à l'Abbaye par les Bulles que nous avons citées.

Pour mettre fin aux controverses soulevées par l'évêque et peu édifiantes, sans doute, pour les fidèles, l'Abbé de St-Maurice accepte de signer, en 1215, une convention aux termes de laquelle l'évêque de Sion se réserve de conférer, désormais, lui-même la juridiction spirituelle ou la « *curam animarum* » au Chapelain de l'Eglise de S. Sigismond à St-Maurice, aux Chapelains d'Aigle, d'Ollon, de Bagnes, de Vollèges, de Plan-Conthey et de Vétroz (1).

---

(1) Notum sit omnibus præsentibus et futuris quod *controversia* quæ vertebatur inter Dominum Landricum episcopum Sedun. et ecclesiam agaun. super curis animarum et auxiliis quæ idem episcopus iturus ad consilium romanum a capellanis ecclesiarum sancti Mauricii exigebat... sopita est in hunc modum: Eadem ecclesia agaun. personas idoneas in ecclesiis sibi subjectis instituet, quibus episcopus Sedun. sibi representatis, curam animarum concedet... Recipiet autem idem Capellanus sancti Sigismundi curam animarum ab episcopo Sedun. et decanum ad Synodum recipiet... Capellanus sancti Mauricii de Alyo (Aigle) decanum ad Synodum recipiet et duas procuraciones cum capellano sancti Jacobi de Alyo faciet... Capellanus ecclesiæ de Olons recipiet curam animarum ab episcopo et decanum ad Synodum recipiet... Capellanus de Bagnes idem per omnia quod capellanus de Olons. Capellanus de Vilogio (Vollèges) recipiet curam animarum ab episcopo et debet unam procuracione decano... Capellanus sancti Mauricii de Plan-conteze recipiet curam animarum ab episcopo...

L'évêque, le Chapitre de Sion et son Doyen, dit le texte de la Convention, doivent se contenter de cela (!). Mais il ne faut rien moins que ce sacrifice énorme pour que soit reconnu, par eux le privilège d'exemption de l'Eglise de St-Maurice, accordé par le Pape Alexandre III et produit par l'Abbaye en cette circonstance (1).

L'Abbé ne conserve donc plus, sur les Eglises ci-dessus nommées, qu'un droit de collation, c'est-à-dire de nomination et de présentation des candidats à ces Bénéfices qui demeurent *Réguliers*. Mais l'institution canonique échappe pour toujours à l'Abbaye de St-Maurice et passe aux mains de l'évêque de Sion.

L'Abbé de St-Maurice sacrifie donc, d'un trait de plume, pour gain de paix, sept Eglises ou paroisses dont la juridiction spirituelle lui avait été reconnue par les Souverains Pontifes au même titre et en même temps

---

Le texte intégral de ce document est reproduit à l'appendice V.

On remarquera, 1<sup>o</sup> qu'il n'est pas dit du chapelain d'Aigle qu'il recevra le « *curam animarum* » de l'évêque de Sion. Son cas fut cependant, pratiquement, assimilé à celui des autres chapelains.

On remarquera, 2<sup>o</sup> qu'il n'est pas fait mention du chapelain de Vétroz. Les deux Eglises de Plan-Conthey et de Vétroz ayant été souvent unies, on s'est peut-être contenté de ne signaler que l'une des deux. Quoi qu'il en soit, dans la pratique encore, les deux chapelains furent soumis aux mêmes conditions à partir de cette époque.

(1) « ...His contenti debent esse episcopus Sedun., Capitulum et Decanus circa omnes Ecclesias et Capellanos sancti Mauriti Agaun. His etiam adjicimus quod privilegium exemptionis felicitis memoriae Alexandri Papae quod ratione ejusdem *controversiae* ab Ecclesia sancti Mauriti exhibitum fuit in medium, ab episcopo et Capitulo Sedun. fuit in omnibus approbatum... »

Comment expliquer l'attitude de l'évêque de Sion qui invoque, d'une part, la Bulle d'Alexandre III, pour justifier et fonder en droit le Privilège d'exemption de l'Abbaye et qui, d'autre part, refuse d'admettre ce même Privilège en faveur des Eglises énumérées dans la Bulle de ce Pape au même titre que l'Eglise de S. Maurice ?

que la juridiction spirituelle sur les Eglises de Choëx, de Salvan, d'Autanelle et de l'Hospice S. Jacques qui restèrent attachées à l'Abbaye jusqu'à nos jours.

Comment ces dernières ont-elles échappé aux revendications de l'évêque de Sion ? On ne saurait le dire. Peut-être l'Abbaye doit-elle à leur minime importance en ce temps-là, d'avoir conservé sur elles la juridiction spirituelle.

Il est vrai que les évêques de Sion, toujours avides de posséder, revendiquent au XVII<sup>e</sup> siècle ce qu'ils n'avaient pas osé réclamer ou pu obtenir au début du XIII<sup>e</sup> siècle. Nous avons vu, en effet, comment, à quatre reprises, deux d'entre eux s'efforcent, avec un zèle digne, vraiment, d'une meilleure cause, d'arracher à l'Abbé de St-Maurice ce qui avait échappé à l'hécatombe de 1215, à savoir : les paroisses de Choëx, Salvan, Finhaut séparé de Salvan et la Chapelle S. Jacques à St-Maurice. L'attitude des Nonces apostoliques en Suisse a épargné à l'Abbaye la douleur de se voir privée des dernières petites paroisses qui lui restaient.

Quelle est la valeur de cette convention de 1215, invoquée tout le long des siècles suivants par les évêques de Sion pour établir leurs prétendus droits de conférer l'institution canonique aux Curés des paroisses sacrifiées par la dite Convention ?

Elle paraîtra singulièrement douteuse, pour ne rien dire de plus, quand on saura que cette Convention n'a jamais été sanctionnée par Rome. Aucun document ne nous permet même d'établir qu'une approbation ait jamais été sollicitée de l'Autorité suprême.

Il ressort, au contraire, d'une Bulle du Pape Alexandre IV que le S. Siège n'a pas eu connaissance de cette transaction ou a refusé de l'approuver. En effet, en 1259 — donc 45 ans à peine après la Convention — Alexandre IV consacre par une Bulle adressée à l'Abbé et à ses Frères les privilèges accordés par ses Prédécesseurs. Et il complète ce document par une énumération

plus détaillée encore des biens et des Eglises qui appartiennent à l'Abbaye de St-Maurice.

Le Pape énumère non seulement les Eglises de Choëx, de Salvan, d'Autanelle, mais encore celles de S. Sigismond, d'Aigle, de Bagnes, d'Ollon, de Vétroz, de Plan-Conthey et de Vollèges. Il ajoute à cette énumération la liste des domaines, fermes, granges, que possède le Monastère d'Agaune (1).

Le texte de cette Bulle démontre avec évidence que, loin d'approuver la Convention de 1215, Rome l'ignore ou la considère comme non-avenue.

Du reste, au moment même où ils la stipulaient, l'évêque de Sion et l'Abbé de St-Maurice étaient en contradiction formelle avec les textes si clairs et si explicites de la Bulle d'Alexandre III, reproduite par celles de Clément III et de Célestin III.

Cette atteinte au droit du S. Siège ne pouvait en aucune façon constituer un droit de possession en faveur de l'évêque de Sion, pas plus qu'elle ne pouvait justifier la cession consentie par l'Abbé de St-Maurice au nom de son Eglise qui dépendait immédiatement du S. Siège.

L'approbation de ce Siège apostolique s'imposait pour donner à ce transfert de juridiction spirituelle son fondement juridique. Seul, en effet, le Souverain Pontife a le droit de fixer aux Ordinaires les limites de leur juridiction ou de les modifier.

Aussi, le Droit canonique n'admet-il pas la prescription, quand il s'agit des limites certaines de provinces ecclésiastiques, de diocèses, de paroisses, d'Abbayes ou de Prélatures « nullius » (2).

Or, quelles limites moins douteuses et plus certaines

---

(1) Voir le texte de cette Bulle citée ci-dessus, page 20.

(2) Voir *Codex Juris can.*, Can. 1509, 4<sup>o</sup>.

que celles fixées avec tant de soin par les Bulles des Papes en faveur de l'Eglise et de l'Abbaye de St-Maurice ?

De l'avis des canonistes, comme nous l'avons dit plus haut, la formule « *in quibus hæc propriis duximus exprimenda vocabulis* » avec l'énumération détaillée des Eglises, est particulièrement importante et significative. Or, cette formule de précision se trouve dans la Bulle d'Alexandre III et dans celles de ses Successeurs.

La juridiction spirituelle de l'Abbaye était donc nettement délimitée et toute prescription rendue impossible.

### Conclusions.

1° Cette transaction de 1215 constitue un oubli étrange, pour ne pas dire inexcusable, de l'un des droits primordiaux du Pontificat romain — oubli dont nous retrouverons, hélas ! des exemples, même en plein XIX<sup>e</sup> siècle.

2° Cette transaction nulle *en droit* et annulée *en fait* par la Bulle d'Alexandre IV qui restitue toutes choses à l'état « *quo ante* » fit perdre à l'Abbaye et à l'Eglise de S. Maurice sept de ses plus grandes paroisses qui ne lui ont jamais été rendues.

### Deuxième amputation.

#### Première phase

L'Eglise de Collombey, avec les deux Chapelles de Trois Torrents et de Monthey, obtenues du Prieuré de Lutry en échange de celle des Biolles ou de Bioley, était assurément de la juridiction de l'Abbaye.

Nous savons, en effet, par la Bulle d'Alexandre IV, qu'en 1259, l'Eglise des Biolles figure avec Choëx, Salvan, Bagnes, etc. au nombre des Eglises appartenant à la juridiction spirituelle de l'Abbaye. Nous savons, de plus, que, quatre ans après, c'est-à-dire en 1263, cette



Eglise est échangée contre Collombey et les deux Chapelles ci-dessus indiquées.

Nous sommes donc en droit de conclure que l'Abbaye, possédant la juridiction spirituelle sur la première, la conservait sur l'Eglise et les deux Chapelles qu'elle recevait en lieu et place de celle qui était cédée au Prieur de Lutry et à son couvent. Le contrat portait, en effet, que l'on faisait échange du temporel pour le temporel et *du spirituel pour le spirituel*.

A quelle époque l'Abbaye de St-Maurice perdit-elle la juridiction spirituelle sur l'Eglise de Collombey et les deux Chapelles de Trois Torrents et de Monthey ? L'absence de documents, due peut-être à l'incendie qui, à un moment donné, détruisit une partie des Archives de l'Abbaye, ne nous permet pas de l'établir.

Mais il est certain que cette juridiction passa à l'évêque de Sion qui, depuis lors, se réserva toujours l'institution canonique des curés ou des chapelains.

#### Deuxième phase.

L'Abbaye conserva toutefois sur Collombey et les deux Chapelles qui en dépendaient, un droit de collation, de nomination et de présentation. Le Bénéfice fut reconnu *Régulier*.

L'Abbaye de St-Maurice exerça régulièrement son droit de collation. En conférant à des titulaires réguliers ou séculiers (1) la cure de Collombey, les Abbés de

---

(1) Le droit de conférer ces Bénéfices réguliers à des prêtres séculiers était admis en vertu d'un usage reconnu par les évêques de Sion et la Nonciature, comme en témoignent les documents que nous citerons dans la suite.

Toutefois, pour sauvegarder son droit de collation et conserver au Bénéfice son titre de *Régulier*, l'Abbaye exigeait que les Séculiers nommés à ses Bénéfices portassent l'habit des chanoines réguliers. En cas de refus de leur part, l'évêque du Diocèse

St-Maurice déclaraient invariablement que la *collation, la provision et la complète disposition du dit Bénéfice leur appartenait de plein droit* (1).

Les évêques de Sion reconnurent, pendant des siècles, sans contestation, ce droit aux Abbés de St-Maurice. En 1558, l'évêque Jean Jordan, dans l'acte d'institution du Curé Buttini, reconnaît que « la collation de l'Eglise de Collombey appartient à l'Abbé de l'insigne et dévôt Monastère de St-Maurice d'Agaune » (2).

---

les y contraignait sous peine de châtement. C'est ainsi qu'en 1627 Mgr Hiltbrand Jodoc écrit à Michel de Monté, curé de Collombey : « ... Te licet sedulo crebriusve monitus fueris ut pastor ex *Collatione* præfati R.Dni Abbatis et ejus Cœnobii dependens, habitum Ordinis sui suscipere recusasse, quem ex debito tuo et tenore jurium suorum suscipere teneris, in Domino hortamur quatenus habitum Ordinis dicti Cœnobii suscipere et gerere habeas sub pœna arbitraria per te indubie incurrenda... » Archives de l'Abbaye, *orig.*

(1) C'est en ces termes que l'Abbé Milès confère, en 1561, à Pierre de la Croix la Cure de Collombey : « ...Cum itaque Beneficium Ecclesiæ B. Desiderii Collumberii fundatæ, *cujus Collatio*, dit-il, *provisio et omnimoda dispositio ad Nos, ratione dicti nostri Monasterii, pleno jure pertinet...* » Archives de l'Abbaye, *Jurisdiction sur Collombey.*

En 1651, le Prieur Berody proteste auprès de l'évêque de Sion, au nom de l'Abbaye, contre le retard apporté à l'institution canonique du Curé de Collombey, ce retard pouvant introduire une prescription contre le droit de collation de l'Abbaye. — Archives de l'Abbaye, *Orig.*

Lorsque, en 1705, l'Abbé Camanis nomme le Chanoine Terra à la Cure de Collombey, il dit également : « ...*Nos ad quos quoties vacare contingat collatio, provisio, omnimodaque dispositio prædicti Beneficii... spectare dignoscitur...* » Archives de l'Abbaye, *orig.*

(2) « ... *Ad Collationem Reverendi Dni Abbatis insignis et devoti Monasterii sancti Mauricii Agaun. spectantem et pertinentem, quam quidem Collationem tibi per præfatum Reverendum Dnum Abbatem Joannem Militem pure et libere factam, constanter instrumento inde desuper confecto.. sigilloque ipsius R.di Dni Abbatis in pede ipsius impresso ... quod Nobis exhibitum fuit...* » Archives de l'Abbaye, *orig.* avec sceau pendant.

En 1687, l'évêque Adrien V de Riedmatten déclare officiellement, à l'occasion de sa visite épiscopale à Collombey, que « cette Eglise dépend de la *collation* de l'Abbaye ou du R.<sup>ss</sup>ime Abbé... » (1).

L'Abbaye, cependant, ne tarde pas à perdre même ce droit de collation et de nomination à l'Eglise de Collombey.

Le rapide exposé historique qui suit s'impose pour l'intelligence de la thèse que nous poursuivons, relativement aux droits de l'Abbaye de St-Maurice sur les Eglises de Collombey, de Monthey et de Trois Torrents.

Le Bourg de Monthey, devenu le siège du Gouverneur et des Préfets, acquiert au début du XVIII<sup>e</sup> siècle une importance que le gouverneur Adrien de Riedmatten exploite habilement pour déposséder Collombey de son titre d'Eglise paroissiale en faveur de la Chapelle de Monthey.

Prétextant le délabrement dans lequel se trouvait l'Eglise de Collombey, il entreprend, dès 1704, des démarches auprès de l'Abbé Camanis et de son Chapitre de St-Maurice (2).

L'Abbé se montre, en principe, favorable au transfert du titre paroissial, « parce que ce projet doit être utile à la gloire de Dieu ». Toutefois, réserve expresse est faite des droits de l'Abbaye sur l'Eglise de Collombey. Ces droits seront transférés sur la nouvelle église paroissiale de Monthey et maintenus sur celle de Collombey au cas

---

(1) « Actus Visitationis Ill.mi R.mi Dni Dni Adriani quinti, In et Circa Ecclesiam parrochiam Columberii apud Montheolum sub titulo et patrocinio S. Desiderii fundatam. ex *Collatione Abbatiae* aut R.mi Dni Abbatibus sancti Mauricii Agaun. dependentem... factus 16 mensis junii 1687. Archives de l'Abbaye, orig. avec sceau.

(2) Les délégués de Monthey font valoir également l'importance de Monthey qui compte 150 feux et 50 à Outre-Vieze, alors que Collombey n'en a qu'une vingtaine.

où cette dernière conserverait ou reprendrait son titre de paroissiale (1).

Le projet devait être soumis à l'approbation du Nonce apostolique et de l'évêque de Sion (2).

Le Nonce Bichius déclare donner son consentement, mais à la « condition formelle que l'Eglise paroissiale de Monthey demeurera toujours unie au Monastère de St-Maurice d'Agaune, conformément *aux anciens droits* que possédait l'Abbaye sur Collombey et à la condition encore que l'Abbé jouira toujours de la liberté de nommer, à son gré, à l'Eglise de Monthey, des curés réguliers ou séculiers (3).

(1) « ... Cum dicta parrochialis Ecclesia sub titulo S. Desiderii Collumberio fundata extet et sit *de jure patronatus et collationis* prædicti nostri Monasterii S. Mauricii... quam ob causam translatio ipsa non possit sine nostro et Capituli nostri consensu fieri, hinc est quod præfati Nobiles Domini proponentes, requisierunt a Nobis consensum prædictum ut nimirum vellemus dictæ translationi parrochialis ecclesiæ prædictæ annuere cum omnibus ejus redditibus et emolumentis, se submittentes iuribus nostris, quæ habemus in dicta Ecclesia et parrochia Collumberii, quibus in casu translationis ejusdem in loco Monti super dicta Ecclesia et parrochia ejusdem frui poterimus. Quibus auditis... Nos præfatus Abbas... in quantum concernit *Jura nostra dictæ collationis* eidem translationi annuere volumus et translationem illam, cum agatur de Majore Gloria Dei, impedire non cupimus, multo magis fiendam concedimus, *reservatis nostris iuribus*. Archives de l'Abbaye, *Jurisdiction sur Collombey*.

(2) C'est ce que réserve expressément le texte de la déclaration citée à la note qui précède.

(3) « ... dummodo tamen fiat cum eisdem conditionibus ac reservationibus expressis favore præfati Monasterii S. Mauricii Agaun. *necnon cum expressa conditione quod ecclesia parrochialis Montheoli semper dicto Monasterio unita remaneat juxta antiqua jura et rationes quas habuit super ecclesiam et parochos Collumberii* et quod in futurum idem Monasterium liberam habeat facultatem in dicta parrochia eligendi et ponendi *parochos regulares aut sæculares* prout eidem Monasterio expediens videbitur et non alias.

L'évêque de Sion, Franç.-Jos. Supersaxo, souscrit, à son tour, à ces conditions et appose sa signature au bas du document apostolique (1).

Mais les habitants de Collombey, fort mécontents du tort fait à leur Eglise et à eux-mêmes, entreprennent des démarches pour reconquérir en faveur de leur Eglise le titre de « paroissiale ». Ils s'adressent à l'évêque de Sion et au Sénat du Valais pour obtenir l'annulation de l'acte de translation.

Forts de l'approbation de l'évêque, de la Nonciature, les paroissiens de Monthey demandent au Sénat de confirmer la translation décrétée par l'autorité ecclésiastique. L'Etat accède à ces désirs dans la Diète du 18 mai 1707 et impose silence aux habitants de Collombey (2).

Il accorde toutefois à ces derniers, d'entente avec l'évêque, l'autorisation de relever leur vieille église en ruines et s'engage à verser une certaine somme pour la constitution d'un nouveau bénéfice.

---

Nostrumque apostolicum assensum desuper necessarium et opportunum, quantum in Domino possumus, benigne concedimus et impertimus.

Datum Lucernæ ex Palatio solitæ nostræ Residentiæ, hac die X octobris 1704. — Sig. Bichius Ar.pus Laod, N.us Apos.cus. — Archives de l'Abbaye, *Orig.* avec sceau du Nonce.

(1) « Translationem præfate ecclesiæ quæ est de collatione Abbatiae Agaun. Montheolum uti supra faciendam auctoritate Ordinaria approbamus, ratificamus et consensum nostrum interponimus, reservata tamen Nobis et nostris successoribus jurisdictione memoratæ ecclesiæ et jurisdictione ordinaria Nobis competente uti hucusque. In quorum, etc. ».

Datum Seduni ex Castro Nostro habituali, die 18 octobris 1704. — Sig. Franç.-Jos. Supersaxo, Epus Sed. — Archives de l'Abbaye. *Orig.*, avec sceau épiscopal.

(2) « ...Visa quoque Ordinarii Nostri ac Nuntii apostolici quam etiam Supremi Status Generalis concessione circa præfatam ecclesiæ translationem aliisque, Nos præfati Ballivus et Oratores indecorum imo injustum decernentes aliquid de eisdem authenticis concessionibus defalcare... » Archives, *Nov. Sum.*

Craignant, par suite de ces difficultés, de perdre ses droits, l'Abbaye sollicite de l'évêque de Sion une garantie nouvelle. Par lettre patente du 18 fév. 1708, Mgr Supersaxo reconnaît « conforme à l'équité la garantie exigée par l'Abbaye » et déclare, une fois encore, « transférés sur l'Eglise paroissiale de Monthey tous les droits que le Monastère d'Agaune possédait sur celle de Collombey » (1).

Cette déclaration obtenue, l'Abbaye consent à l'érection de la paroisse de Monthey, et l'évêque de Sion, à l'occasion de sa Visite épiscopale, procède, par acte officiel du 5 nov. 1708, à la constitution définitive de la nouvelle paroisse (2).

Mais la promesse faite à l'Abbaye, par l'évêque, de ne pas constituer d'autre paroisse, exaspère les habitants de Collombey qui, en date du 24 mai 1710, recourent à la S. Congrégation du Concile.

Interrogé par Rome, l'évêque de Sion n'a pas de peine à démontrer que, contrairement aux allégations des recourants, la translation a été faite en bonne et due forme

---

(1) « ...cui petitioni uti æquitati consonæ libenter annuentes hisce fidem facimus indubiam Nos translatione præmissa... decimis, officiis, juribus dictæ Abbatiae quibus hucusque gavisæ est super parochiali ecclesia Collumberii nec minimum præjudicare intendere, quinimo et eandem Abbatiam *iisdem juribus super eadem ecclesia Montheolum translata gaudere debere* nullamque exinde dismembrationem, nec duas parochiales ecclesias, sed unam tantum Montheoli nunc et in futurum fiendam esse volumus. In quorum fidem has testimoniales litteras præfatæ Abbatiae sub nostri impressione sigilli et Cancelarii nostri subsignatione fulcitas concedendas esse duximus datas in Castro nostro Majoriæ, anno a Christo nato labente millesimo septingentesimo octavo, die vero *decima mensis februarii*. » — Sig. Franç.-Jos., Epus Sedun.

Archives de l'Abbaye, *grand parchemin orig.* avec sceau.

(2) « ...Translatio autem executioni data in Visitatione diœcesana præsentibus Primatibus totius Senatus anno 1708, 5 novembris. — Archives de l'Abbaye, *Nov. Sum.*

et avec l'autorisation de l'Abbaye de St-Maurice à laquelle appartient le droit de collation.

L'évêque reconnaît, toutetois, dans son Mémoire, l'utilité de fonder un nouveau Bénéfice indépendant de celui de Monthey. Mais il se dit lié par une promesse à l'égard de l'Abbaye.

Ne recevant pas de Rome une réponse définitive, les paroissiens de Collombey recourent à la Nonciature de Lucerne qui, le 7 juin 1715, confie à l'évêque de Sion, après avoir entendu l'Abbé et le Chapitre de St-Maurice, le soin d'ériger la Chapelle de Collombey en Eglise paroissiale (1).

Mais l'Abbaye qui venait de recevoir du Nonce, le 14 décembre 1716, l'ordre d'avoir à produire ses motifs d'opposition à l'érection de ce Bénéfice et de déclarer en même temps si elle acceptait de reconstituer elle-même la dotation du dit Bénéfice ou de laisser ce soin à l'État du

---

(1) « ... facta fuerit translatio sub hac reservatione : dummodo fiat cum iisdem conditionibus et reservationibus expressis favore præfati Monasterii S. Mauritii Agaun. necnon cum expressa conditione quod *ecclesia parochialis Montheoli semper dicto Monasterio remaneat unita, juxta antiqua jura*, et rationes quæ et quas habuit super ecclesiam et parochum Columberii et quod in futurum idem Monasterium liberam habeat facultatem in dicta parochia eligendi et ponendi parochos regulares aut sæculares... Hinc tenore præsentium Ill. mæ et R. mæ T. V. committimus ut verificata dicta fundatione et audito R.mo Abate electo et Capitulo S. Mauritii... eandem ecclesiam seu capellam Columberii in parochialem erigat cum omnibus juribus et prærogativis aliarum ecclesiarum parochialium, reservato jure præsentandi parochos Inclyto Senatui ut ab Ill.mo Ordinario pro tempore instituatur et approbetur, dummodo tamen jus eligendi parochos ad ecclesiam Montheoli translatum, integrum maneat dicto Monasterio S. Mauritii ad quod si aliqui redditus Columberii existentes spectent pariter integri remaneant. In quorum fidem, etc. » — Datum Lucernæ ex Palatio S. Nunt. hac die 7 mensis julii 1715. — Sig. Martinus Battaglinus, Auditor gen.lis. Archives de l'Abbaye, *Acte notarié*.



Valais (1), en appelle à la S. Congrégation du Concile.

Après avoir examiné avec soin la proposition faite par les habitants de Collombey de séparer leur paroisse de celle de Monthey ou de remettre l'affaire entre les mains de l'Ordinaire de Sion, la Congrégation, au vu des raisons apportées par le Procureur de l'Abbaye, répond *négativement* à l'une et l'autre propositions, en date du 11 mai 1718 (2).

Mais l'évêque de Sion et le Sénat du Valais reviennent à charge, et pendant deux ans ne cessent de faire de continuelles et pressantes instances soit auprès de l'Abbé et de son Chapitre, soit auprès du Nonce. Ce dernier, à son tour, insiste, dans plusieurs lettres, auprès de l'Abbaye pour obtenir son consentement (3).

Sous la pression qui lui est faite, l'Abbaye se décide à envisager favorablement la question. Mais elle exige une déclaration nouvelle qui la rassure *sur son droit de collation aux Eglises de Monthey et de Trois Torrents*.

Le 18 juin 1720, Mgr Franç.-Jos. Supersaxo fait un acte de reconnaissance par lequel il admet la *régularité* de ces deux Eglises. Mais ce document ne parvient pas à rassurer l'Abbaye, parce qu'il renferme des clauses qui semblent réserver les droits d'un tiers (4).

---

(1) L'Etat, par un décret signé du Bailif Jean Jodoc Burgener, 25 mai 1715, avait accepté de compléter la somme nécessaire au Bénéfice, se réservant le « jus Patronatus »... « Nobis tamen et successoribus nostris perpetuis manifeste jus Patronatus prædicti Beneficii in solidum reservantes... » Archiv. de l'Abbaye, *Nov. Sum.*

(2) Voir Archives de l'Abbaye, *Nov. Sum.*

(3) Archives de l'Abbaye, *Affaires de la juridiction de Collombey et de Monthey*, Lettres originales de la Nonciature.

(4) « ... ex causa novæ erectionis Ecclesiæ parochialis Columberii sub patronatu Status humiliter requisiverit (Abbas) quatenus cum aliis admissis utrinque clausulis et conditionibus ambas ecclesias Montheoli et Trium Torrentium *Regulares* declarare et admittere dignaremur : Nos itaque, aliis non apparentibus, ean-

Enfin, par un nouveau document officiel, daté du 16 juillet 1720 et adressé au Nonce apostolique, l'évêque de Sion déclare *régulières*, sans aucune réserve, les Cures de Monthey et de Trois Torrents (1).

De Lucerne, le Nonce renvoie cette pièce à l'Abbé Charletti, après avoir sanctionné de son autorité apostolique la déclaration de *Régularité* des Eglises de Monthey et de Trois Torrents, faite, ajoute le Nonce, *sans réserve*, par l'évêque de Sion (2).

Mais le Chapitre refuse de ratifier la Convention qui devait faire de l'Etat le Patron de l'Eglise de Collombey au détriment de l'Abbaye dont l'acte de 1704 sauvegardait le droit de collation, si Collombey redevenait jamais paroissiale (3).

---

dem petitionem eidem R.mo D.no Abbati et suis successoribus admittendam fore censuimus et admisimus, *salvo jure tertii...* »

Sig. Franç.-Jos. : Epus Sedun. Archives de l'Abbaye, *Acte not.*

(1) R.mus Charletti, electus Abbas S. Mauritii Agaun. petit ac reservavit, ut cura Montheolensis seu Collomberii Montheolum translata atque altera Trium Torrentium per Nos declararentur *Regulares*, eandemque nostram declarationem publico instrumento editam sibi communicaremus. Nos, proinde, ad terminandum tandem prædictæ parochialis Curæ Columberii erigendæ negotium, ad petitionem Præfati Abbatis ejusdemque Canonicorum Regularium, prænominatas Curas parochiales Montheoli ac Trium Torrentium declaravimus *Regulares* prout easdem tenore præsentium *Regulares censemus ac declaramus* in ordine ad videndum ejusdem R.mi Patris Abbatis et Ven. Capituli sui absolutum consensum pro erectione supradictæ novæ parochialis Curæ Columberii. In quorum fidem hasce sigillo ac manuali subsignatione nostra munitas dedimus. Seduni ex Arce nostra episcopali Majoriæ die 16 julii anni 1720. — Sig. Fr.-Jos., Epus Sedun. Archives de l'Abbaye, *Acte notarié*.

(2) La lettre du Nonce dit, en effet : « declarationem pro Regularitate Paræciarum Montheoli ac Trium Torrentium absque ulla reservatione juxta votum Paternitatis Vestræ Reverendissimæ expedire non detrectavit, prout ex accluso originali decreto liquido constat... » Archives de l'Abbaye, *Orig.*

(3) Archives de l'Abbaye, *Affaires de la juridiction sur Collombey*.

Le Nonce intervient à nouveau, et, par lettre du 26 février 1722, il prie le Chapitre de St-Maurice de signer la transaction avec l'Etat (1).

L'Abbé et son Chapitre décident, le 9 mai 1722, pour mettre un terme à tant de difficultés, de céder leur droit sur la prédite Eglise de Collombey, « quoique, disent-ils, nous souhaiterions fort de la conserver... » (2).

Le consentement de l'Abbaye obtenu, le Nonce, muni des pleins pouvoirs par la S. Congrégation du Concile, délègue, par lettre du 26 novembre 1723, l'Auditeur de la Nonciature, Mgr Jean-Baptiste Lutus, à l'effet d'ériger l'Eglise de Collombey en paroissiale avec tous les droits que ce titre comporte, assignant à la dite Eglise la dot que l'illustre République du Valais a promise par acte public du 25 mai 1715 (3). Le décret d'érection est publié à Sion, le 21 décembre 1723 (4).

### Conclusion.

Malgré les précautions qu'elle essaie de prendre dès l'origine du conflit, l'Abbaye de St-Maurice perd donc

---

(1) Voir Archives de l'Abbaye, *Lettre originale*.

(2) Voir *Acte fait en l'Abbaye de St-Maurice, ce 9 may 1722*.

(3) « ...Cum E. mmi PP. S. Congreg. Concilii Nobis concesserint facultatem erigendi parochialem Ecclesiam in loco seu Pago Columberii Sedun. Diœcesis, Nos eamdem facultatem concedimus et delegamus Ill. mo D. no Joanni Batistæ ex Comitibus de Lutiis... »

(4) « ...habito prius consensu Canoniorum Regularium S. Mauritii... dictum locum Columberii autoritate prædictæ S. Congreg. separamus, dividimus ac dismembramus et dictam Ecclesiam S. Desiderii cum suo loco et districtu quod est Columberium majus, Columberium minus et Neires in parochialem Ecclesiam erigimus et constituimus... Pro dote vero et congrua sustentatione novi Parochi assignamus eam factam ab inclyta Republica Vallesianorum..... Ita pronuntiavi Jo: Baptista Lutus Auditor generalis et iudex delegatus.

Lectum, latum et publicatum fuit supradictum decretum dismembrationis et erectionis respective Seduni, die vigesima prima decembris 1723. Archives de l'Abbaye, *Actes notariés*.

définitivement et pour toujours, en 1723, le Bénéfice régulier de Collombey qu'elle possédait depuis tant de siècles.

### Troisième phase.

Du moins les droits de l'Abbaye sur les Eglises de Monthey et de Trois Torrents paraissent-ils solidement établis. Les déclarations si explicites de la Nonciature et de l'évêque de Sion ne peuvent faire de doute pour personne.

Les actes de visites des évêques attestent d'une manière formelle le droit de *collation* en faveur de l'Abbé de St-Maurice sur ces deux Eglises. En 1623, l'acte de visite de Mgr Hildebrand Jodoc le reconnaît explicitement pour l'Eglise de Trois Torrents (1).

En 1722, l'évêque Franç.-Jos. Supersaxo l'affirme de même (2).

En 1725, un groupe d'habitants de Trois Torrents prétendent qu'étant données certaines fondations faites en faveur du Bénéfice paroissial par des particuliers, l'Eglise de Trois Torrents ne doit plus être considérée comme *Régulière* et dépendante de l'Abbaye et que, dès lors, le Curé doit être séculier et non régulier.

L'affaire est soumise à l'évêque. Mgr Fr.-Jos. Supersaxo « examine soigneusement la question avec les dignitaires

---

(1) « Actus visitationis R.mi in Christo Patris Ill.mi et Cels.mi D.D.ni Hildeprandi Jodoci... circa Ecclesiam parochialem Trium Torrentium sub titulo S. Mariæ Magdalenæ fundatam *ex Collatione* R. D. Abbatis S. Mauritii dependentem, factam die 15 junii anno Domini 1623 ».

Archives de l'Abbaye, *orig.*, avec sceau de l'évêque.

(2) « Actus visitationis Ill.mi et R.mi D.D.ni Francisci Josephi Supersaxo in et circa Ecclesiam Trium Torrentium sub titulo et patrocinio S. Mariæ Magdalenæ fundatam *ex collatione* R.mi D.ni Abbatis S. Mauritii ». Archives de l'Abbaye, *orig.* avec sceau.

et les Chanoines de son Chapitre et porte une sentence solennelle, déclarant qu'à la teneur des droits de l'Abbaye, il lui reconnaît celui de Patronage et de Collation de l'Eglise de Trois Torrents, ainsi que le titre de Régulière que possède et doit posséder cette Eglise, avec le droit pour l'Abbé et son Chapitre, comme Patron et Collateur, de conférer cette Eglise ou cette Cure à un prêtre régulier ou séculier, à leur libre volonté...» (1).

Cette sentence de l'évêque de Sion dans une affaire qui l'intéresse spécialement, confirme de la manière la plus solennelle les droits de l'Abbaye sur l'Eglise de Trois Torrents.

En 1739, l'évêque reconnaît également ce droit de collation à l'Abbaye dans l'acte de visite de l'Eglise de Monthey (2).

Dans la visite faite à Trois Torrents, en cette même

---

(1) « Nos Franciscus Josephus Supersaxo... visis de jure videndis et inspectis... Nos prælibatus Epus et Judex Ordinarius sumpto maturo consilio et deliberatione Perill.morum Dignitatum et Canonicorum Cathedralis Ecclesiæ Sedunensis... una Nobis suffragio et voto concordantium, sedentes pro tribunali, Dei nomine prius invocato, ad neutram declinantes partem, verum justo juris tramite procedentes, harum serie sententiam nostram tulimus, ferimus et sententiamus actores in omnibus et per omnia tum in principali tum in accessorio victum victori in expensis condemnantes.... Relevantes dictam Regalem Abbatiam tenore jurium et ita eidem Abbatiae recognoscentes debitum jus Patronatus et Collationis Ecclesiæ Trium Torrentium eamque Ecclesiam regularem esse et debere, cum libera R. D.no Abbati ac ejusdem Capitulo S. Mauritiî uti Patrono et Collatori pro bono eorum arbitrio et voluntate illam Ecclesiam seu curam Trium Torrentium conferendi sacerdoti idoneo, sive sit regularis seu sæcularis, facta præsentatione, ab Ordinario instituendo. Lata et publicata hæc sententia Seduni in Castro episcopali Majoriæ, die 9 octobris 1725 sub sigillo et signatione nostris.

Sig. Franc.-Jos., Epus Sedun.

Archives de l'Abbaye, Orig. avec sceau pendant.

(2) « Actus Visitationis in et circa Ecclesiam parochialem Montheoli sub titulo Sanctissimæ Trinitatis et S. Desiderii funda-

année 1739, Mgr Blatter affirme à nouveau le droit de collation que possède l'Abbaye sur cette Eglise (1).

En date du 1<sup>er</sup> février 1748, le même évêque de Sion demande à l'Abbé Claret de vouloir bien faire rentrer au Couvent le Curé de Trois Torrents qui, dit-il, ne peut plus, vu son âge et ses infirmités, remplir ses fonctions à la satisfaction des fidèles (2).

L'Abbé de St-Maurice accède au désir de l'évêque et nomme Curé de Trois Torrents le Chanoine Michelet auquel Mgr Blatter confère l'institution canonique par acte officiel du 14 fév. 1748, reconnaissant à l'Abbé et à son vénérable Chapitre *le droit de collation...* » (3).

Toutes ces déclarations, ces sentences et ces actes de visites des évêques de Sion prouvent, semble-t-il, avec la plus manifeste évidence le droit de *collation* que possède

---

tam *ex collatione* inclytæ Abbatiae agaunensis dependentem, factus diebus 17 et 18 Aug. 1739. Sig. Joan-Jos. Blatter.

Archives de l'Abbaye, *Acte notarié*.

(1) « Actus Visitationis in et circa Ecclesiam parochialem Trium Torrentium sub titulo et patrocinio S. Mariæ Magdalenæ fundatam *ex collatione* inclytæ Abbatiae Agaun. dependentem, cujus curam gerit Reverendus D. Joan.-Jos. Claret, presbyter sub Regula sancti Augustini, canonicus regularis S. Mauritii, factus die 29 mensis augusti anni 1739. — Archives de l'Abbaye, *Nov. Sum.*

(2) « ...expecto resignationem ejus quam facere recusat modo, unde crederem optimum esse remedium si Reverendissima Dominatio tua illum revocet... ac in Abbatia detineat... nam vere ob defectum dentium et senium non quadrat ulterius pro tali cura... »

Seduni prima februarii 1748. Sig. Joan.-Jos., Epus Sedun.

Archives de l'Abbaye, *Nov. Sum.*

(3) « ...te præfatum legitime a Rmo D.no Abbate et ejus Ven. Capitulo ad quem vel ad quod *Collatio* pertinet præsentatum... parochum dictæ ecclesiæ Trium Torrentium instituimus. »

Seduni ex Castro Nostro ep.ali Majoriæ.

Die 14 februarii anni 1748. Sig. Joan.-Jos., Epus Sedun.

Archives de l'Abbaye, *Nov. Sum.*

l'Abbaye sur les Eglises de Monthey et de Trois Torrents, ainsi que celui de nommer, à son gré, pour ces deux Eglises des Curés réguliers ou séculiers.

Malgré cette affirmation renouvelée des droits de l'Abbaye, les évêques de Sion ne tardent pas à la dépouiller :

1° de l'Eglise de Monthey.

En 1752, à la mort de M. l'abbé Défago que Monseigneur de Sion, par faveur sollicitée pour cette unique fois et obtenue de l'Abbaye (1), en 1706, avait choisi et nommé curé de la nouvelle paroisse de Monthey, l'Abbé de St-Maurice, usant de son droit de collation, se dispose à nommer le successeur de M. Défago.

Les habitants de Monthey, l'évêque de Sion et son Chapitre font opposition et attaquent violemment l'union subjective de l'Eglise de Monthey au Monastère de St-Maurice et sa *Régularité* tant de fois et si clairement reconnue, pourtant, par les documents les plus officiels émanés de l'évêché et de la Nonciature.

L'affaire est portée par l'évêque de Sion devant le Tribunal du Nonce, en 1753. Celui-ci déclare et affirme, par une sentence définitive, que la paroisse de Monthey a été et est *régulière* en tant que parfaitement et subjectivement unie à l'Abbaye de St-Maurice et que l'Abbaye et les Abbés ont possédé et possèdent sur cette Eglise tous les droits que le Monastère et les Chanoines Réguliers peuvent exercer sur les Eglises et les paroisses qui leur sont subjectivement unies.

Mais, après avoir officiellement et solennellement reconnu la *Régularité* de cette Eglise et le droit de l'Abbaye d'y nommer des curés réguliers ou séculiers, le Nonce

---

(1) « ...Pro hac vice dumtaxat pro bono pacis de expressa licentia et consensu Reverendissimi Domini Abbatis Agaun, et sui Venerabilis Capituli... et nomine præfatæ Abbatiae... » — Archives de l'Abbaye, *Nov. Sum.*



déclare et décrète dans la seconde partie du même décret que désormais l'Abbaye et les Abbés de St-Maurice n'ont plus le droit de choisir, de nommer et moins encore de présenter comme curés de Monthey des prêtres réguliers; mais ils sont tenus et obligés de nommer toujours et de présenter à l'évêque de Sion pour curés de Monthey des prêtres séculiers qui recevront l'institution de l'évêque de Sion et ne devront plus porter ni l'habit ni aucun insigne des Chanoines Réguliers.

Pour renforcer encore la teneur de ce décret, le Nonce ajoute que l'évêque de Sion ne pourra conférer l'institution canonique qu'à des curés séculiers, à l'exclusion formelle de tout curé régulier, si jamais il prenait envie à l'Abbaye d'en présenter un, en dehors du cas de nécessité et pour une fois seulement (1).

Comment expliquer que, dans un même décret, le

---

(1) « Christi invocato nomine pro tribunali sedentes... per hanc nostram definitivam sententiam quam de jurisperitorum consilio in his scriptis ferimus in causa et causis... de et super Regularitate vel secularitate Parochiæ Montheoli de qua agitur, nec non de et super facultate quam R. mus Abbas ac ejus Abbatia pretendit habere, tum vigore subjectivæ unionis, tum ex privilegio Ordinis sui, tum prætensorum decretorum S. Nunciaturæ, episcoporum sedunensium ac S. Congregationis Concilii, deputandi et eligendi pro parochis dictæ parochiæ Montheoli sacerdotes sæculares vel regulares uti expediens videbitur, ut ex actis rebusque aliis in processu deductis. Dicimus, pronunciamus, decernimus, declaramus et definitive sententiamus *parochiam Montheoli de qua agitur, fuisse et esse regularem, uti perfecte et subjective unitam Abbatiae S. Mauriti Agauni et Abbatiae ac Abbatibus super ea competuisse et modo etiam competere omnia et singula jura quæ Monasterium et Canonici regulares exercere possunt super ecclesiis et parochiis sibi subjective unitis*, quæ tamen usque ad hæc tempora quasi possedit, nec per legitimam præscriptionem aut longævum non usum amisit et non alia prout eadem jura mox memorata et non alia eidem Abbatiae sive Monasterio ejusque pro tempore Abbatibus competere tenore præsentium decernimus et declaramus et pro decreto et declarato haberi volumus et mandamus : *non competuisse tamen amplius nec competere eidem Abbatiae*,

Nonce apostolique reconnaisse pleinement, d'une part, l'union subjective et la *Régularité* de l'Eglise de Monthey et que, d'autre part, il enlève d'un trait de plume à l'Abbaye, et pour toujours, ses droits sur cette Eglise ?

Nous déclarons ne rien comprendre à cette sentence que nous nous contentons d'enregistrer non sans douleur.

L'Abbaye essaye de recourir. La cause est proposée en séance de la Rote, le 18 avril 1755. Les avis étant partagés, aucune solution n'est donnée. Dans les deux séances du 6 juin 1755 et du 5 avril 1756, les conclusions de la Rote sont défavorables à l'Abbaye de St-Maurice. L'Abbé n'ayant pas interjeté appel à temps, l'affaire est déclarée jugée.

Mais comme cette question n'avait été proposée formellement que deux fois et qu'il n'y avait eu qu'une sentence, alors que, généralement une cause n'est censée

---

*nec pro tempore Abbatibus Patronis ut supradictæ Parochiæ Montheoli jus et facultatem eligendi et nominandi, multoque minus presentandi ad dictam Parochiam sacerdotes regulares, etiam quando eis hoc expediens videbitur sed teneri et obligatos esse nominare semper et presentare R.mo D. Epo Sedunensi pro Parochis sacerdotes sæculares qui ab eodem Epo instituti, nec habitum, nec ullum signum Canonorum Regularium gestare teneantur... ad quæ, R.mis vero Epis Sedunensibus decernimus et declaramus jus competiisse et competere institutionis Parochi sæcularis tantum, rejecto semper Parocho regulari, si per Abbatiam presentari contingeret, dummodo non agatur de casu necessitatis, et ultra consensum Epi interveniat etiam consensus parochianorum Montheolentium, quo in casu debeat admitti institutio concipienda cum clausula sine præjudicio jurium parochiæ et pro ea vice tantum et non alias...*

Lata, data et in scriptis publica fuit supradicta sententia per Excell.mum et R.mum D. D. Philippum Acciaivoli Archiepum Petrarum et Nuntium apostolicum ac per me infra scriptum lecta et publica in Cancellaria S. Nunciaturæ Lucernæ, die 25 aug. 1753, præsentibus testibus Jodoco Anderfinger et Andrea Hefflinger expresse vocatis.

Ita est : Canonicus Joseph Castoreo, proth. apostolicus et S. Nunt. Helvetiæ Cancellarius.

Archives de l'Abbaye, *Juridiction spirituelle sur Monthey*.

pleinement discutée qu'après cinq instances et trois sentences éditales uniformes, suivies d'une quatrième émanée du juge qui affirme qu'il conste des trois précédentes — *constito de tribus* — l'Abbaye recourt encore une fois.

Le Tribunal de la Rote, en séance du 4 mars 1757, se contente d'émettre une nouvelle mais unique sentence, défavorable encore et communiquée à l'Abbaye en date du 18 avril 1757 (1).

### Conclusion.

C'était fait. L'Abbaye venait de perdre définitivement l'Eglise de Monthey, reconnue *régulière* et de la *collation* de l'Abbaye dans les termes les plus formels et les plus clairs, à maintes reprises, soit par les déclarations explicites et les actes de visites de plusieurs évêques de Sion, soit par les décisions de la Nonciature (2).

---

(1) Archives de l'Abbaye, voir *Dossier du procès*.

(2) Cette surprenante décision s'explique peut-être par l'influence qu'exerça, à ce moment-là, la publication de la Bulle « *Quod inscrutabili* ». Dans cette Bulle du 9 juillet 1745, Benoît XIV enlevait aux Chanoines Réguliers de Latran et du Saint Sauveur le droit de posséder, à moins d'un indult, des Bénéfices séculiers.

Sans faire partie de la Congrégation de Latran, l'Abbaye avait une certaine affiliation avec elle. On paraît avoir habilement exploité cette circonstance contre l'Abbaye à partir de 1748, en suscitant un mouvement qui devait aboutir au résultat souhaité par les évêques de Sion.

Evidemment, la Bulle de Benoît XIV n'interdisait aux Chanoines de Latran que les bénéfices séculiers ; ceux de l'Abbaye, étant réguliers, échappaient aux conséquences du Décret pontifical.

Mais l'habileté des adversaires de l'Abbaye fut d'infirmier ses droits, en essayant d'établir que l'union subjective de ce bénéfice ne pouvait pas être prouvée. On usa de tous les moyens, oubliant l'échange fait en 1263 avec le Prieuré de Lutry, les longues années de possession tranquille et surtout les déclarations de *Régularité* des Bénéfices en question, faites à maintes reprises par les évêques de Sion, comme l'attestent les documents que nous produisons dans ce chapitre.

2° *L'Eglise de Trois Torrents.*

Cependant, à la nouvelle de la sentence prononcée par la Nonciature et confirmée par le Tribunal de la Rote dans l'affaire de Monthey, un mouvement se produit à Trois Torrents.

L'évêque de Sion qui, aussitôt après avoir envoyé au Nonce les solennelles déclarations du 16 juillet 1720 en faveur de l'Abbaye, avait encouragé déjà, secrètement, certaines démarches faites en septembre 1720 contre l'Abbaye, profite de ce mouvement.

L'affaire est portée de nouveau devant la Rote qui, fidèle aux principes posés dans la sentence relative à l'Eglise de Monthey, déclare par les décisions du 10 janvier 1757, du 17 février 1758 et du 1<sup>er</sup> juin 1761, que l'Eglise de Trois Torrents ne doit plus être considérée comme *Régulière* et que, dès lors, l'Abbaye n'a le droit d'y nommer que des prêtres séculiers (1).

L'Abbaye tente un recours. Mais les ressources lui manquent. Les deux procès qu'elle vient de soutenir l'ont épuisée. Elle déclare donc par un acte authentique du Chapitre, daté du 10 décembre 1764, qu'elle renonce à poursuivre l'affaire devant le Tribunal de la Rote (2).

**Conclusion.**

La paroisse de Trois Torrents, reconnue Régulière solennellement par des sentences de l'évêque de Sion et de la Nonciature, déclarée telle par Monseigneur Blatter aux dernières visites épiscopales et à l'occasion de l'institution des curés jusqu'en 1748, comme nous l'avons vu plus haut, est donc, à la suite de celle de Monthey, enlevée à l'Abbaye de St-Maurice en 1761.

---

(1) Archives de l'Abbaye, *Dossier du procès*.

(2) Voir Archives de l'Abbaye, *Procura Renunciationis Abbatiss et Capituli Agaunensis*.

La sécularisation complète de ces deux Eglises constitue, pour l'Abbaye, une amputation d'autant plus sensible que ces deux paroisses étaient, avec celle de Bagnes, les grandes paroisses Régulières de l'Abbaye.

Nous nous abstenons de tout commentaire. Les faits parlent d'eux-mêmes.

### Troisième amputation.

Outre-Rhône (Collonges) et Evionnaz.

Cette amputation est la conséquence logique de la première. L'Eglise de S. Sigismond à St-Maurice ayant été soustraite, comme nous l'avons dit plus haut, à la juridiction spirituelle de l'Abbaye par le traité de 1215, les deux paroisses d'Outre-Rhône et d'Evionnaz détachées de celle de S. Sigismond au XVIII<sup>e</sup> et au XIX<sup>e</sup> siècle, furent, à l'instar de l'Eglise dont elles se séparaient, placées sous la juridiction de l'évêque de Sion. *La Collation* des dits Bénéfices fut réservée à l'Abbaye de St-Maurice, mais l'institution canonique des Chanoines-Curés appartint dès lors à l'Ordinaire de Sion.

C'était une injustice. Car les habitants de ces deux nouvelles paroisses ne se détachaient pas seulement de la paroisse de S. Sigismond, mais de celle de l'Abbaye, puisqu'ils étaient également paroissiens de l'Eglise des Martyrs à toutes les fêtes de l'année, comme nous l'avons établi précédemment.

L'Eglise de l'Abbaye, comme mère de S. Sigismond et des paroisses détachées, avait plus de droit à faire valoir sur ces nouvelles paroisses que l'évêché de Sion. Il eût donc été logique que les nouvelles paroisses fussent attribuées à la juridiction spirituelle de l'Abbaye.

### Conclusion.

La perte de la juridiction spirituelle sur la paroisse de S. Sigismond à St-Maurice au XIII<sup>e</sup> siècle, entraîne donc la perte de cette même juridiction sur les paroisses d'Outre-Rhône et d'Evionnaz au XVIII<sup>e</sup> et au XIX<sup>e</sup> siècle.

### Quatrième amputation.

#### Gryon.

On a vu qu'à l'époque de la Réformation, la Chapelle de Gryon avait suivi le sort de la contrée qui avait passé au protestantisme. Gryon s'était laissé incorporer à la paroisse de Bex.

Lorsque, au XIX<sup>e</sup> siècle, le culte catholique fut rétabli à Bex, cette paroisse engloba la région de Gryon. Bex étant de la juridiction de l'évêque de Sion, Gryon passa, de ce fait, sous la juridiction de Sion et l'Abbaye se trouva dépouillée de ses droits. Telle est, actuellement, la situation.

L'Abbaye n'a plus aucune juridiction sur Gryon, bien que cette Chapelle figure dans ses Constitutions comme lui étant unie.

### Cinquième amputation.

#### Vérossaz.

La sentence de la S. Congrégation du Concile, du 24 août 1844, expressément approuvée et confirmée par le Souverain Pontife, le 27 du même mois 1844, avait formellement attribué la paroisse de Vérossaz avec la *Cura habituali* à l'Abbé-évêque de St-Maurice (1).

L'évêque de Sion était donc débouté de ses prétentions sur cette Eglise.

La décision de Rome fut communiquée aux deux parties intéressées. Mais, l'évêque de Sion, refusant d'accepter cette sentence, menaça l'Abbé-évêque de St-Maurice d'un recours, en vue duquel il fit une première démarche à Rome.

En cette année 1844, le Valais était en plein dans les graves troubles politiques qui divisèrent profondément le pays. Craignant que la reprise de ce procès ne fournit un nouvel aliment aux passions politiques et re-

---

(1) Voir pages 38 et 39.

doutant également les frais d'une nouvelle procédure, l'Abbé-évêque de St-Maurice accepta, comme toujours, *pro bono pacis*, d'entrer en pourparlers avec l'évêque de Sion.

Ce dernier, après diverses tractations, provoqua, en son palais épiscopal à Sion, une dernière séance à laquelle prirent part, d'un côté, l'évêque avec son Chanoine théologal et trois représentants du V. Chapitre de Sion et, d'autre part, l'Abbé de St-Maurice, évêque titulaire de Bethléem (1), avec le Prieur et le Vicaire général de l'Abbaye.

On y élaborà, le 16 septembre 1845, une Convention conçue en ces termes : « Dans le but de mettre fin au procès sur l'érection d'un Bénéfice à Vérossaz, dont il y a déjà sentence de la S. Congrégation du S. Concile, en date du 24 août 1844, contre l'évêque de Sion et demande en revision de la part de celui-ci de la dite sentence, avons fait et faisons la Convention qui suit :

*Art. 1<sup>er</sup>. — La juridiction spirituelle ordinaire sur le territoire et la Chapelle ou Eglise de Vérossaz appartiendra, dès le moment où la présente Convention passera en force, à l'évêque de Sion (2). Cependant le Révérendissime Abbé de St-Maurice, évêque de Bethléem, aura le droit d'y célébrer pontificalement, d'approuver les prêtres et de leur donner la juridiction pour entendre les confessions dans cette commune ou paroisse.*

*Art. 2. — Le nouveau Bénéfice, Rectorat ou paroisse, qui sera érigé, sera Bénéfice régulier de la Royale Abbaye de St-Maurice d'Agaune, qui en aura la provision,*

---

(1) L'Abbé de St-Maurice, élevé à la dignité d'évêque titulaire de Bethléem en 1840, par le Bref de Grégoire XVI, fait partie depuis lors de la Conférence de l'épiscopat suisse.

(2) C'est nous qui soulignons les différents textes de cette Convention.



nomination ou présentation, selon ses statuts et à son gré, et l'institution canonique appartiendra à l'évêque de Sion.

*Art. 3.* — Le Bénéfice qui sera érigé à Evionnaz, sera pareillement Régulier en faveur de la Royale Ablaye de St-Maurice d'Agaune qui en aura la provision, etc., à l'instar de celui de Vérossaz, et l'évêque de Sion, l'institution canonique. L'évêque de Sion ne mettra aucune entrave à l'érection de ces deux Bénéfices.

*Art. 4.* — Chaque partie gardera ses frais, à l'exception de ceux de la sentence qui seront partagés par moitié.

*Art. 5.* — La prédite sentence du 24 août 1844 n'aura aucun effet.

Ainsi fait, convenu et arrêté à Sion, Palais épiscopal, l'an et jour que dessus, et signé à double (1).

Signés : PIERRE-JOSEPH,  
évêque de Sion.

P. ANT. DE PREUX,  
grand-doyen.

ANT. BERCHTOLD,  
doyen de Valère.

FR. MAURICE MACHOUD,  
chn. official.

MAURICE-SAMUEL DUMOULIN,  
chn. théologal.

ETIENNE, Abbé de St-Maurice,  
évêque tit. de Bethléem.

PIERRE CHERVAZ,  
vicaire général et official.

Chanoine BLANC,  
Prieur.

Peu de temps après, la Convention ressortait son plein effet. Les Constitutions de l'Abbaye renferment, en effet, au chapitre XXIII, ces mots : *Ecclesiæ Abbatiae unitæ, sed cum institutione Episcopi Sedunensis* :

« Ecclesia S. Margaritæ de Verossaz, in qua jus pontificalium habet Abbas, et suis Canonicis et cuivis Sacerdoti jurisdictionem concedere potest... »

Ainsi donc, à la teneur de cette Convention, l'Abbé-évêque de St-Maurice cédait à l'évêque de Sion ce que la S. Congrégation du Concile venait de lui accorder l'année

---

(1) Archives de l'Abbaye, *Juridiction spirituelle sur Vérossaz*.

précédente. Une fois encore, l'évêque de Sion triomphait. La tactique adoptée par ses prédécesseurs à travers les siècles, obtenait un succès complet en plein XIX<sup>e</sup> siècle.

L'incident ou mieux les incidents soulevés produisaient l'effet habituel ; le dépouillement de l'Abbaye en faveur de l'évêque de Sion.

Cette étrange Convention est précieuse par la lumière qu'elle projette sur l'inconcevable désinvolture avec laquelle les évêques de Sion et certains Abbés de St-Maurice, poussés à bout, concevaient le pouvoir suprême du Pontife romain.

Sans se soucier des droits du Pape, ils fixent eux-mêmes les limites de leur juridiction spirituelle. Bien plus, ils ne se font aucun scrupule, comme le prouve l'article 5<sup>me</sup> de la présente Convention, de déclarer nulle et sans effet la sentence émanée de Rome, approuvée et confirmée par le Souverain Pontife, l'année précédente.

Cette Convention ne fait pas davantage l'éloge des connaissances en Droit canonique de ceux qui la signèrent. L'Eglise de Vérossaz est assurément l'unique territoire au monde où deux juridictions prétendent déployer leurs effets.

L'évêque de Sion et l'Abbé-évêque de St-Maurice y possèdent tous deux le droit de baldaquin ; tous deux peuvent approuver les prêtres et accorder le droit d'entendre les confessions. Tel est le régime sous lequel nous vivons depuis 1845.

L'Abbé-évêque de St-Maurice continue, comme l'évêque de Sion, à accorder la juridiction à tout prêtre qu'il lui plaît d'envoyer dans cette paroisse pour y exercer le saint ministère.

Cette Convention n'ayant pas été sounise à Rome qui, certes, n'eut jamais approuvé pareille dérogation aux lois de l'Eglise, l'Abbaye de St-Maurice estime posséder, seule, le droit de juridiction sur cette paroisse. L'usage qu'elle fait de ce droit, aujourd'hui encore, en

accordant, par exemple, aux prêtres qu'elle y envoie, l'autorisation d'entendre les confessions, empêche toute prescription en faveur de l'évêque de Sion (1).

### **Conclusion.**

L'Abbaye revendique donc sur cette paroisse la juridiction que Rome lui avait accordée pleine et entière. Il nous semble, en effet, qu'en toute justice l'Abbé-évêque de St-Maurice doit être maintenu et rétabli dans tous ses droits de juridiction spirituelle sur cette Eglise de Vérossaz, à l'exclusion de toute autre Autorité.

---

(1) Il ne nous appartient pas de discuter ici la validité des dispenses accordées par l'évêque de Sion, alors que Rome n'a reconnu la juridiction spirituelle qu'à l'Abbé-évêque de St-Maurice.

---

## V.

# Situation spéciale de la paroisse de S. Sigismond à St-Maurice

---

Au nombre des paroisses dont l'évêque de Sion a acquis la juridiction spirituelle, au détriment des droits de l'Abbaye de St-Maurice, figure, comme nous l'avons dit (1), celle de S. Sigismond à St-Maurice. La situation canonique de cette Eglise qui partage avec celle de l'Abbaye le titre de paroissiale de St-Maurice, exige une étude spéciale.

Il paraît étrange, en effet, que cette paroisse située dans la petite ville de St-Maurice, qui doit tout son développement à l'Abbaye, ne soit plus qu'à certains jours de l'année sous la juridiction de l'Abbé-évêque de St-Maurice.

La question de droit que soulève cette situation anormale et dont la solution nous paraît s'imposer exige un bref exposé historique.

L'Eglise de S. Sigismond ne fut, à l'origine, qu'une Chapelle dédiée à S. Jean l'Evangéliste et construite, selon toute probabilité, par S. Sigismond en même temps que la Basilique des Martyrs (2).

---

(1) Voir page 50, première amputation.

(2) Après avoir discuté un texte de Grégoire de Tours, *Historia Francorum*, III, 5, où il est fait mention des Basiliques, *Basilicis*, construites par S. Sigismond à Agaune (St-Maurice), Mgr Besson

C'est dans cette Chapelle que furent déposés, vers 536, les restes de S. Sigismond et de ses enfants, massacrés près d'Orléans et jetés dans un puits d'où les fit sortir, pour les ramener à St-Maurice, un Abbé du Monastère d'Agaune du nom de S. Vénérand (1).

Cette Eglise ou Chapelle faisait évidemment partie, comme dit le texte de la *Passio S. Sigismundi* du Monastère d'Agaune (2). Elle lui fut plus unie que jamais, le jour où elle devint le lieu de sépulture du saint Roi qui allait être appelé le Fondateur du Monastère et son plus illustre Bienfaiteur.

---

conclut « qu'il reste très probable que Sigismond fit construire ou du moins très considérablement restaurer les deux Eglises, celle des Saints Martyrs et celle de S. Jean. Ainsi, le pluriel de Grégoire de Tours, *Basilicis*, n'offre plus de difficultés ». *Monasterium Acaunense*, p. 133-134.

(1) Le saint Abbé est averti par un ange de vouloir bien rapprocher du lieu de sépulture des soldats thébéens, les corps de S. Sigismond et de ses fils, puisque, dit-il, leurs âmes sont unies dans le ciel... sanctus ac Venerabilis Venerandus Monasterii Sanctorum Agaunentium Abba per angelum in visu admonitus est ut sacra Corpora, sicut animæ eorum in cælestibus sanctæ Legioni erant conjunctæ, ita et in eo loco sepulturæ sociarentur... On sort donc les corps du puits, on les transporte à St-Maurice, et là, au milieu des chants des Moines, on leur donne une très digne sépulture dans l'église du bienheureux apôtre et évangéliste Jean... Tunc cum magna admiratione sancta corpora de puteo abstracta cum psallentium choris Agauni Monasterio in aeclesia quæ est in honore beatissimi Johannis apostoli et evangelistæ, dignissimæ sepulturæ tradiderunt... *Passio S. Sigismundi*, voir le texte dans *Monasterium acaunense*, p. 134 et suiv.

(2) « Ce passage (de la *Passio*), dit Mgr Besson, nous apprend explicitement que l'Eglise S. Jean faisait alors partie du Monastère, c'est-à-dire qu'elle se trouvait dans son enceinte. D'autre part, à une époque où les grands personnages avaient si souvent leur sépulture dans les églises fondées ou même simplement enrichies par eux, on ne s'expliquerait pas pourquoi Sigismond aurait été enterré ailleurs que dans la Basilique des Saints Martyrs, si S. Jean, lui aussi, n'avait été bâti par ses soins ». *Monast. acaun.*, p. 134.

La Chapelle prit dès lors le nom de Chapelle ou Eglise S. Sigismond. Les évêques de Sion, devenus princes temporels du Valais et seigneurs de la moitié de St-Maurice, demandèrent à l'Abbé du Monastère, pour eux-mêmes et pour leur Chapelain, choisi parmi les religieux du Couvent (1), l'autorisation de célébrer la sainte Messe dans la dite Eglise de S. Sigismond, voisine de la maison du Chapelain qui devenait la demeure du Prince-évêque quand les affaires de son gouvernement temporel l'appelaient à St-Maurice.

Mais les évêques ne tardèrent pas à s'attribuer la juridiction spirituelle exclusive de la Chapelle de S. Sigismond. Les Abbés de St-Maurice protestèrent. Il en résulta un conflit qui dura de nombreuses années (2)

Pour mettre un terme à ce différend et rentrer en possession de l'Eglise S. Sigismond, qui était son bien, l'Abbé de St-Maurice dut consentir un sacrifice. Par une convention signée en 1163, l'évêque de Sion renonçait à perpétuité en faveur du dit Monastère d'Agaune

---

(1) Dans l'acte de 1163, par lequel Amédée, évêque de Sion, cède l'Eglise de S. Sigismond à l'Abbaye de St-Maurice, en échange de l'Eglise de Nendaz que lui donne l'Abbaye, il est dit que la chapellenie est de l'*institution* de l'Abbé... « Retinui, dit l'évêque, ut si capellanus a Dno Abbate ibidem *institutus*, minus idoneus Dno Sedun. episcopo visus fuerit, pro velle Dni Sedun. Dnus Abbas eum permutet... » Archives de Valère à Sion, acte reproduit dans les *Mémoires et Documents* de la Société d'Histoire de la Suisse romande, T. XVIII, p. 363-364.

(2) « ...Notum sit igitur omnibus Christi fidelibus quod Ecclesia Sedunensis et Agaunensis *post controversiam* super Ecclesia beati Sigismundi inter eas *diucius habitam*, eo bono usu quo antiquitus confederata fuerant, convenerunt et insuper hinc et inde utriusque ecclesiæ tam Sedun. quam Agaun. clero assensum præbente, talem inter se ecclesiarum permutacionem fecerunt... » Archives de Valère, *ut supra*.

à l'Eglise de S. Sigismond, aux dimes, offrandes et revenus afférant à ce Bénéfice (1).

1163  
L'Abbaye donnait, en retour de cette cession, ou mieux de cette restitution, l'Eglise de Nendaz et un grand nombre de dimes à Brignon, Bar et Clèbes (2).

La controverse suscitée par l'évêque de Sion avait donc abouti au résultat habituel. L'évêque y gagnait l'Eglise de Nendaz et l'Abbaye rentrait simplement en possession d'une Eglise qui était à elle dès l'origine.

La Bulle d'Alexandre III, en 1178, consacrait à l'Abbaye la juridiction spirituelle sur l'Eglise ou Chapelle de S. Sigismond. Après avoir confirmé, en effet, toutes les donations faites à l'Eglise de S. Maurice, le Pape ajoute : « Parmi ces possessions, Nous avons jugé bon de désigner en propres termes les suivantes : le lieu lui-même où est construite l'Eglise de S. Maurice avec toutes ses appartenances, l'Eglise de S. Sigismond, l'Eglise de S. Laurent, de Ste Marie et l'Hôpital S. Jacques

---

(1) « ...Ego siquidem A., (Amedeus) Sedun. episcopus, ecclesiam beati Sigismundi, que ad mensam pertinebat episcopalem, cum omnibus appendiciis suis, tam decimis quam oblacionibus, ceterisque redditibus, exceptis his que militibus feudata fuerant, ecclesie Agaun. suisque servitoribus perpetuo habendam concessi et donavi... »

L'évêque se réservait toutefois, 1<sup>o</sup> ce qu'il appelle *le droit épiscopal du Prince-évêque*, c'est-à-dire la « christianitatem et hospitalitatem » à savoir : le droit de logement dans la maison du Chapelain, le feu, les porreaux, les légumes et les chandelles ; 2<sup>o</sup> le droit de demander à l'Abbé de St-Maurice le changement du Chapelain, s'il ne lui plaisait pas. — *Ibid.*, p. 164.

(2) « ...E contra vero Dnus Abbas Agaun. ecclesiam de Nenda cum suis appendiciis michi A. Sedun. episcopo meisque omnibus successoribus perhenni jure habendam donavit. Ad hec etiam donavit nobis decimam grani quam consueverant ei reddere ville quedam hinc inde Rodano adjacentes, ex una parte Rodani Nenda, Brignons, Bars, Cloibi et ex altera parte Conteiz et Vertro.., *Ibid.*, ut supra.



qui se trouvent dans la ville même de St-Maurice...» (1)

Les papes Clément III, en 1189, Célestin III, en 1196, énumèrent également comme appartenant à l'Abbaye de St-Maurice, *l'Eglise de S. Sigismond*, celle de S. Laurent, etc. (2).

L'Eglise de S. Sigismond, à cause de son union avec l'Eglise des Martyrs dont elle était contemporaine, figure dans toutes les Bulles au premier rang des Eglises appartenant à l'Abbaye de St-Maurice.

La controverse apaisée par le traité de 1163, ne tarda pas à renaître. En 1215, elle est si vive que l'Abbaye, comme nous l'avons dit plus haut, doit céder la juridiction sur sept de ses principales Eglises dont *celle de S. Sigismond* (3).

Donc, quarante ans après avoir cédé l'Eglise de Nendaz pour reconquérir celle de S. Sigismond, l'Abbaye, grâce à la nouvelle controverse suscitée par l'évêque, perdait, pour la seconde fois, la juridiction spirituelle sur l'Eglise de S. Sigismond.

La Bulle d'Alexandre IV, adressée en 1259 à l'Abbé et à ses Frères, ne reconnaît point ce transfert de juridiction. Elle donne en termes formels au Monastère d'Agaune, non seulement l'Eglise de S. Maurice ou des Martyrs, mais encore celles de *S. Sigismond*, de S. Laurent, etc., avec tout ce qui leur appartient, dimes, revenus,

---

(1) ...In quibus hæc propriis duximus exprimenda vocabulis : locum ipsum in quo præfata Ecclesia constructa est cum omnibus pertinentiis suis, *Ecclesiam Sancti Sigismundi* et Ecclesiam Sancti Laurentii, Sanctæ Mariæ et Hospitale S. Jacobi quæ in villa ejusdem Sancti Mauricii sitæ sunt *cum omnibus ad easdem Ecclesias pertinentibus*. Archives de l'Abbaye, *Bulle d'Alexandre III*, citée plus haut.

(2) Voir Archives de l'Abbaye, *Privilèges des Papes*. Le texte de ces Bulles est identique à celui de la Bulle d'Alexandre III.

(3) Voir pages 50 et suivantes.

terres, vignes, prés, cours d'eau, bois, pâturages que vous possédez, dit le Pape, sur le territoire de la dite ville de St-Maurice (1).

Malgré ces déclarations si explicites, la Bulle n'eut aucun effet et ne réussit pas à modifier l'état de choses créé par le traité de 1215. La convention conclue entre l'évêque de Sion et l'Abbé d'Agaune continua à produire tous ses effets contre la Bulle du Souverain Pontife.

Toutefois, l'Eglise de l'Abbaye ne cessa pas d'être paroissiale pour les fidèles de St-Maurice. Elle fut seule à posséder les fonts baptismaux, les registres, l'étendard, le droit de procession sous l'unique étole de l'Abbé.

Au XIV<sup>e</sup> siècle, l'Abbé de St-Maurice, désireux de faciliter le ministère pastoral et de laisser plus de liberté aux Religieux dans l'Eglise de l'Abbaye, résolut d'utiliser l'Eglise de S. Sigismond comme filiale ou succursale de celle des Martyrs. Il décida d'y faire célébrer un office tous les dimanches. Mais l'Eglise de l'Abbaye, *reconnue église-mère*, conservait exclusivement les fonts baptismaux, l'étendard (2), etc., et demeurait seule paroissiale

---

(1) « ...Inprimis statuantes ut Ordo canonicus qui secundum Domini et beati Augustini Regulam in eadem Ecclesia institutus esse dignoscitur perpetuis ibidem temporibus observetur. Præterea quascumque possessiones, quæcumque bona eadem Ecclesia in præsentia juste et canonice possidet, aut in futurum concessione Pontificum, largitione Regum... poteritis adipisci firma vobis et vestris successoribus permaneant. In quibus hæc propriis duximus exprimenda vocabulis : locum ipsum in quo prædicta Ecclesia sita est cum omnibus pertinentiis suis, *Sancti Sigismundi*, Sanctæ Mariæ et S. Laurentii ecclesias sitas in villa Sancti Mauritii, Hospitale S. Jacobi loci ejusdem cum omnibus pertinentiis earundem : decimas, redditus, terras, vineas, prata, piscationes, aquarum decursus, pascua, usagia, nemora quæ in territorio dictæ villæ S. Mauritii obtinetis...

Archives de l'Abbaye, *Privilèges des Papes*, Bulle « Dilectis filiis ».

(2) C'est ce qui ressort très clairement d'un examen juridique fait à St-Maurice, le 25 février 1505, signé Jean de Prato, no-

pour toutes les fêtes de l'année : Noël, Nouvel-An, Annonciation, Pâques, Ascension, Pentecôte, Fête-Dieu, S. Jean-Baptiste, SS. Pierre et Paul, l'Assomption, S. Théodule, second patron du pays, Nativité de la Sainte Vierge, S. Maurice, premier patron du pays, Toussaint, Immaculée-Conception.

De plus, c'est sous l'étendard de l'Abbaye et sous l'étole de l'Abbé, premier curé, que continuaient à se faire toutes les processions générales et particulières, telles que celles de S. Georges et de S. Marc, celles de l'Invention et de l'Exaltation de la Ste Croix, les trois proces-

---

taire, où neuf témoins bourgeois, tant ecclésiastiques que séculiers, sont appelés à déposer dans la discussion relative à la délimitation de la juridiction sur laquelle l'Abbaye a le droit de percevoir la dîme.

Ils déclarent que *l'Eglise collégiale et conventuelle de l'Abbaye est paroissiale, mère et baptismale dans tout le district qui est entre les paroisses de Salvan, Massongex et Bex et que les deux Chapelles de Notre-Dame sous-le-Bourg et de S. Sigismond sont dépendantes et sujettes de la dite Eglise collégiale, et qu'on y célèbre les offices divins, mais sans étendard et sans y administrer le baptême.*

Cet examen fut de nouveau produit en 1623 devant l'évêque de Sion, et les Procureurs de la Bourgeoisie ne nièrent point dans leur réponse l'authenticité de cet examen.

Voir Archives de l'Abbaye, *Généralités de dîme*, Tiroir 17 et *Notes des anciens titres concernant la juridiction spirituelle*, Tiroir 71.

C'est également ce que reconnaîtront, en 1723, les paroissiens d'Outre-Rhône qui, dans l'acte même de fondation du Bénéfice, s'engageront « à venir deux fois par an à l'Eglise abbatiale de S. Maurice *comme à l'Eglise primitive et mère* de l'une et de l'autre (c'est-à-dire de S. Sigismond et d'Outre-Rhône), à l'occasion de la Fête de S. Maurice et le mercredi des Rogations, auxquels jours ils devront assister à la procession *sous l'étole du Révérendissime Abbé, premier Curé, et sous la Croix et l'étendard de l'Abbaye d'Againe.* » Voir page 27, note 2.

C'est encore la formule que l'on retrouvera dans l'acte de fondation du Bénéfice paroissial d'Evionnaz en 1846.

sions des Rogations et de la Fête-Dieu, ainsi que celle de S. Sébastien (1).

Il est donc manifeste que l'Eglise de S. Sigismond n'était pas considérée comme paroissiale.

Les évêques de Sion entreprennent, il est vrai, au XVII<sup>e</sup> siècle, de faire la visite de cette église et ordonnent d'y ériger les fonts baptismaux. Mais l'Abbaye proteste. L'évêque de Sion, toutefois, comme toujours, ne tient aucun compte de cette protestation. Les fonts sont érigés en l'Eglise de S. Sigismond (2).

L'Abbaye conserve, cependant, ses propres fonts baptismaux et le droit d'y baptiser les enfants de St-Maurice.

Au XVII<sup>e</sup> siècle encore, l'évêque de Sion, qui continue, malgré tout, à faire la visite de S. Sigismond, permet aux bourgeois de St-Maurice d'avoir un étendard (3). Celui de l'Abbaye restera néanmoins l'étendard paroissial de St-Maurice. Ainsi s'établissent les droits de l'évêque de Sion sur la paroisse de S. Sigismond.

Il ne paraît donc pas exagéré de déclarer que c'est en vertu d'une réelle usurpation et contre tout droit que les évêques de Sion se sont attribué la juridiction sur la paroisse de St-Maurice.

De plus, nous croyons devoir affirmer que jamais ils n'ont pu et ne pourront invoquer un droit de prescription quelconque.

---

(1) Outre le texte des actes de fondation des Eglises paroissiales d'Outre-Rhône et d'Evionnaz, nous citons, en appendice, à l'appui de notre assertion, la déclaration du Président de St-Maurice. Voir l'appendice N° VI.

(2) C'est à l'occasion de la visite de 1615, que l'évêque Hiltbrand Jodoc donne l'ordre de faire les fonts baptismaux.  
Archives de l'Abbaye, *Orig.*, visites de S. Sigismond.

(3) Adrien V de Riedmatten aux bourgeois de St-Maurice, lors de la visite de 1687.  
Archives de l'Abbaye, *Ibid.*, *Orig.*

En effet, 1<sup>o</sup> l'Eglise de l'Abbaye est toujours demeurée l'Eglise-mère et matrice de la ville de St-Maurice et même de toute la région (1);

2<sup>o</sup> l'Eglise de l'Abbaye est *aujourd'hui encore paroissiale* pour tout St-Maurice, puisque, à toutes les fêtes solennelles de l'année énumérées précédemment, les offices paroissiaux ont lieu *exclusivement* à l'Eglise de l'Abbaye. Les publications de Bans et de Mariages s'y font durant les offices comme en toute Eglise paroissiale, en même temps que les annonces concernant la vie religieuse de la paroisse. Les paroissiens de St-Maurice conservent toujours le droit de faire baptiser leurs enfants aux fonts baptismaux de l'Eglise Abbaticale.

De plus, *aujourd'hui, comme de tout temps*, les processions liturgiques de S. Marc, de l'Invention et de l'Exaltation de la Ste Croix, celles des Rogations, de la Fête-Dieu et toutes les processions locales se font *exclusivement sous l'étendard de l'Abbaye et sous l'étole de l'Abbé*. Elles partent de l'Eglise abbaticale et y rentrent pour achever les prières liturgiques.

C'est également l'Abbé et son Chapitre qui font, *de droit*, les offices paroissiaux en l'Eglise de S. Sigismond, aux fêtes de la Dédicace et du Patron de cette Eglise.

---

(1) C'est ce que déclare, à l'occasion du procès de Vérossaz, en 1842, le Président de la ville de St-Maurice, Charles de Macognin de la Pierre, qui « certifie que la Basilique de la Royale Abbaye de St-Maurice a toujours été l'Eglise matrice et paroissiale de St-Maurice et de la Banlieue, dont l'Eglise de S. Sigismond située aussi dans la ville de St-Maurice, n'est qu'une succursale, *subjectivement unie à l'Eglise abbaticale* et qu'aujourd'hui encore les fidèles, ainsi que le Curé de S. Sigismond, sont tenus d'assister dans la susdite Eglise de la Royale Abbaye qui est comprise, comme l'Eglise de S. Jacques, l'Eglise de S. Maurice de Vérollez, l'Eglise de Notre-Dame du Scex et comme l'Eglise de Vérossaz, *dans le territoire Nullius des Abbés de St-Maurice*, aux offices divins qui se célèbrent exclusivement à l'Abbaye tous les principaux dimanches de l'année... » Archives de l'Abbaye, *Orig.* Voir l'appendice VI.

Les exercices publics en l'honneur de la Ste Vierge durant les mois de mai et d'octobre n'ont lieu qu'à l'Eglise de l'Abbaye, et le Curé de S. Sigismond, au lieu de les présider, reprend sa place au chœur de l'Abbaye avec tous les religieux.

En faut-il davantage pour établir que la véritable église paroissiale de St-Maurice est, non pas celle de S. Sigismond, mais bien l'antique église des Martyrs dont celle de S. Sigismond n'est qu'une filiale ? Aussi, les paroissiens de St-Maurice restent-ils profondément attachés à l'Eglise des Martyrs et considèrent-ils, de tout temps, comme un grand et noble privilège, celui d'être paroissiens de l'Eglise de l'Abbaye.

Comment expliquer, dès lors, que l'évêque de Sion exerce la juridiction sur une paroisse qui doit tout à l'Abbaye de S-Maurice ?

Comment expliquer encore que l'Abbé-évêque de St-Maurice qui a juridiction complète sur plusieurs paroisses hors de St-Maurice, soit évincé dans celle de S. Sigismond, à St-Maurice même, et que l'évêque de Sion fasse la visite de cette Eglise, filiale de celle des SS. Martyrs, au détriment des droits tant de fois séculaires de l'Abbaye ?

Comment expliquer, de plus, qu'après avoir usurpé, le long des siècles, les droits si manifestes de l'Abbaye, l'évêque de Sion se permette de revendiquer, aujourd'hui, la juridiction sur deux petites chapelles bâties sur le territoire de St-Maurice et qui ont échappé aux revendications de ses prédécesseurs et sont demeurées attachées à l'Abbaye : celle de l'Hôpital S. Jacques, que les déclarations et la sentence des Nonces a formellement reconnue à l'Abbaye au XVII<sup>e</sup> siècle, et celle de Vérollez, construite sur le Champ du martyr de S. Maurice et de ses Compagnons par les soins de l'Abbaye et sur sa propriété même ? (1).

---

(1) A partir de l'année 1290, qui vit la reconstruction, par les soins de l'Abbaye, de la Chapelle de Vérollez, consacrée le 6 des

Vraiment, une pareille revendication, après celles que les évêques de Sion ont fait valoir contre tout droit à travers les siècles est bien étrange.

### Quelques Notes sur l'église d'Aigle.

La paroisse d'Aigle posséda de bonne heure deux Eglises, dédiées, l'une à S. Maurice et l'autre, à S. Jacques.

Les Bulles d'Alexandre III, de Clément III, de Célestin III et d'Alexandre IV signalent cette paroisse comme appartenant à la juridiction spirituelle de l'Abbaye, au même titre que celles de Salvan, de Choëx, etc., sur lesquelles l'Abbaye conserve, aujourd'hui encore, l'entière et exclusive juridiction. (1).

Dans le traité de 1215 qui soustrait à l'Abbaye une partie de ses Eglises, le Chapelain d'Aigle ne figure pas au nombre de ceux qui doivent recevoir de l'évêque de

ides de septembre, à la demande des Religieux, par l'Evêque de Vercell, les archives de l'Abbaye renferment des documents originaux de tous les siècles, établissant les droits de l'Abbaye sur cette Chapelle et sur le territoire adjacent qui est resté, en grande partie, propriété de l'Abbaye jusqu'à nos jours. C'est ainsi que l'Orphelinat de Vérollez est construit sur une terre qui appartient à l'Abbaye. — Voir Archives, *Vérollez*.

Du reste, quoi de plus naturel ? Le Champ témoin du Martyre des Saints dont l'Abbaye conserve les précieuses Reliques, ne devait-il pas demeurer sa propriété et rester soumis à sa juridiction ? Et cependant, l'évêque de Sion revendique aujourd'hui ce territoire, réclamant pour lui l'Orphelinat de Vérollez. Vers le milieu du siècle dernier, il est vrai, au moment où le Chanoine Gard, de l'Abbaye, fondait cet Orphelinat, un appel fut adressé aux décanats du Bas-Valais, l'œuvre devant intéresser cette partie du Canton qui n'avait pas d'Orphelinat. Il est vrai encore que Mgr de Sion fut mêlé à cette question et que l'on prétendit que le terrain sur lequel s'élevait à ce moment-là l'Orphelinat était de la juridiction de Sion. Depuis lors, une nouvelle Maison a été construite sur une terre de l'Abbaye, voisine de la Chapelle de Saint Maurice. La juridiction sur cet Orphelinat ne saurait donc faire aucun doute.

(1) Voir pages 17, 19 et 20.



Sion la *curam animarum*, bien que ce traité l'oblige à certaines prestations (1).

Le sort de cette Eglise fut cependant celui de toutes celles qui avaient été ravies à l'Abbaye. Elle passa sous la juridiction de l'évêque de Sion, tout en restant *Bénéfice régulier* de l'Abbaye.

A l'époque de la Réforme, après une lutte héroïque, les habitants d'Aigle furent forcés d'embrasser la religion protestante (2). Le culte catholique fut supprimé et les deux Eglises d'Aigle passèrent aux mains des protestants.

Cet état de choses dura trois siècles et, lorsque, en 1836, l'Abbaye entreprit de rétablir le culte catholique à Aigle, tout était à créer.

L'Eglise et le presbytère furent construits par ses soins. Elle y fonda, dans la suite, les écoles catholiques. La paroisse, qui s'est développée considérablement, compte aujourd'hui plusieurs stations de montagne importantes. Dans l'une d'elles — celle de Leysin, de réputa-

---

(1) « ... Capellanus S<sup>d</sup> Mauricii de Alio decanum ad synodum recipiet et duas procuraciones cum Capellano S<sup>u</sup> Jacobi de Alio faciet et ad synodum episcopi ire tenebitur et tres libras piperis annuatim pro eadem ecclesia Capitulo Sedun, exsolvet ad libram XI unciarum... » Voir appendice V.

(2) Toute la région d'Aigle-Ollon et des Ormonts était très attachée à la foi catholique. C'est ce que reconnaît l'historien protestant Maillefer, *Histoire du Canton de Vaud*, p. 220 et suiv. « Farel, écrit-il, voulut ouvertement prêcher la réforme à Aigle. Mais une émeute éclata ; on battit du tambour en pleine église, les vociférations couvrirent la voix du pasteur. Ce fut bien pis encore à Ollon. Les femmes assaillirent le prédicateur et faillirent lui faire un mauvais parti. Des délégués furent envoyés à Berne pour protester de l'attachement du pays à l'ancienne croyance. Les gens des Ormonts étaient les plus dévoués à la doctrine catholique. Ils déclarèrent vouloir choisir un nouveau souverain, plutôt que de renoncer à la foi de leurs pères.

LL. Excellences (de Berne) n'avaient pas l'habitude de laisser discuter leurs ordres. Berne leva des troupes ; Aigle fut occupé militairement, les fauteurs du trouble furent punis et la Réforme fut imposée de force aux récalcitrants (1528). »

tion mondiale et particulièrement fréquentée par les malades atteints de tuberculose — l'Abbaye a construit une belle église et fondé, sous forme de société anonyme, un « Sanatorium » destiné aux personnes dont les ressources ne permettent pas l'accès aux grands sanatoriums de la station (1).

Or, tous les frais de construction de l'Eglise et du presbytère d'Aigle ont été assumés par l'Abbaye qui dut, à cet effet, contracter un emprunt considérable dont elle n'est parvenue à se libérer qu'à grand'peine ces dernières années.

Elle a, de plus, pris à sa charge la fondation des écoles catholiques qu'elle continue à soutenir par le versement annuel d'une certaine somme(2).

---

(1) C'est ce Sanatorium que paraît contester à l'Abbaye Monseigneur de Sion par sa lettre du 9 mars 1924 : « L'Abbaye de St-Maurice, dit-il, considère-t-elle comme sa propriété le Sanatorium St<sup>e</sup> Agnès à Leysin, qui a été construit par les offrandes déposées dans le tronc de la chapelle de Leysin ainsi que par celles recueillies dans la paroisse d'Aigle-Leysin qui est de notre juridiction ? »

Nous nous permettons de faire observer que ce Sanatorium a été acquis au moyen de ressources qui ne proviennent en aucune façon de la paroisse d'Aigle-Leysin.

1<sup>o</sup> Les offrandes déposées dans l'un des troncs de la chapelle n'ont servi qu'à soutenir des malades qui n'avaient pas les ressources nécessaires au paiement de la modeste pension du Sanatorium. Ces offrandes, du reste, n'ont pas dépassé la somme de quatre-vingts francs.

2<sup>o</sup> *Aucune quête, aucun autre moyen* de recueillir des offrandes *n'a jamais été utilisé* dans la paroisse d'Aigle-Leysin. Le Curé de la paroisse l'atteste.

3<sup>o</sup> Les 150.000 francs que l'Abbaye a affectés à l'achat et à l'installation du Sanatorium, ont été fournis par elle-même en partie, et par des amis personnels.

L'évêché de Sion n'ayant versé aucun fond à cette Société, est-il en droit de revendiquer une part quelconque au Sanatorium, qui est une Société anonyme et non pas une œuvre paroissiale ?

(1) Les sommes versées par l'Abbaye pour la construction de

Grâce au zèle de ses Religieux qui en sont les desservants, grâce aussi à l'appui des Missions intérieures, l'Abbaye travaille également à l'amortissement de la dette contractée en faveur de l'Eglise de Leysin (1).

N'est-il pas anormal qu'après avoir entièrement organisé cette paroisse, après avoir affecté à cette œuvre une partie considérable de ses fonds et continué à la soutenir financièrement, depuis quarante ans bientôt, l'Abbaye ne possède aucune juridiction sur cette paroisse qui fut sienne autrefois ?

---

l'Eglise d'Aigle, du presbytère, des écoles, et comme subvention annuelle depuis près de 40 ans, ascendent au chiffre de 120 à 130.000 francs.

(1) Les frais de construction de l'Eglise de Leysin dépassent 100.000 francs.

Ces détails permettront à tout juge impartial de constater combien l'Abbaye s'est montrée large à l'égard de l'évêché de Sion et combien elle mérite peu le reproche d'empiètement qu'on lui fait parfois.

---

## VI.

### Conclusions générales

---

I. — Le rôle que jouent dès le haut Moyen-Age l'Eglise et l'Abbaye de St-Maurice explique et justifie les privilèges, presque uniques, dont les Souverains Pontifes et les Princes séculiers les ont dotées (1).

II. — Il résulte des Bulles pontificales que l'Abbaye *Nullius* de St-Maurice, immédiatement soumise au Saint-Siège, possède un territoire et des Eglises sur lesquels elle exerce une juridiction spirituelle quasi-épiscopale.

III. — Il ressort des documents consultés et cités que les évêques de Sion, par des controverses souvent renouvelées, ont tenté, de très bonne heure, de soustraire à la juridiction de l'Abbaye une partie des Eglises ou paroisses qui lui étaient soumises.

IV. — Il résulte encore de ces documents et des faits eux-mêmes qu'à la suite de ces controverses l'Abbaye a perdu la juridiction spirituelle sur treize Eglises et ne la

---

(1) Les rois de France, Lothaire, Louis et Charles, confirment les donations faites par S. Sigismond. Les rois de Bourgogne, Rodolphe I et Rodolphe III ajoutent de nouvelles possessions au patrimoine de l'Abbaye qu'agrandissent encore considérablement dans la suite les Comtes de Savoie et S. Louis, roi de France. Voir Archives de l'Abbaye, *Donations et Privilèges accordés à l'Abbaye de St-Maurice par les Rois de Bourgogne et de France, et Dons des Princes de la Maison de Savoie.*

conserve plus aujourd'hui que sur six Eglises et deux Chapelles.

V. — Il est établi que ce transfert de juridiction, réalisé au détriment de l'Abbaye en faveur de l'évêché de Sion, s'est opéré, le plus souvent sans le consentement et, plusieurs fois, contre les décisions formelles de Rome.

VI. — Il apparaît, par l'Histoire, que l'influence considérable des évêques de Sion, devenus puissants Seigneurs temporels et présidents de la République du Valais, servit admirablement leurs desseins de conquête (1).

Ce fut chose d'autant plus aisée que l'influence né-

---

(1) En 1178, l'Eglise d'Aigle qui, prise une première fois, venait d'être rendue à l'Abbaye par les soins de S. Guarin, évêque de Sion, fut reprise par l'évêque Louis, son successeur. L'Abbé et ses Frères portèrent l'affaire devant le Légat du Pape, Etienne, qui obligea l'évêque de Sion à restituer cette Eglise à l'Abbaye.

Le Légat, ayant référé de cette affaire à Alexandre III, le Pape donna, la même année, une Bulle qui énumère, pour la première fois, nommément les Eglises qui appartiennent à l'Abbaye, afin d'enlever, sans doute, à l'évêque, tout prétexte à discussion. La mesure, toutefois, ne fut pas suffisante, comme on l'a vu.

En 1476, le Pape Sixte IV, sur les plaintes de l'Abbé Bernardi, exhorte vivement, par un Bref daté de Foligno, 27 septembre, l'évêque et l'Etat du Valais de restituer à l'Abbaye, immédiatement soumise au S. Siège, la vallée de Bagnes qui lui avait été enlevée.

En 1477, par un nouveau Bref, le Pape ordonne à l'évêque, sous peine de suspense, et aux Seigneurs députés, sous peine d'excommunication, de laisser jouir le prédit Abbé de sa juridiction sur Bagnes.

Enfin, en 1480, par un troisième Bref, le Pape prie les Seigneurs de Berne et de Fribourg d'employer leurs bons offices auprès de l'évêque de Sion pour obtenir de lui restitution de la vallée de Bagnes à l'Abbaye.

Archives de l'Abbaye, *Privilèges des Papes et liber II Actor. Monast.* p. 531, 534, et 535.

faute des Princes séculiers, devenus Abbés commandataires, et que le relâchement de la discipline religieuse et le manque de sujets qui furent la conséquence de ce régime déplorable, réduisirent l'Abbaye à un état voisin de la ruine (1). Elle fut forcée, pour défendre ses droits et ses biens, d'implorer le secours et la protection de Leurs Excellences l'évêque et les députés des sept Dizains du Haut-Valais, dont les services furent chèrement payés (2).

---

(1) De 1463 à 1704, le nombre des Chanoines qui participent à l'élection des Abbés est tellement réduit qu'il oscille entre 6 et 14 capitulants. — Archives de l'Abbaye, *Actes d'élection des Abbés*.

(2) En retour de l'appui qu'ils promettaient en 1571, à l'Abbé Milès, leurs Excellences l'évêque et les Députés des sept Dizains exigeaient que, désormais, l'Abbaye ne procédât plus à l'élection d'un Abbé sans leur consentement.

L'Etat prend si bien au sérieux son rôle qu'en 1590 il conclut avec le duc de Savoie un marché en vertu duquel il cède à ce dernier la moitié des Reliques de S. Maurice et reçoit en retour une forte somme qu'il verse à sa caisse.

En 1618, l'évêque et les Députés requièrent que l'Abbaye présente pour Abbé trois sujets patriotes (valaisans) avec un quatrième ecclésiastique du Haut-Valais.

En 1657, Leurs Excellences formulent les mêmes exigences et, en 1669, elles n'admettent l'élection de l'Abbé qu'à la condition formelle qu'il ne recevra jamais à l'Abbaye des Religieux étrangers au canton et qu'il rendra les comptes de sa Maison aux contrôleurs de l'Etat.

En 1686, à la mort de l'Abbé, le Gouverneur de St-Maurice, au nom de Leurs Excellences l'évêque et les sept Députés, se transporte à l'Abbaye et en demande les Clefs pendant plusieurs jours.

En 1698, Leurs Excellences notifient à l'Abbaye qu'ils n'accepteront jamais la nomination de l'Abbé Zurthanan, parce qu'il n'était pas patriote. L'Abbé Zurthanan était Fribourgeois.

Ils signifient donc à l'Abbé, par deux Familiers, l'ordre de sortir du pays de gré ou de force. L'Abbé proteste énergiquement. Mais il est obligé de quitter l'Abbaye et défense est faite, en 1701, par le Baillif et les Seigneurs députés, à quiconque, sous peine de suprême indignation, de correspondre par parole ou par écrit avec l'Abbé Zurthanan. Le Pape, cependant, confirme son élection,

VII. — La situation créée à l'Abbaye, de ce fait, à travers les siècles, fut toujours et demeure, aujourd'hui encore, particulièrement difficile et douloureuse.

VIII. — Les tentatives, faites en 1924, pour arracher à l'Abbaye les derniers lambeaux de terre soumis à sa juridiction dans la ville de St-Maurice, démontrent que les évêques de Sion, fidèles au mot d'ordre que les siècles se sont transmis, ne seront jamais satisfaits. Le but poursuivi est toujours identique et les moyens employés toujours les mêmes.

Nous avons cru sage de fuir la controverse soulevée et de renoncer à la pratique des *accords*, conclus sans l'intervention de Rome entre les parties intéressées et toujours défavorables au plus faible.

C'est pourquoi, fidèles à l'ordre reçu, nous soumettons le résultat de notre étude au jugement de l'Autorité suprême. Nous le faisons avec d'autant plus de confiance que notre Abbaye ne paraît pas avoir démérité de la sainte Eglise. Elle s'efforce de la servir avec plus de dévouement que jamais par le rayonnement de son apostolat qui embrasse la vie liturgique, l'enseignement secondaire, le ministère paroissial, les Œuvres diverses d'action morale et sociale (1) et qui, bientôt, nous l'espérons, s'exercera sur les terres lointaines des Missions (2).

---

le Nonce le bénit à Lucerne, mais il ne peut rentrer et il meurt en exil.

En 1764 encore, l'Etat fait mine de vouloir maintenir ses prétendus droits. — Archives de l'Abbaye, *Atteintes portées à l'élection des Abbés*.

Ces citations, quoiqu'un peu longues, illustrent tristement ce que nous affirmons dans cette VI<sup>e</sup> Conclusion. Ce n'était peut-être pas inutile.

(1) Voir le rapport envoyé par nous à la S. Congrégation de la Propagande au début de l'année 1925.

(2) Les tractations en cours avec la Propagande nous permettent d'escompter comme prochaine la fondation d'une Mission préparée, semble-t-il, par les nombreuses recrues que le Ciel a daigné envoyer, ces dernières années, à notre Maison.



Cet apostolat, qui exige de nombreuses vocations et des ressources considérables, serait singulièrement favorisé — si tel était le dessein de Dieu — par le retour à l'antique Eglise abbatiale des paroisses qui lui ont été ravies (1).

---

(1) Ce retour serait d'autant plus normal que l'Abbaye a continué à posséder le droit de *Collation* de ces différents Bénéfices. Or, aux termes du Droit canonique (can. 1432), conférer un Bénéfice est le propre de l'Ordinaire. L'Abbé-évêque de St-Maurice devrait donc être l'Ordinaire des paroisses dont le Bénéfice est de sa *Collation*. Il n'en est pas ainsi, cependant, puisque l'évêque de Sion est l'Ordinaire de la plupart des paroisses dont l'Abbaye a le droit de *Collation*. Singulière manière d'interpréter le droit canonique !



## **APPENDICES**



## APPENDICE I.

---

### NOTES HISTORIQUES SUR LE TITRE „ NULLIUS “ ACCORDÉ A L'ABBAYE DE ST-MAURICE

*An.* 515. — La Charte de Fondation du Monastère de St-Maurice d'Agaune par le Roi de Bourgogne, S. Sigismond, dit expressément que, toutes choses étant réglées d'entente avec les 60 évêques présents, on décréta que l'Abbé du Monastère *devrait recourir directement au S. Siège*, contre quiconque tenterait de renverser l'ordre établi (1).

*An.* 654. — Les Papes Eugène I, Adrien I, Eugène II à 825. confirment, par des Bulles spéciales, les privilèges et les donations des Rois de France au Monastère et à l'église des Martyrs pour lesquels ils professent la plus grande dévotion.

Dans ces Bulles, défense est faite à tout prélat, même à celui qui est à la tête du diocèse, d'exercer une domination ou un pouvoir quelconque sur le Monastère et son église et sur leurs possessions (2).

---

(1) « ...et si advenerit, quod Deus avertat, quod convulsione aut disceptatione contra hæc agere tentaverit quis, tunc Abbas prædicti monasterii, quasi ad fontem conversionis, *ad Sedem Apostolicam adeat.* » Archives de l'Abbaye, *Charte de fondation*, Copie.

(2) Archives de l'Abbaye, *Privilèges des Papes.*

*An. 1049.* — Le Pape S. Léon IX séjourne trois jours à l'Abbaye en se rendant en France et donne une Bulle par laquelle il accorde, entr'autres faveurs, à l'Abbaye, celle de l'exemption avec menace d'anathème contre le prélat qui tenterait de la méconnaître (1).

*An. 1136.* — Le Pape Innocent II adresse au Prieur Emerald et à ses frères, une Bulle dans laquelle il déclare accorder à l'église du B. Maurice « qui est reconnue appartenir de droit au B. Pierre, la même liberté que ses prédécesseurs. De Notre autorité apostolique, continue-t-il, Nous déclarons que cette église avec les *Celles* (Chapelles) qui lui appartiennent *n'est soumise qu'au seul Pontife Romain* et que personne ne peut y exercer une domination ou une violence quelconque » (2).

*An. 1178.* — Le Pape Alexandre III, par une Bulle adressée à Wuillaume, Abbé de St-Maurice, reconnaît, à l'exemple de son Prédécesseur

---

(1) « ... ideo cujuslibet Ecclesiæ sacerdotem in præfatum monasterium *vel in ecclesiis in ejus curtibus sitis*... nullum pontificium prioratus permittimus habiturum; sed et illum qui civitatem Sedunum prænomine vallesiam habuerit quamlibet ditionem seu potestatem vindicare in eis auctoritate Sedis apostolicæ prohibemus... » — Archives de l'Abbaye, *Privilèges des Papes*, Bulle de S. Léon IX, reproduisant le texte d'Eugène I, et d'Adrien I.

(2) « ... Ecclesiam Beati Mauricii quæ *juris et proprietatis Beati Petri esse cognoscitur*... apostolicæ Sedis privilegio communimus... Præterea debitam libertatem a prædecessoribus nostris eidem Ecclesiæ concessam, Nos quoque Auctoritate Apostolica nihilominus confirmamus ut videlicet ipsa Ecclesia cum Cellis ad eam pertinentibus *solummodo Romano Pontifici sit subjecta*, nec alicui omnino quamlibet dominationem aut exactionem in eodem loco liceat exercere... » — *Orig.* soellée, datée de Pise et signée par le Pape et douze Cardinaux, reproduite à l'appendice III.

Innocent III, que l'église du B. Maurice avec ses Celles n'est soumise qu'au seul Pontife Romain (1).

*An. 1189.* — Le Pape Clément III affirme la sujétion immédiate de l'église de S. Maurice au Pontife Romain dans les mêmes termes que son Prédécesseur. — Bulle datée de Latran.

*An. 1196.* — Le Pape Célestin III, à l'exemple, dit-il, de ses Prédécesseurs Innocent, Alexandre et Clément, consacre les libertés accordées par les Souverains Pontifes à l'église du B. Maurice qu'il déclare sujette du Pape seul (2).

C'est encore le Pape Célestin III qui, par un Bref de la même année, accorde à l'Abbé l'usage de la mitre et de l'anneau. « Puisque, dit-il, le Monastère de S. Maurice est sujet immédiat de l'Eglise Romaine et appartient de droit au B. Pierre, Nous estimons digne et raisonnable de lui offrir par ce Siège Apostolique la faveur d'un privilège spécial qui attestera tout à la fois et l'indépendance et la dignité de ce Monastère » 3).

*An. 1245.* — Le Pape Innocent IV confirme ce privilège « en faveur d'un Monastère qui, *sans aucun*

(1) Le texte de cette Bulle est identique au précédent. Nous le reproduisons à l'appendice IV.

(2) Même texte que celui des Bulles précédentes en ce qui concerne la sujétion immédiate. Cette Bulle est signée par le Pape et 14 Cardinaux.

(3) « ...Cum Monasterium Sancti Mauricii Romanæ Ecclesiæ nullo subiaceat mediante et B. Petri juris et proprietatis existat, dignum credimus et conveniens rationi ut per Sedem Apostolicam specialis privilegii prærogativa lætetur, ut et libertas cognoscatur ex munere et dignitas pateat ex ornatu... » — Arch., *Bref orig.* scellé in plumbi lamina, donné à Latran, le VIII des Ides d'avril 1196, la V<sup>me</sup> année de son Pontificat.



*intermédiaire*, est rattaché au Siège apostolique et que Dieu a si magnifiquement décoré par le trésor qu'il lui a confié. Le nombre, en effet, et la diversité des miracles qu'opèrent les Corps des B. Martyrs font de cette terre un lieu plein d'honneur et de gloire, où fleurit le culte du Nom de Dieu et l'observance régulière... » (1).

An. 1259. — Le Pape Alexandre IV exhorte les fidèles des diocèses de Tarentaise et de Besançon à contribuer à la construction d'une nouvelle église en l'honneur de S. Maurice à la demande de l'Abbé et de ce « Monastère qui se rattache à l'Eglise Romaine sans aucun intermédiaire » (2).

Le même Pape, dans une Bulle à l'Abbé et à ses Frères, renouvelle, à l'exemple de son Prédécesseur, le Pape Célestin, tous les privilèges accordés à l'église de S. Maurice « qui appartient de droit au B. Pierre... et n'est soumise qu'au Pontife Romain ».

---

(1) « ...Sane Monasterium tuum ad jam dictam Sedem nullo pertinens mediante, glorioso thesauro mirabilis in Sanctis Dominus insignivit in Beatorum scilicet Martyrum Mauriti et Sociorum ejus Corporibus pretiosis quæ miraculorum diversitate fulgentia locum ipsum et honoris plenitudine et perspicua dignum constituunt dignitate. Cum itaque in ipso Monasterio cultus vigeat divini Nominis et jure splendeat observantia regularis, Nos pie volentes ut ipsum circa Deum et Romanam Ecclesiam sincera semper devotione proficiat et apud homines famoso decore concrescat, tibi et successoribus tuis quod Mitra et annulo cæterisque Pontificalibus insigniis uti perpetuo valeatis... » — Arch., *Bref orig.* in plumbi lamina.

(2) « Monasterii Sancti Mauriti agaunensis ad Romanam Ecclesiam nullo medio pertinentis... » — Arch., *Bref orig.* in plumbi lamina, daté d'Agnani aux Ides de février.

- An. 1274.* — Le Pape Grégoire X adresse à la mort de l'Abbé, un Bref aux Religieux du Monastère « qui est soumis *sans intermédiaire* à l'Eglise Romaine... et dont la direction, comme on le sait, dit le Pape, dépend *immédiatement* de Nous... » (1).
- An. 1348.* — Le Pape Clément VI, dans la Bulle qui confirme l'élection de l'Abbé Barthélemy, déclare à nouveau que « le Monastère est rattaché *sans intermédiaire* à l'Eglise Romaine » (2). — Archiv., *Bref orig.*, donné à Avignon.
- An. 1487.* — Le Pape Innocent VIII exhorte leurs Excellences de Berne à soutenir dans ses revendications le « Monastère de S. Maurice d'Agaune *immédiatement soumis au Siège apostolique* » (3).

---

(1) « ...Monasterii S. Mauricii *ad Romanam Ecclesiam nullo medio pertinentis...* Nos a quibus ordinatio dicti Monasterii *immediate* noscitur dependere... » — Arch., *Bref orig.*

(2) Pour *situer* le Monastère de S. Maurice d'Agaune, certaines Bulles antérieures au X<sup>me</sup> siècle — telles celles d'Eugène I et d'Adrien I — disent « *in regno Burgundiæ super fluvium Rhodanum* », V. Arch., *Privilèges des Papes*.

Le Monastère d'Agaune est également *situé* dans le Chablais. V. Arch., *lib. Burgund.*, f. 1 et *lib. Agaun.*, p. 24.

Plus tard, soit à partir du XIV<sup>me</sup> siècle surtout, les Bulles ajoutent fréquemment au « Monasterium Sancti Mauricii », l'expression « Sedunensis Diœcesis ».

Ces indications topographiques n'impliquent aucune dépendance et n'infirmen en rien la portée et la force de la formule constamment usitée « Sedi Apostolicæ immediate subjectum » qui se retrouve dans toutes les Bulles.

(3) « ...Intelleximus Monasterium S. Mauricii agaun... *Sedi Apostolicæ immediate subjectum*, illiusque Abbatem diversimode molestari et inquietari... » — Archiv., *Bref orig.*, donné à Rome.

- An. 1496* — Le Pape Alexandre VI, par trois Bulles adressées à l'Abbé, aux Religieux et aux Vassaux de l'Abbaye, en 1496 ;  
le Pape Jules III, dans trois Bulles, aux mêmes, en 1550 ;  
le Pape Grégoire XIII, dans la Bulle de confirmation de l'Abbé Martin de Platro, en 1573 ;  
le Pape Alexandre VII, dans une Bulle à l'Abbé Quartéry, en 1659 ; se servent invariablement de la même formule pour établir la sujétion immédiate du Monastère et de l'église de S. Maurice à l'Eglise Romaine. — Archiv. de l'Abbaye. — Toutes ces Bulles sont originales.
- An. 1670.* — Le Pape Clément X adresse au Nonce apostolique en Suisse la Bulle de confirmation destinée à l'Abbé Franc.  
Pour la première fois peut-être, figure, à côté de la formule « immédiatement soumis au S. Siège », l'expression « *Nullius Dioecesis* », ajoutée au mot *Sedunensis*, Sion(1). L'exemption totale de l'Abbaye se trouve ainsi affirmée d'une manière plus explicite que jamais.
- An. 1716.* — Le Pape Clément XI, dans la Bulle de confirmation de l'Abbé Défago, se sert de la

---

(1) « Clemens... dilecto filio nostro et Sedis apostolicæ Nuntio in partibus Helvetiorum commoranti... Rationi congruit et honestati convenit ut ea quæ de Romani Pontificis gratia processerunt suum sortiantur effectum. Monasterio Sancti Mauriti, Agaunensi nuncupato, Ordinis S. Augustini Canonicorum Regularium, *Sedunensis seu Nullius Dioecesis*, Sedis Apostolicæ immediate subiecto... » — Archiv., *Bulle orig.*, donnée à Rome près S. Pierre, le 5 des Ides de Mai.

même formule « *Nullius seu Sedunensis Dioecesis* » (1).

*An. 1737* — Les Papes Clément XII, Clément XIII, à 1834. Pie VI, Pie VII et Grégoire XVI ont maintenu, dans toutes les Bulles de confirmation des Abbés, la formule « immédiatement soumis au Siège Apostolique ». — Archiv., *Bulles orig.*

*An. 1840.* — Le Pape Grégoire XVI, par une bienveillance extrême et pour les raisons qu'énumère le Bref dont nous reproduisons le texte plus loin, élève les Abbés de St-Maurice à la dignité épiscopale et leur confère à perpétuité le titre d'Evêque de Bethleem (2).

Ce Bref reconnaît l'existence d'un territoire propre, la juridiction quasi-épiscopale de l'Abbé de St-Maurice sur un certain nombre de paroisses et la dépendance immédiate de l'Abbé, de son Collège de Chanoines et de toute l'Abbaye du Siège Apostolique (3).

---

(1) « ...Cum itaque Monasterium, Abbatia nuncupatum, Sedi Apostolicæ immediate subjectum Sti Mauritii Agaunensis Ordinis Sti Augustini Canonicorum Regularium *Nullius seu Sedunensis Dioecesis ad quod...* » — Archiv., *Bulle orig.*, donnée à Rome, à Ste Marie Majeure, la veille des Ides de juillet.

(2) « ...episcopalem Titulum de Bethleem in partibus Infidelium perpetuum in modum adsignamus atque attribuimus, atque illius in tempore Abbatem Episcopum de Bethleem in Syria constituimus et declaramus eumque nomine, titulo et honore episcopali perpetuo decoramus ac volumus ut Abbas Sancti Mauritii et Episcopus de Bethleem appelletur... » — Archiv., *Bref original*, reproduit à l'appendice II.

(3) « Equidem Nos minime latet Insignem Abbatialem et Regalem Ecclesiam Sancti Mauritii, penes Helvetios, inferiore in Vallesia sitam, *cum proprio territorio*, originis vetustate, *territorii ejusdem*

*An. 1914.* — Le Pape Benoît XV confirme, par un premier Bref, l'élection de l'Abbé faite par les Chanoines Réguliers de l'Abbaye *Nullius* de St-Maurice, et par un second, il confère le titre « d'Evêque de Bethléem » à « l'Abbé de l'Abbaye *Nullius* de St-Maurice d'Againe en Suisse » (1).

Ces deux Brefs Apostoliques consacrent donc officiellement le titre d'Abbaye *Nullius* donné au Monastère d'Againe.

Ils sont le dernier écho d'une tradition qui remonte à la fondation de S. Sigismond.

L'Abbaye de St-Maurice doit à la Papauté ses plus glorieux privilèges et les plus belles pages de son histoire.

### Conclusion.

L'église de St-Maurice est donc immédiatement soumise au Souverain Pontife, et son Abbaye qui ne dépend que du Siège Apostolique est à juste titre appelée « *Nullius Dioecesis* ».

*amplitudine, populi frequentia, Cleri numero et Canonicorum Collegio summopere præstare, ac plura regularia et secularia beneficia habere. Ipsius autem Abbas... in pluribus illius Districtus paræcijs jurisdictionem quasi Episcopalem exercet, atque huic Apostolicæ Sedi una cum Canonicorum Collegio, totaque Abbatia immediate subjectus.* — Archiv., *Bref de Grégoire XVI* « In amplissimo ». Voir référence précédente.

(2) « ...dilecti Filii Canonici Regulares ejusdem Abbatiae *Nullius*, juxta ea quæ in Litteris Apostolicis...

...ad te, dilecte fili Abbatem S. Mauritii Agaunensis Abbatiae *Nullius* in Helvetia nuper electum... » — Archiv., *Brefs de Benoît XV*, « Quum per obitum » et Titulares ecolesias », reproduits à l'appendice VIII.

## APPENDICE II.

---

### 1<sup>o</sup> BREF QUI CONFÈRE LA DIGNITÉ ÉPISCOPALE AUX ABBÉS DE ST-MAURICE (1).

#### GREGORIUS PP. XVI.

Ad perpetuam rei memoriam. In amplissimo Apostolicæ Dignitatis, atque Auctoritatis gradu, nullis certe Nostris promeritis, sed ineffabili divinæ Providentiæ consilio collocati ac propterea de universo Dominico grege, quem Pastor Æternus Nobis pascendum commisit, vehementer solliciti, ea profecto omnia libenter agere solemus, quæ ad Majorem Dei gloriam promovendam, ac spiritualem animarum salutem procurandam pertinere posse videntur. Itaque sedulo, diligenterque insipientes quid Ecclesiarum omnium decori, atque utilitati conveniat, Decessorum Nostrorum vestigiis inhærentes, amplis honoribus Abbatiales interdum Ecclesias decorare opportunum ducimus, ut divini cultus splendor magis eniteat, atque uberior inde Dominici gregis fructus existat.

Equidem Nos minime latet Insign. Abbatialem et Regalem Ecclesiam Sancti Mauricii, penes Helvetios, inferiore in Valesia sitam, *cum proprio territorio*, originis vetustate, territorii ejusdem amplitudine, populi frequentia, Cleri numero, et Canonicorum Collegio summo-

---

(1) Voir *Acta Gregorij Papæ XVI*, Vol. III, p. 69 et suiv. et Archives de l'Abbaye, *Elections des Abbés*.

C'est nous qui soulignons certains textes de ces Brefs.

pere præstare, ac plura regularia et secularia beneficia habere. Ipsius autem Abbas, qui Canoniorum Collegii princeps, ac Primicerii dignitate ornatus, *Infulæ, ac Pedî, seu Pastoralis honore insignitus, in pluribus illius Districtus parœciis jurisdictionem quasi Episcopalem exercet, atque huic Apostolicæ Sedi una cum Canoniorum Collegio, totaque abbatia immediate subjectus, Sardiniae Comitibus titulo, et Magna Cruce Regii ac Militaris Ordinis Sanctorum Mauriti et Lazari semper decoratur.* Canoniorum vero Collegium ex pluribus viris conflatum, quorum alii spiritualia parœciis præbent subsidia, alii divinas in Choro laudes concelebrant, alii communem agunt vitam ex regula a felicis recordationis Pio VII Prædecessore Nostro approbata. Quod quidem Canoniorum Collegium eo in Districtu studiorum curam agens omni diligentia et industria prospicit, ut juvenus in binis præsertim Gymnasiis ad pietatem, omnemque virtutem mature fingatur, atque amœnioribus litteris, severioribusque disciplinis rite imbuatur. Accedit etiam, quod maxime interest, ut idem Canoniorum Collegium catholicæ religionis propagandæ studio vehementer incensum, nullis neque curis, neque laboribus, neque impensis sibi parcendum ducat, quo illis in regionibus majora in dies ipsa religio incrementa suscipiat, atque homines e cæcis errorum fluctibus emersi ad catholicæ Ecclesiæ gremium redeant. Jam vero cum Nobis expositum fuerit rei catholicæ, ac spiritualis animarum salutis bono utile omnino esse, si illius Abbatiae in tempore Abbas Episcopali titulo in partibus infidelium honestetur : Nos, quibus nihil potius esse potest, quam omni cura, vigilantia, contentione in Dei Optimi Maximi gloriam amplificandam, ac sempiternam hominum salutem quibusque rebus procurandam incumbere, de Venerabilium Fratrum Nostrorum S. R. E. Cardinalium negotiis Propagandæ Fidei præpositorum consilio, Abbatiam ipsam hujusmodi dignitate, atque honore decorandam, eique Episcopalem titulum de Bethleem in Syria in partibus Infidelium perpetuo adsig-



nandum existimavimus. Quamobrem ejusdem Abbatiae, et Canonicorum Collegii meritorum ratione habita, firmis tamen semper in ea Abbatia manentibus, ibique vigentibus omni statu, qualitate, denominatione, *Motu proprio, certa scientia, matura deliberatione, deque Apostolicæ Nostræ Potestatis plenitudine, hisce Litteris Abbatiae Sancti Mauriti, penes Helvetios, in Valesia inferiore, Episcopalem titulum de Bethleem in partibus Infidelium perpetuum in modum adsignamus, atque attribuimus, atque illius in tempore Abbatem Episcopum de Bethleem in Syria constituimus et declaramus, eumque nomine, titulo, et honore Episcopali perpetuo decoramus, ac volumus ut Abbas Sancti Mauriti et Episcopus de Bethleem appelletur, cum omnibus et singulis juribus, privilegiis, honoribus, insignibus, prærogativis, quibus Episcopi in partibus Infidelium utuntur, fruuntur, vel uti ac frui possunt, et poterunt.* Atque id ita concessum volumus, ut sequuta ejusdem Abbatis canonica electione, etiam Episcopus de Bethleem in partibus Infidelium electus maneat, utque electionis confirmationem una cum Ecclesiae Episcopalis provisione ab hac Apostolica Sede Litteris Apostolicis sub Annulo Piscatoris semper obtinere debeat, et teneatur. Hæc concedimus, atque indulgemus, statuimus et mandamus decernentes has præsentēs Litteras firmas, validas et efficaces existere, et fore, suosque plenarios et integros effectus sortiri et obtinere, ac illis in omnibus, et per omnia plenissime suffragari; sicque in præmissis per quoscumque Judices Ordinarios, et delegatos etiam causarum Palatii Apostolici Auditores, et S. R. E. Cardinales, sublata eis et eorum cuilibet quavis aliter judicandi et interpretandi facultate et auctoritate, judicari et definiri debere, ac irritum et inane, si secus super his a quoquam, quavis auctoritate, scienter vel ignoranter contigerit attentari. Non obstantibus quoties opus fuerit, felicitis recordationis Benedicti XIV Prædecessoris Nostri *super divisione materiarum*, aliisque Apostolicis atque in Universalibus,

Provincialibusque, et Synodalibus Conciliis, editis generalibus, vel specialibus Constitutionibus et Ordinationibus, necnon ejusdem Abbatiae, et Canonorum Collegii etiam juramento, confirmatione Apostolica, aut quavis firmitate alia roboratis statutis, et consuetudinibus, privilegiis quoque, indultis et Litteris Apostolicis in contrarium præmissorum quomodolibet concessis, confirmatis et innovatis, quibus omnibus et singulis illorum tenores præsentibus pro plene, et sufficienter expressis, ac de verbo ad verbum insertis habentes, illis alias in suo robore permansuris, ad præmissorum effectum hac vice dumtaxat specialiter et expresse derogamus, aliisque omnibus etiam speciali, et individua mentione et derogatione dignis in contrarium facientibus quibuscumque.

Datum Romæ, apud Sanctam Mariam Majorem, sub Annulo Piscatoris, die III Julii M. D CCC XL, Pontificatus Nostri anno decimo.

---

2<sup>o</sup> BREF PAR LEQUEL LE PAPE ACCORDE AUX ABBÉS  
LE TITRE DE « **PRÉLAT DOMESTIQUE** », AVEC LE DROIT DE  
NOMMER DES CHANOINES HONORAIRES QUI SONT,  
COMME LES CHANOINES RÉGULIERS DE L'ABBAYE.  
ÉLEVÉS AU RANG DE CHANOINES DE CATHÉDRALE.

#### GREGORIUS PP. XVI.

Ad perpetuam rei memoriam. Ea est dignitas ac splendor canonorum Collegii Regiæ Abbatiae Sancti Mauritii, in Valesia inferiore, apud Helvetios, tanto hic amplissimus Ordo erga catholicam religionem studio, tanto erga Apostolicam Sedem, *cui immediate subjectus*, flagrat obsequio, ut Nos ex arcano divinæ Providentiæ consilio in Petri cathedra collocati, alacri libentique animo illum peculiaris beneficentiæ Nostræ testimoniis complecti existimaverimus. Quapropter per similes Nostras Apostolicas Litteras die tertia superioris mensis editas, principem illius Dignitatem, quæ Primicerii no-

mine fruitur, atque Abbas extat, aliisque honorificentissimis insignibus decoratur, episcopali titulo de Bethlehem in partibus infidelium perpetuo ornandam esse decrevimus, iisque privilegiis ac juribus, quæ hujusmodi Episcoporum propria sunt, augendam esse mandavimus.

Nunc vero quum ejusdem Collegii canonicis de christiana et civili republica optime meritis propensam Nostram voluntatem magis magisque confirmare, et majori præmio eorum curas in recta juventutis institutione, in multiformis gratiæ Dei dispensatione positas rependere exoptemus, eorum preces benigne excepimus, dum a Nobis postularunt, ut ipsum Episcopum Abbatem, Antistitem, seu Prælati Nostri domestici titulo decorare, eorumque numerum duodecim canonicis honorariis augere velimus, quorum sex arbitrio Nostro, ceteri vero, præter primos sex, ab ipso Episcopo Abbate nominandos, ab eodem canonicorum Collegio, cunctis suffragantibus, erunt adlegendi, et qui omnes in choro consideant, et canonicorum titularium participantium vestes deferant, utque nunc utrisque non solum sacræ trabæ, seu *Cappæ magnæ usum, sed et honores ac privilegia canonicorum Cathedralium conferantur*. In quam quidem sententiam eo facilius devenimus, Romanorum Pontificum Stephani III, Adriani I, Leonis III, Eugenii II, Honorii II, Leonis IX, Eugenii III, Alexandri III, Clementis III, Cælestini III, Alexandri IV, et Gregorii X, Prædecessorum Nostrorum, exempla ob oculos habentes, qui ex octavo Ecclesiæ sæculo tam inclytum canonicorum Collegium peculiari indulgentia complexi sunt, ac plane rati, fore ut ecclesiastici viri in illud cooptati ampliora beneficia adepti magis conentur internis virtutibus enitere, et ad sacra quæque ministeria accurate implenda benignitatis etiam Apostolicæ incitamento impellantur. Ipsi enim, qui se probabiles jam Deo exhibent operarios inconfusibiles recte tractantes verbum veritatis, certam Nobis injiciunt spem, decus, quod sibi ex hujusmodi Nostris privilegiis additamentis accedit, sustinendum tuendumque cu-

ratuos tum gravitate et morum innocentia, tum non vulgari sacrarum litterarum scientia, disciplinarum et artium, quibus pollent, et sine quibus illa non modo mirantur homines, sed etiam despicere plerumque solent. Novam igitur beneficentiæ Nostræ significationem huic amplissimo canonicorum Ordini regiæ Abbatiae sancti Mauriti, omnesque et singulos, quibus hæ Litteræ favent, a quibusvis excommunicationis, suspensionis et interdicti aliisque ecclesiasticis sententiis, censuris et pœnis quovismodo, vel quavis de causa latis, si quas forte incurrerint, harum serie absolventes, ac absolutos fore consentientes, Auctoritate Nostra Apostolica hisce Litteris concedimus et indulgemus, *ut Episcopus Abbas commemoratæ Abbatiae Sancti Mauriti, et Canonicorum Collegii Primicerius perpetuo Antistes etiam, seu Prælatulus Noster domesticus dicatur, et habeatur, atque in aliorum domesticorum Antistitum cætum et numerum cooptetur, eorumque privilegiis, juribus, honoribus, indultis, quibus ipsi perfruuntur, vel uti, frui possunt ac poterunt libere, liciteque uti et perfrui possit.*

Ad hæc eidem canonicorum collegio facultatem æque perpetuum in modum tribuimus et elargimus duodecim adsciscendi canonicos honorarios, ita tamen ut sex eorum nominatio a Nobis per alias Nostras similes Apostolicas Litteras constituatur, reliquorum vero sex prima vice ab Episcopo Abbate tantummodo, deinde per ejusdem Episcopi Abbatis et canonicorum collegii suffragia omnino fiat, ipsique Episcopo Abbati, vel ejus Vicario generali jus sit eorum quemlibet canonica institutione donare. Hisce autem canonicis honorariis ita adlectis renunciatis liceat inter aliorum canonicorum subselia considerare, atque in choro, ceterisque ecclesiasticis cæremoniis et functionibus uti lineo manicato amiculo, vulgo *Rochetto*, et brevi palliolo seu *mozzetta* lanea exilis texturæ, coloris purpurei, tempore hiemali, serica vero æstivo tempore, quemadmodum canonici titulares participantes utuntur. *Utrisque demum, scilicet Canonicis titularibus participantibus et honorariis, eadem auctoritate Nostra tribui-*

*mus et impertimur ut deinceps in choro, in sacris supplicationibus, et in aliis quibuslibet Ecclesiæ functionibus, sacram Trabeam, seu Cappam magnam cum mozzetta concolorem albæ mustellæ pellibus hiemali tempore, æstivo autem tela serica subsutam, gestare libere et licite possint, et valeant, ac præterea omnibus ubique perfrui honoribus et privilegiis, quæ canonicorum Collegiis cathedralium Ecclesiarum, dummodo fuerint rite instituta, ex sacrorum canonum præscripto concessa sunt.*

Hæc concedimus, atque indulgemus, præcipimus atque mandamus, decernentes has præsentis Litteras semper firmas validas et efficaces existere, et fore, suosque plenarios et integros effectus sortiri, et obtinere, et eorum causa, quæ expressa sunt, hoc, futurisque temporibus plenissime suffragari, sicque in præmissis per quoscunque iudices ordinarios, et delegatos, etiam causarum Palatii Apostolici Auditores judicari et definiri debere, ac irritum et inane, si secus super his a quoquam, quavis auctoritate, scienter vel ignoranter, contigerit attentari; non obstantibus felicitis recordationis Benedicti XIV, Pædecessoris Nostri, *super divisione materiarum*, aliisque apostolicis ac in universalibus, Provincialibusque, et Synodalibus Conciliis, editis generalibus, vel specialibus Constitutionibus et ordinationibus, nec non commemorati Canonici Collegii regiæ abbatiae Sancti Mauricii, aliarumque Cathedralium Ecclesiarum, etiam juramento, confirmatione Apostolica, vel quavis firmitate alia roboratis statutis, et consuetudinibus, privilegiis quoque indultis, et Litteris Apostolicis in contrarium præmissorum quomodolibet concessis, confirmatis et innovatis, quibus omnibus et singulis illorum tenores præsentibus pro plene et sufficienter expressis, ac de verbo ad verbum insertis habentes, illis alias in suo robore permansuris, ad præmissorum effectum hac vice dumtaxat specialiter, et expresse derogamus, ceterisque contrariis quibuscunque. — Datum in Arce Gandulphi, sub Annulo Piscatoris, die IV Augusti M. D. CCC XL, Pontificatus Nostri anno decimo.

### APPENDICE III.

---

BULLE D'INNOCENT II (1).

(1136)

Innocentius episcopus servus servorum Dei, dilectis filiis Amerardo priori et fratribus in Agaunensi Beati Mauricii ecclesia divino famulatui mancipatis tam præsentibus quam futuris in perpetuum. Cum omnibus ecclesiis debitores ex injuncto nobis a Deo apostolatus officio existamus, illis tamen propentiori cura nos convenit imminere quas de dominio et subjectione sedis apostolicæ specialiter esse antiquis patrum institutionibus comprobatur.

Eapropter, dilecti in Domino filii, vestris postulationibus clementer annuimus et beati Mauricii Agaunensem ecclesiam in qua divino vacatis servitio, quæ etiam ad defentionem et tutelam romanæ ecclesiæ specialiter pertinere dinoscitur, beati Petri patrocinio et presentis scripti pagina communimus ; statuentes ut ordo canonicus qui in eodem loco secundum beati Augustini regulam est, Deo gratias, institutus et a prædecessore nostro beatæ memoriæ Papa Honorio confirmatus, perpetuis futuris temporibus ibidem inviolabiliter observetur. Præterea quæcumque bona, quascumque heelemosinas vel possessiones in presentiarum juste et canonice possidetis, aut in futurum concessione pontificum, largitione principum, oblatione fidelium, seu aliis justis modis, prestante domino, poteritis adipisci, firma vobis et

---

(1) Archives de l'Abbaye, *Bulle originale*.

illibata permaneant, decernimus ergo ut nulli omnino hominum fas sit præfatam ecclesiam perturbare, aut ejus possessiones auferre, vel ablatas retinere, minuere, aut aliquibus exactionibus seu oppressionibus fatigare. Sed omnia quæ rationabiliter possidetis integra conserventur, eorum pro quorum sustentatione et gubernatione concessa sunt usibus omnimodis profutura.

Si qua igitur in posterum ecclesiastica secularisve persona hanc nostræ constitutionis paginam sciens contra eam venire temptaverit, secundo, tertiove commonita, si non satisfactione congrua emendaverit, potestatis honorisque sui dignitate careat, reamque se divino judicio existere de perpetrata iniquitate cognoscat, et a sacratissimo corpore ac sanguine Dei et Domini Redemptoris nostri Jesu Christi aliena fiat, atque in extremo examine districtæ ultioni subjaceat. Cunctis autem eidem loco sua jura servantibus sit pax Domini nostri Jesu Christi, quatenus et hic fructum bonæ actionis percipiant et apud districtum judicem præmia æternæ pacis inveniant. Amen. Amen. Amen. Ego Innocentius catholicæ ecclesiæ episcopus. Ego Guilielmus, episcopus Praenestinus. Ego Mathaeus, Albanensis episcopus. Ego Thedevinus, sanctæ Rufinæ episcopus. Ego Gerardus, presbiter cardinalis titulo sanctæ crucis in Hierusalem. Ego Anselmus, presbiter cardinalis. Ego Lucas, presbiter cardinalis titulo sanctorum Joannis et Pauli. Ego Gregorius, diaconus cardinalis sanctorum Sergii et Bachi. Ego Stephanus, diaconus cardinalis sanctæ Lucie in Orphen. Ego Oddo, diaconus cardinalis sancti Georgii ad velum aureum. Ego Guido, diaconus cardinalis sanctorum Cosme et Damiani. Ego Guido, cardinalis diaconi sancti Adriani. Ego Boetius, diaconus sancti Viti cardinalis. Ego Vassalus, diaconus cardinalis sancti Eustachii. — Datum Pisis, per manum Imerici S. R. E. diaconi cardinalis et cancellarii, VI idus junii, indictione XIII, incarnationis dominicæ anno M<sup>o</sup>C<sup>o</sup>XXX<sup>o</sup>VI<sup>o</sup>, pontificatus domini Innocentii p.p. II anno sexto.

---



## APPENDICE IV.

BULLE D'ALEXANDRE III. (1).

(1178)

Alexander episcopus servus servorum Dei dilectis filiis Willelmo abbati ecclesiæ sancti Mauricii Agaunensis ejusque fratribus tam præsentibus quam futuris regulariter subsistendis in perpetuum. Cum simus ad curam et regimen universalis ecclesiæ licet immeriti providentia supernæ dispositionis assumpti, siquando postulatur a nobis quæ ad tuitionem ecclesiarum pertineant, petentium desideriis clementer convenit condescendere et eorum vota, effectu prosquente, complere. Eapropter, dilecti in Domino filii, vestris justis postulationibus clementer annuimus, et beati Mauricii ecclesiam quæ juris et proprietatis beati Petri esse cognoscitur, in qua secundum beati Augustini regulam, apostolicam vitam gerentes, divino vacatis servitio, ad exemplar Patris et Predecessoris nostri sanctæ recordationis Innocentii pp. apostolicæ Sedis privilegio communimus, statuantes ut quascumque possessiones, quæcumque bona eadem ecclesia in præsentiarum juste et canonice possidet, aut in futurum concessionem pontificum, largitione regum vel principum, oblatione fidelium seu aliis justis modis, præstante Domino, poterit adipisci, firma vobis vestrisque successoribus et illibata permaneant. In quibus hæc propriis duximus expri-

---

(1) Archives de l'Abbaye. *Bulle originale.*

menda vocabulis : locum ipsum in quo præfata ecclesia constructa est cum omnibus pertinentiis suis, ecclesiam sancti Sigismundi et ecclesiam sancti Laurentii et sanctæ Mariæ et Hospitale sancti Jacobi quæ in villa ejusdem ecclesiæ sancti Mauriti sitæ sunt, cum omnibus ad easdem ecclesias et Hospitale pertinentibus, ecclesiam de *Sine-muro* (1) cum appenditiis suis, ecclesiam de *Anonglaz* cum appenditiis suis, ecclesiam de *Communiaco* cum appenditiis suis, ecclesiam de *Communiaco* cum appenditiis suis, ecclesiam de Biolle cum appenditiis suis, ecclesiam de sancto *Michaele de Tarantasia* cum appenditiis suis, ecclesiam de *Salino*, quod est in Tarantasia cum appenditiis suis, ecclesiam de *Latuelli* cum appenditiis suis, ecclesiam de *Fesun* cum appenditiis suis, domum de *Ponte Alwen* cum appenditiis suis, ecclesiam de Allio (2), quæ vocatur sanctus Mauritius, cum appenditiis suis, ecclesiam de Oluns (3), cum appenditiis suis, ecclesiam de Ottanel (4), cum appenditiis suis, ecclesiam de Vertro (5), cum appenditiis suis, ecclesiam de Contez (6), cum appenditiis suis, ecclesiam de Choix (7), cum appenditiis suis, ecclesiam de Bagnes, cum appenditiis suis, ecclesiam de Villezo (8) cum appenditiis suis. Præterea debitam libertatem a prædecessoribus nostris eidem ecclesiæ concessam, Nos quoque auctoritate apostolica nichilominus confirmamus, ut videlicet ecclesia ipsa cum Cellis ad eam pertinentibus, solummodo romano Pontifici sit subjecta, nec alicui omnino quamlibet dominationem aut exactionem in eisdem locis liceat exercere. Sancimus etiam ut nullus in eis nisi regularem vitam professus canonicus aliquando subrogetur aut qualibet astutia intrudatur. Decernimus ergo ut nulli omnino hominum liceat præfatam ecclesiam temere perturbare, aut ejus possessiones auferre, vel

---

(1) Les églises dont les noms sont en italique étaient en France. C'est nous qui les soulignons.

(2) Aigle ; (3) Olon ; (4) Vernayaz ; (5) Vétroz ; (6) Conthey ; (7) Choëx ; (8) Vollèges.

ablatas retinere, minuere seu quibuslibet vexationibus fatigare ; sed omnia integra et illibata servantur eorum pro quorum gubernatione ac sustentatione concessa sunt usibus omnimodis profutura, salva Sedis apostolicæ auctoritate. Si qua igitur in futurum ecclesiastica sæcularisve persona hanc nostræ constitutionis paginam sciens, contra eam temere venire temptaverit, secundo, tertiove commonita, nisi reatum suum digna satisfactione correxerit, potestatis honorisque sui dignitate careat, reamque se divino iudicio existere de perpetrata iniquitate cognoscat, et a sacratissimo corpore ac sanguine Dei et Domini redemptoris nostri Jesu Christi aliena fiat, atque in extremo examine districtæ ultioni subjaceat. Cunctis autem in eodem loco sua jura servantibus sit pax Domini Jesu Christi quatenus et hic fructum bonæ actionis percipiant et apud districtum judicem præmia æternæ pacis inveniant. Amen. Amen. Amen. Ego Alexander catholicæ episcopus s. s. Ego Ubaldus, Ostiensis episcopus s. s. Ego Jacobus, sanctæ Mariæ in Cosmedyn diaconus cardinalis s. s. Ego Ardicio, diaconus cardinalis sancti Theodori s. s. Ego Rainerius, diaconus cardinalis sancti Georgii ad velum aureum s. s. Ego Gratianus, diaconus cardinalis sanctorum Cosmæ et Damiani s. s. Ego Raynerius, diaconus cardinalis sancti Adriani s. s. Ego Joannes præsbiter cardinalis sanctorum Joannis et Pauli, titulo Pamachii s. s. Ego Joannes, præsbiter cardinalis, titulo sancti Marci s. s. Ego Theodinus, præsbiter cardinalis sancti Vitalis, titulo Vestinæ s. s. Ego Petrus, præsbiter cardinalis, titulo Susannæ sanctæ s. s. Ego Vivianus præsbiter cardinalis, titulo sancti Stephani in Celio monte s. s.

Datum Laterano, per manum Alberti sanctæ ecclesiæ romanæ præsbiteri cardinalis et cancellarii, II idus martii ; indict. XII; incarnationis dominicæ anno MoCoLXXVIIIo; pontificatus vero domini Alexandri p-p. III. anno ejus XXo.

---

## APPENDICE V.

---

### CONVENTION ENTRE LANDRI, EVÊQUE DE SION ET L'ABBAYE DE ST-MAURICE D'AGAUNE.

(1215)

Notum sit omnibus presentibus et futuris quod controuersia que uertebatur inter dnum L., episcopum Sedun., et ecclesiam Agaunensem super curis animarum et auxiliis que idem episcopus iturus ad concilium Romanum a capellanis ecclesiarum sancti Mauricii exigebat, mediantibus uiris uenerabilibus et discretis dno Jacobo, episcopo Augustensi, C., preposito, et W., thesaurario Lausannensibus, et Willenco, decano Sedun., et B., canonico Agaunensi, sopita est in hunc modum. Eadem ecclesia Agaunensis personas ydoneas in ecclesiis sibi subiectis instituet, quibus episcopus Sedunensis sibi representatis curam animarum concedet, cessantibus imperpetuum omnibus exactionibus uel auxiliis que a capellanis predictarum ecclesiarum, intuitu concilii generalis uel alia ratione, peti possent ab episcopo Sedun., saluis consuetudinibus hospitii quas idem episcopus habere dinoscitur super ecclesia sancti Sigismundi, scilicet domum capellani, ignem, lectos, porros, oleum, candelas, et hec omnia dno Sedun., quocienscumque ibidem sibi hospitium habere placuerit, iuxta modum exhibenda ; sed et idem capellanus ad necessaria dni episcopi quod opus fuerit, ut uulgo dicitur, per manum suam accipiat et quod acceperit dns Sedunensis persoluat diligenter. A cathedratico autem i. (1) ab his que nomine auxilii dns episcopus a suis exigere

---

(1) Id est (?)

solet sacerdotibus, predictus capellanus liber penitus permaneat. Recipiet autem idem capellanus sancti Sigismundi curam animarum ab episcopo Sedun., et decanum ad synodum recipiet, et tres procuraciones ei faciet, et ad synodum episcopi ire tenebitur. Capellanus S<sup>ti</sup> Mauricii de Alio decanum ad synodum recipiet, et duas procuraciones cum capellano S<sup>ti</sup> Jacobi de Alio faciet et ad synodum episcopi ire tenebitur, et tres libras piperis annuatim pro eadem ecclesia capitulo Sedun. exsoluet ad libram xj unciarum. Capellanus ecclesie de Olons recipiet curam ab episcopo, et decanum ad synodum recipiet, et duas procuraciones ei faciet, et ad synodum episcopi ire tenebitur. Capellanus de Bagnes idem per omnia quod capellanus de Olons. Capellanus de Vilueio (1) recipiet curam animarum ab episcopo, et debet unam procuracionem decano Sedun., et ad synodum episcopi ire tenebitur. Capellanus de Plano Contesio recipiet curam animarum ab episcopo, et ad synodum episcopi ire tenebitur et ad synodum decani que congregatur apud Sanctum Seuerinum de Contesio, et unam procuracionem ei faciet. Ratione autem criminis poterit idem episcopus predictos capellanos, canonica monitione premissa, suspendere, excommunicare et alias canonice punire, si se non correxerint, excepta pecuniaria pena. Tenentur autem predicti capellani synodalia mandata episcopi uel decani seruare et sentencias interdicti uel excommunicationis tam episcopi quam capituli et decani canonice latas in quempiam custodire. His contenti debent esse episcopus Sedun., capitulum et decanus circa omnes ecclesias et capellanos sancti Mauricii Agaunensis. His etiam adicimus quod priuilegium exemptionis felicitis memorie Alexandri pape (2), quod ratione eiusdem controuersie ab ecclesia S<sup>ti</sup> Mauricii exhibitum fuit in medium, ab eodem episcopo et capitulo Sedun., fuit in omnibus approbatum. Actum est hoc anno ab incarnatione Dni

---

(1) Vollèges ; (2) Bulle du Pape Alexandre III. Voir appendice IV.

M<sup>o</sup> CC<sup>o</sup> XV<sup>o</sup>, tercio idus septembris, sub Innocentio papa et Frederico rege, apud Martiniacum (1). Ad memoriam et testimonium huius facti appositum est huic scripto sigillum abbatis et capituli Agaunensis. Ego Jacobus, episcopus Augustensis, ad testimonium huius facti sigillum meum apposui. Ego Cono, prepositus Lausannensis, sigillum meum apposui. Ego Willermus, thesaurarius Lausannensis, sigillum meum apposui. Ego Willencus, decanus Sedunensis, sigillum meum apposui (2).

---

(1) Martigny.

(2) Archives de Valère, à Sion. Cette Charte a été publiée par Gremaud dans les *Mémoires et Documents* de la Société d'Histoire de la Suisse romande, Tome XVIII, p. 402-404.

---

## APPENDICE VI.

### DÉCLARATION DU PRÉSIDENT DE LA VILLE DE ST-MAURICE (1) (1842)

Nous, Charles de *Macognin de la Pierre*,  
Président de la noble Bourgeoisie et Commune  
de St-Maurice, ancien Député du Canton du Valais à la haute Diète fédérale, etc., etc.

#### Certifions :

Que la Basilique de la royale Abbaye de St-Maurice a toujours été l'Eglise matrice et paroissiale de St-Maurice et de sa Banlieue dont l'église de S. Sigismond, située aussi dans la ville de St-Maurice, n'est qu'une succursale subjectivement unie à l'Eglise abbatiale, qu'aujourd'hui encore les fidèles ainsi que le curé de S. Sigismond sont tenus d'assister dans la susdite église de la royale Abbaye (qui est comprise comme l'église de S. Jacques, l'église de S. Maurice de Vérollet, l'église de Notre-Dame du Scex et comme l'église de Vérossaz dans le territoire *nullius* des Abbés de St-Maurice) (2) aux offices divins qui se célèbrent exclusivement à l'Abbaye tous les

---

(1) Archives de l'Abbaye, *Orig.* — Cette déclaration est d'autant plus digne de foi que la Bourgeoisie de St-Maurice s'est formellement opposée pendant plusieurs années à l'érection de la paroisse de Vérossaz. — Voir Archives de l'Abbaye, *Juridiction spirituelle sur Vérossaz.*

(2) Les parenthèses de ce texte sont dans l'original même.

principaux Dimanches de l'année, tels que, Pâques, Pentecôte, la fête de Noël, lorsqu'elle se rencontre par un dimanche, voire même la Dédicace de cette église, toutes les fêtes chômées de première et seconde classe sans exception, dont les noms suivent :

- |                      |  |
|----------------------|--|
| 1° La Circoncision.  | 11° S. Pierre et S. Paul.                              |
| 2° Les Trois Rois.   | 12° L'Assomption de Notre-Dame.                        |
| 3° La S. Sébastien.  | 13° S. Théodule, patron du pays.                       |
| 4° La Purification.  | 14° Nativité de Marie.                                 |
| 5° Les Cendres.      | 15° S. Maurice, patron du pays.                        |
| 6° La S. Joseph.     | 16° La Toussaint.                                      |
| 7° l'Annonciation.   | 17° La S <sup>te</sup> Catherine, patronne<br>du pays. |
| 8° L'Ascension.      |  |
| 9° La Fête-Dieu.     | 18° La Conception de Notre-Dame.                       |
| 10° La S. Jean-Bapt. | 19° Noël.  |

que toutes les processions ou supplications publiques de S. Marc, des trois jours des Rogations, les jours de l'Invention et de l'Exaltation de la Sainte Croix, les processions solennelles du Corps de Dieu et de S. Sébastien et toutes celles instituées pendant l'année en l'honneur de plusieurs saints en particulier, partent de la dite Eglise de l'Abbaye, sous la conduite, sous l'étole et l'étendard abbatiaux, que les publications canoniques de mariage des ressortissants de Vérossaz, etc., etc., se font encore dans toutes les solennités ci-dessus énumérées, se font à l'église abbatiale précitée.

Nous déclarons, de plus, que la station du Carême s'ouvre à l'Abbaye ; que le Dimanche avant Pâques, la Bénédiction des Rameaux est faite solennellement par le R<sup>me</sup> Abbé-Evêque qui se transporte processionnellement avec son Chapitre à S. Sigismond (1), que le jour de la

---

(1) Aujourd'hui encore, la Station du Carême s'ouvre pour toute la paroisse à l'église de l'Abbaye, et la Bénédiction des Rameaux se fait toujours dans les mêmes conditions.

Quant aux fêtes énumérées, seule la fête des Trois Rois n'a plus lieu à l'Abbaye.



fête patronale de cette dernière église ainsi que le jour de sa dédicace, les offices s'y célèbrent pontificalement par Mgr l'Abbé de St-Maurice, assisté de son Chapitre. Que les processions qui suivent et précèdent les offices divins sont conduites par le même Prélat. Nous certifions en outre que dans toutes les cérémonies et fonctions énumérées ci-dessus, le Curé de S. Sigismond, qui est toujours un Chanoine capitulant nommé par le Chapitre, dépose l'étole pour la remettre au Prélat officiant ou à son délégué et prend rang parmi ses confrères selon son ancienneté au Chapitre ; que dans toutes les processions de 1<sup>re</sup> classe faites autour de la Ville, l'Abbé-Evêque y est revêtu des ornements pontificaux ; qu'il n'y a guère plus d'un siècle que l'Eglise de S. Sigismond n'avait ni Fonts-Baptismaux, ni étendard. Pour compléter toutes ces déclarations, nous ajouterons que la bénédiction des saintes Huiles se fait à l'Eglise de l'Abbaye le Jeudi-Saint, que les Fonts-Baptismaux y sont renouvelés solennellement chaque année le samedi suivant et la veille de la Pentecôte, que la généralité des dîmes de la paroisse a toujours appartenu au Vénérable Chapitre de la R. Abbaye de St-Maurice d'Agaune.

Nous déclarons encore que le Conseil de la noble Bourgeoisie de St-Maurice a déclaré, en tant que cela pouvait le concerner, ne point s'opposer à ce que l'Eglise de Vérossaz, de la juridiction quasi-épiscopale de l'Evêque-Abbé de St-Maurice soit définitivement et entièrement érigée en paroisse. *Salvis ut aequum est, semper regiae Abbatiae agaunensis juribus* et sans préjudicier en rien (les anciennes fondations de cette église et le casuel excepté) au bénéfice pastoral de S. Sigismond.

Donné à St-Maurice, sous notre seing, le sceau des armes de notre Bourgeoisie, le dix Avril, mil huit-cent quarante-deux.

L. S. de Macognin de la Pierre, président.

---

## APPENDICE VII.

### LETTRE DE PIE XI.

(1924)

Venerabilis frater, salutem et apostolicam benedictionem. — In Abbatia ista Helvetica, quæ est multiplici nomine inlustris, novimus sacra apparari sollemnia in honorem Sancti Sigismundi et Sociorum eius, quorum ab insigni martyrio annus millesimus quadringentesimus haud ita multo post compleatur. Studium huiusmodi vestrum sanctissimi regis Burgundiæ commemorandi, qui, cum Basilicam et Coenobium magnifice extruxisset, tum etiam voluit, redditibus largiter constitutis, circum Mauriti Sociorumque eius reliquias, novo in regionibus occidentalibus exemplo, dies noctesque psalmodiam perpetuo agi, sic Nobis placet, ut illud publice per nras Litteras Nostras probemus ac dilaudemus. Quod cum facimus, rem profecto facimus testatissimæ decessorum Nostrorum in Sanctuarium Agaunense voluntati ac benevolentiae congruentem : neque enim Nos latet, Apostolicam Sedem, duodecim saeculorum spatio, cum iura et bona Abbatiae attributa, tamquam beati Petri propria, tutatam esse, tum eandem Abbatiam proxime sibi fore subiectam decrevisse, tum denique Abbatem pro tempore episcopali titulo Bethlemitano honestasse. Videtur sane singulari divinae Providentiae consilio factum, ut corpora Sigismundi et filiorum, triennio post profusam pro Christo vitam, intra eius Coenobii saepta ad Mauritianum illud templum componerentur, quæ ipse, pro sua in milites Legionis Thebaeae pietate, a solo excitari iusserat. Qua-

propter ad Agaunensem istam vallem, dupliciter sacram, magnus popularium numerus singulatim turmatimque confluere, pietatis causâ: plurimi praeterea viri, ingenio doctrinaque spectatissimi, ad eam invisendam allici ac veluti trahi, atque inde, divina perculsi gratia, alii redire quam venerint; quod multo est mirabilius, homines a fide alieni istic saepe in verae Ecclesiae sinum recipi et sancto baptismo prope sepulcra Martyrum ablui. In quo quidem dissidentium ad catholicam unitatem reditu nullam vos, venerabilis frater, habere partem, nemo facile dixerit; tam pie enim psallitis, officia sacra tali accuratione peragitis eâque dulcedine per gregorianos concentus aspergitis, ut adstantium animos, vel maxime contumaces, Deo dante, ab bonam frugem revocetis. Quæ igitur inituri proxime estis sollemnia, fieri non poterit, quin, deprecatore Sigismundo ceterisque Martyribus iuvantibus, ea communem pietatem acuant, latiusque provehant catholicam fidem. Vix hortari attinet, ne quid operæ et laboris prætermittatis, ut eadem sollemnia et qua decet rituum magnificentia habeantur et opimas pariant utilitates illas quas diximus. Ad animos autem abunde expiandos, tibi, venerabilis frater, potestatem libenter facimus, quo die per sæcularem commemorationem malueris, adstantibus Nostro benedicendi nomine, proposita iis plena admissorum venia, usitatis condicionibus lucranda. Cælestium interea gratiarum auspicem paternæque benevolentiae Nostrae testem, tibi, venerabilis frater, canonicis Abbatiae regularibus populoque tibi commisso apostolicam benedictionem peramanter impertimus.

Datum Romæ apud Sanctum Petrum, die XII mensis maii anno MDCCCXXIV, Pontificatus Nostri tertio.

PIUS PP. XI

Vénérable Frère, salut et bénédiction apostolique.

Nous avons appris que dans cette Abbaye de Suisse, illustre à tant de titres, on prépare, à l'occasion du quatorzième centenaire de leur insigne martyr, des fêtes solennelles en l'honneur de S. Sigismond et de ses Compagnons. Il Nous plaît grandement d'approuver et de louer publiquement le zèle que vous mettez à commémorer le souvenir du très Saint Roi de Bourgogne qui, non content de faire bâtir avec magnificence une basilique et un monastère, voulut aussi, après avoir accordé de larges revenus, établir autour des reliques de S. Maurice et de ses Compagnons, la Psalmodie perpétuelle, exemple unique jusque-là en Occident, de cette prière qui ne cessait ni le jour ni la nuit. Du reste, en vous adressant cette lettre, Nous ne faisons qu'ajouter aux intentions si manifestement bienveillantes que Nos prédécesseurs ont toujours témoignées à l'égard du sanctuaire d'Agaune. Nous n'ignorons pas, en effet, que le Siège Apostolique, durant l'espace de douze siècles, a protégé, comme étant ceux même de S. Pierre, les droits et les biens de cette Abbaye, décrétant qu'elle lui serait immédiatement soumise, et qu'enfin, ce même Siège Apostolique s'est plu à honorer l'Abbé de St-Maurice du titre épiscopal de Bethléem.

C'est assurément par un singulier dessein de la Providence que les corps de S. Sigismond et de ses fils, transportés trois ans après qu'ils eurent versé leur sang pour le Christ, dans l'enceinte même de ce monastère, furent ensevelis dans cette église dédiée à S. Maurice, que Sigismond, dans sa dévotion pour les soldats de la Légion thébéenne, avait fait bâtir lui-même. C'est pourquoi les peuples, poussés par leur piété, sont venus et viennent en foule ou en pèlerins isolés, à ce val d'Agaune doublement sacré. De plus, beaucoup d'hommes, célèbres par leur science, attirés et comme entraînés en quelque sorte vers ce lieu saint, y sont touchés par la grâce divine et s'en vont transformés. Et ce qui est beaucoup plus admirable

encore, c'est que des hommes, étrangers à notre foi, sont souvent reçus à St-Maurice dans le sein de la véritable Eglise et purifiés par le saint Baptême, près du Tombeau des Martyrs. Personne ne niera, Vénérable Frère, la part que vous avez à ce retour de nos frères séparés à l'unité catholique. Vous psalmodiez, en effet, avec tant de piété, vous accomplissez les offices sacrés avec tant de soin et vous les remplissez d'une telle douceur par les mélodies grégoriennes que les âmes des assistants, même les plus rebelles, sont, avec la grâce de Dieu, ramenées au chemin de la vertu. Les solennités que vous célébrez ne peuvent qu'augmenter encore, grâce à l'intercession de saint Sigismond et des autres Martyrs, la piété de tous et répandre au loin la foi catholique.

Il n'est pas besoin de vous exhorter à n'omettre aucun effort pour que ces solennités soient célébrées avec la magnificence qui convient et produisent ainsi les fruits abondants que Nous souhaitons. Pour faciliter aux âmes le moyen de se purifier, Nous vous accordons volontiers, Vénérable Frère, la faculté de donner aux assistants, le jour des fêtes du centenaire qu'il vous plaira, avec Notre bénédiction, une indulgence plénière aux conditions ordinaires. En gage des grâces célestes et en témoignage de Notre paternelle bienveillance, Nous vous accordons, Vénérable Frère, avec une grande affection, à vous, aux Chanoines Réguliers de l'Abbaye et au peuple qui vous est confié, la Bénédiction Apostolique.

Donné à Rome, près S. Pierre, le 12 mai 1924, de Notre Pontificat la troisième année.

PIE XI, Pape.

---

## APPENDICE VIII.

---

BREVS DE BENOIT XV CONSAGRANT LE TITRE DE „ NULLIUS “  
ET CONFIRMANT M<sup>gr</sup> MARIÉTAN COMME ABBÉ ET ÉVÊQUE.

I.

### BENEDICTUS XV.

DILECTE FILI, salutem et Apostolicam benedictionem. Quum per obitum bo: me: Josephi Abbet, Episcopi titularis Bethleemitani et Abbatis S. Mauritii Agauensis Abbatialis Ecclesia suo mansisset viduata pastore, dilecti filii Canonici Regulares ejusdem Abbatiae *Nullius*, iuxta ea quæ in Litteris Apostolicis, quarum initium « In amplissimo » a Decessore Nostro f. r. Gregorio P.P. XVI, die III mensis Julii anno M.DCCCXL editis, præscribuntur, legitime die XIII, p. e. mensis Augusti coadunati, te in locum defuncti Abbatis Josephi Abbet, elegerunt. Quoniam vero, prout de jure est, oportet ut tua hujusmodi electio suprema Apostolicæ Sedis Auctoritate rite confirmetur. Nos, actis ejusdem electionis per VV. FF. NN. S. R. E. Cardinales negotiis Propagandæ Fidei præpositos maturo examini subjectis atque recognitis, de Fratrum eorundem consilio, te, dilecte fili, quem per similes Apostolicas litteras hoc ipso die datas, Bethlemitarum Episcopum titularem nominavimus, ad quam Sedem Abbatem pro tempore S. Mauritii provehendum in memoratis suis Litteris idem Decessor Noster Gregorius XVI præscripsit, Apostolica Nostra Auctoritate, præsentium vigore præfata electione rata habita et confirmata, Abbatem Abbatiae *Nullius* S. Mauritii Agau-

nensis sancimus et renunciamus. Itaque mandamus omnibus ac singulis ad quos spectat ut te in memoratæ Abbatæ Abbatem recipiant et admittant, tibi in omnibus faveant, pareant ac præsto sint, tuaque salubria monita ac mandata reverenter excipiant atque efficaciter impleant, neque his obsistant, secus sententiam seu poenam quam in detrectantes tuleris, ratam habebimus eamque suprema auctoritate Nostra sancimus. Non obstantibus Constitutionibus et Ordinationibus Apostolicis, ceterisque omnibus in contrarium facientibus quibuscumque.

Datum Romæ apud S. Petrum sub annulo Piscatoris die XIII m. octobris anno M.C.M.XIV Pontificatus Nostri Primo.

Sig. : P. Card. Gasparri.

---

II.

BENEDICTUS XV.

DILECTE FILI, salutem et Apostolicam benedictionem. Titulares ecclesias eis quoque conferimus viris, qui ad magni momenti munera pro meritis evecti, ad hæc plene et efficaciter obeunda episcopali dignitate augeantur oporteat. Itaque quum Episcopalis Ecclesia titularis Bethleemitana, cui bo : mem : Joseph Abbet, ultimus illius Antistes, dum viveret, præsidebat, per ejusdem Joseph obitum, extra Curiam defuncti, vacaverit, Nos, ad ejusdem Ecclesiæ provisionem paterno studio intendentes, auditis VV. FF. NN. S. R. E. Cardinalibus Christiano Nomini propagando præpositis, ad te dilecte fili, omnia requisita habentem atque Abbatem S. Mauriti Agaunensis Abbatæ *Nullius* in Helvetia nuper electum ac per similes Nostras litteras hoc ipso die datas confirmatum, oculos mentis convertimus, tenorem sequuti Apostolicarum litterarum Decessoris Nostri f. rec. Gregorii PP. XVI, quibus die III julii anno M. D CCC XL

titulum Bethleemitarum Ecclesiæ Abbatibus S. Mauriti pro tempore reservatum voluit. Quare peculiari te benevolentia complectentes eandem Bethleemitanam Ecclesiam de persona tua Nobis ac laudatis Cardinalibus ob tuorum meritorum præstantiam accepta, de Fratrum eorundem consilio Apostolica Nostra auctoritate, præsentium vi, providemus, teque Episcopum titularem Bethleemitanum facimus, constituimus, renunciamus, tibi indulgentes ut, quoniam eadem Ecclesia inter mere titulares adnumeratur, ad illam accedere et apud eam residere minime tenearis. Ceterum facultatem tibi pari auctoritate Nostra tribuimus ut a catholico Antistite, quemcumque malueris, gratiam et communionem Apostolicæ Sedis habente, accitis atque in hoc illi assistentibus duobus aliis Episcopis, simili gratia et communione fruentibus, consecrationem recipere licite possis ac valeas; eidemque Antistiti potestatem item facimus ut, recepta prius tua catholicæ fidei professione secundum articulos ab hac S. Sede propositos, receptoque a te Nostro ac Romanæ Ecclesiæ nomine fidelitatis debitæ solito juramento, prædictam tibi consecrationem eadem auctoritate Nostra impendere similiter queat. Verum præcipimus ut si, priusquam juramentum ac professionem fidei huiusmodi emiseric, consecrationem dictus Antistes tibi conferre, tuque illam suscipere præsumpseritis, idem Antistes ac tu et a Pontificalis officii exercitatione et a regimine Ecclesiarum suspensi eo ipso maneatis. Non obstantibus Constitutionibus et Sanctionibus Apostolicis, ceterisque omnibus etiam speciali et individua mentione ac derogatione dignis in contrarium facientibus quibuscumque.

Datum Romæ apud S. Petrum sub annulo Piscatoris die XIII m. Octobris anno M.C.M.XIV, Pontificatus Nostri Primo.

Sig. : P. Card. Gasparri.

---





# TABLE DES MATIERES

<i>Avant-propos</i> . . . . .	5
I. INTRODUCTION . . . . .	8
II. EXPOSÉ HISTORIQUE DES PAROISSES . . . . .	13
<i>a)</i> Eglises de l'Abbaye, de S. Sigismond, de S. Laurent, de Ste Marie, à St-Maurice ; hors St-Maurice : Aigle, Ollon, Bioley, Ottanel (Vernayaz), Vétroz, Plan-Conthey, Chœx, Bagnes, Vollèges . . . . .	16
<i>b)</i> Collombey, Monthey, Trois Torrents . . . . .	21
<i>c)</i> Chapelle de Gryon . . . . .	23
<i>d)</i> Outre-Rhône (Collonges), Evionnaz . . . . .	25
<i>e)</i> Vérossaz . . . . .	30
III. FONDEMENT, « EN DROIT » DE LA JURIDICTION SPIRITUELLE DE L'ABBAYE . . . . .	41
IV. LA QUESTION « DE FAIT » . . . . .	49
<i>1re Amputation</i> : S. Sigismond, Ollon, Bagnes, Vollèges, Plan-Conthey, Vétroz, Aigle . . . . .	50
<i>2me Amputation</i> : Collombey, Monthey, Trois Torrents . . . . .	54
<i>3me Amputation</i> : Outre-Rhône, Evionnaz . . . . .	73
<i>4me Amputation</i> : Gryon . . . . .	74
<i>5me Amputation</i> : Vérossaz . . . . .	74
V. SITUATION SPÉCIALE DE L'ÉGLISE DE S. SIGISMOND à ST-MAURICE . . . . .	79
QUELQUES NOTES SUR L'ÉGLISE D'AIGLE . . . . .	89
VI. CONCLUSIONS GÉNÉRALES . . . . .	93
<i>Appendices</i> . . . . .	I
Appendice I. Notes historiques sur le titre « Nullius » . . . . .	III
Appendice II. Brefs de Grégoire XVI . . . . .	XI
Appendice III. Bulle d'Innocent II . . . . .	XVIII
Appendice IV. Bulle d'Alexandre III . . . . .	XX
Appendice V. Convention de 1215 . . . . .	XXIII
Appendice VI. Déclaration du Président de St-Maurice . . . . .	XXVI
Appendice VII. Lettre de Pie XI . . . . .	XXIX
Appendice VIII. Brefs de Benoît XV . . . . .	XXXIII





